



cyberpresse.ca

LA PRESSE

LE PAIN NOUVEAU

Un boulanger québécois fait craquer les Français.

GOURMAND

Benoît Fradette

PHOTO VIOLAINE BALLIVY, LA PRESSE

LE RAPPORT DUCHESNEAU POUR LES NULS PAGES A4 ET A5

Dimanche soir, au Centre Bell, le Cirque du Soleil lance son nouveau spectacle qui met en vedette celui qu'on appelait le roi de la pop.

ARTS ET SPECTACLES



MICHAEL JACKSON
THE IMMORTAL
WORLD TOUR

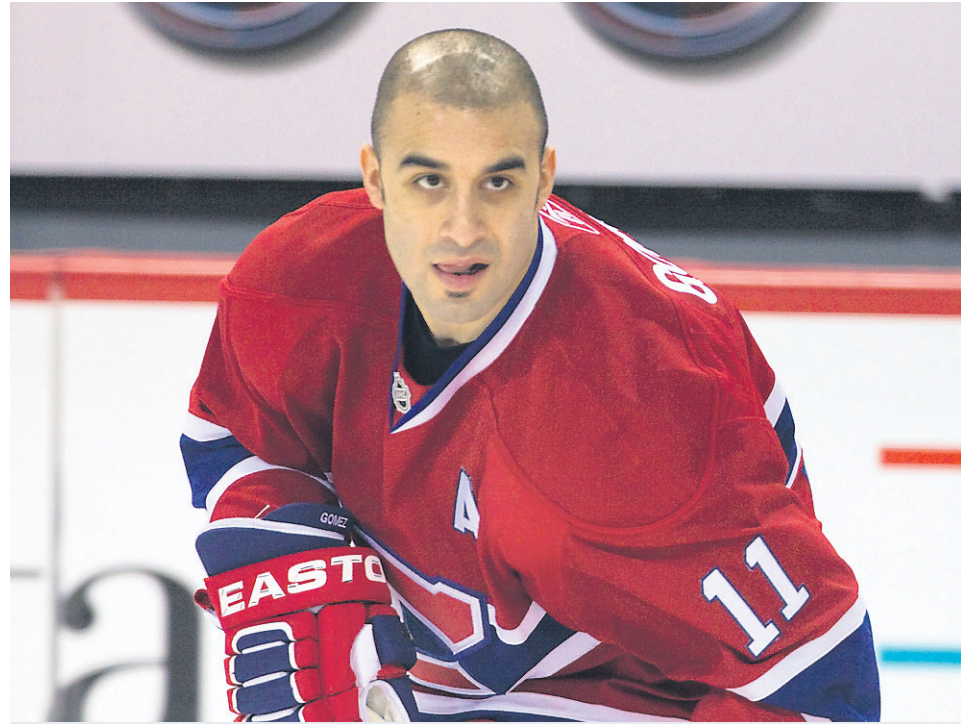
LE ROI DU CIRQUE

ILLUSTRATION FRANCIS LEVILLÉE, LA PRESSE

CE WEEK-END DANS NOTRE CAHIER PLUS

L'HÉRITAGE OLYMPIQUE DE BARCELONE LOIN DES ERREURS DE MONTRÉAL

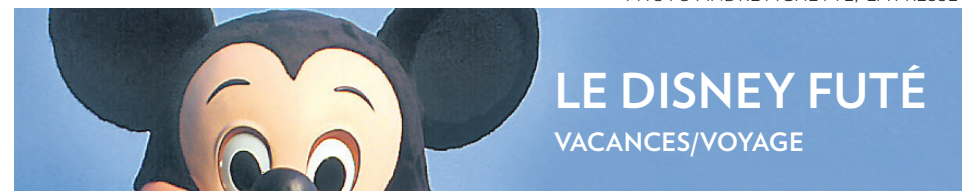
SÉRIE CONTRE-EMPLOI
MARIE-CLAUDE LORTIE
SUIT LE CANADIEN PAGES 6 ET 7



TROP CHER, MARKOV? QUE FAIRE AVEC GOMEZ?

Nos journalistes analysent le Canadien en 10 questions.
SPORTS

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE



LE DISNEY FUTÉ VACANCES/VOYAGE

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



PAGE A36

PLAN NORD DE L'URANIUM ET DES DIAMANTS
LA PRESSE AFFAIRES

Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
«2,2 milliards! À ce prix-là, on peut vous faire une belle route avec des cônes oranges en or.» — Un entrepreneur de la construction
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



nous faisons de votre confort notre priorité.
profitez de l'expérience Air Transat.



Service chaleureux et attentionné, vin et repas chauds offerts gracieusement, sièges en cuir et plus d'espace pour les jambes pour votre confort en vol; vos vacances commencent dès que vous montez à bord.

vois aller-retour à partir de

Holguin
499\$
Taxes et frais inclus*

San Salvador
599\$
Taxes et frais inclus*

Bruxelles, Toulouse
Nantes, Paris, Marseille
599\$
Taxes et frais inclus*

Barcelone, Athènes
Nice, Londres, Malaga
799\$
Taxes et frais inclus*

Visitez airtransat.ca ou communiquez avec votre agent de voyages.

Départs de Montréal. Prix par personne en classe Économie, valides à l'achat d'un vol aller-retour. Les prix sont ceux disponibles au moment de mettre sous presse et sont valides pour des départs spécifiques en octobre, novembre ou décembre 2011. Les tarifs peuvent varier selon la date de départ, ainsi que la destination sélectionnées. Les tarifs sont valides pour les nouvelles réservations individuelles seulement. Les sièges disponibles aux tarifs affichés sont en quantité limitée. Vols effectués sur les ailes d'Air Transat. *DPSTA, frais aéroportuaires, assurances, surcharge de carburant, TPS et TVG.

ACTUALITÉS



PHOTO JOHNATHAN HAYWARD, LA PRESSE CANADIENNE

Les partisans d'Insite ont applaudi la décision de la Cour suprême qui permet au centre d'injection supervisée de continuer ses activités, hier. Le plus haut tribunal du pays a conclu que de refuser à la clinique Insite de poursuivre ses activités violait le droit à la vie garanti par la Charte canadienne des droits et libertés.

Insite remporte son combat contre Ottawa

La Cour suprême dit oui aux centres d'injection supervisée

GABRIEL BÉLAND

Après une guerre juridique de plus de quatre ans, Insite vient de gagner son ultime bataille contre le gouvernement Harper. La Cour suprême a rendu hier une décision unanime qui ouvre la voie à la multiplication des centres d'injection supervisée au pays, possiblement même à Montréal.

Le plus haut tribunal du pays a conclu que de refuser à la clinique Insite de poursuivre ses activités violait le droit à la vie garanti par la Charte canadienne des droits et libertés. Le jugement est particulièrement dur pour les conservateurs. Les magistrats exigent en effet que le

gouvernement Harper reconnaisse qu'il a commis une erreur en cherchant à faire fermer Insite.

La position des conservateurs « aurait eu pour effet d'empêcher les consommateurs de drogues injectables d'avoir accès aux services de santé offerts par Insite, ce qui aurait mis leur santé et leur vie en danger », peut-on lire dans le jugement.

Insite est le premier et le seul centre d'injection supervisée au pays. Ouverte en 2003 à Vancouver, la clinique permet aux héroïnomanes de s'injecter leur drogue dans un environnement propre et sûr. La Cour a reconnu dans son jugement qu'Insite a sauvé des vies. Il

y a eu 2000 surdoses dans les locaux de la clinique depuis son ouverture, mais aucune n'a été mortelle, grâce au personnel infirmier qui s'y trouve.

« Au cours de ses huit années d'activités, il est démontré qu'Insite a sauvé des vies, sans avoir aucune incidence négative observable sur les objectifs du Canada en matière de sécurité et de santé publiques », dit la décision.

Le jugement, cinglant, a été mal accueilli à Ottawa. « Nous sommes déçus de cette décision, qui va à l'encontre de notre politique, a lancé le premier ministre du Canada, Stephen Harper. Nous lirons le jugement, mais évidemment nous allons respecter la décision de la Cour suprême. »

« La préférence de ce gouvernement en matière de lutte contre la drogue est de poursuivre en justice ceux qui vendent de la drogue et créent une addiction au sein de la population », a insisté M. Harper.

Les partis de l'opposition ont quant à eux applaudi la décision. Le centre d'injection Insite se trouve dans la circonscription de Vancouver-Est, représentée par la néo-démocrate Libby Davies. « Depuis que le site a ouvert ses portes, les overdoses fatales ont diminué d'un tiers. Aujourd'hui, les gens qui utilisent ce service ont été entendus », a dit la députée.

Hedy Fry, porte-parole libérale en matière de santé et députée de Vancouver-Centre, estime que le jugement envoie un message clair aux conservateurs: « Leur position est indéfendable, a-t-elle écrit dans un communiqué. Leur guerre contre la drogue n'a pas marché au Canada et est un terrible échec. »

Un centre à Montréal?

Pour fonctionner sans être inquiété par la police,

Insite doit être exempté de la Loi sur les drogues. Dans les débuts de la clinique, le ministre libéral de la Santé avait accordé cette exemption. Une fois arrivés au pouvoir, les conservateurs ont indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de la renouveler, ce qui a entraîné la bataille juridique qui se termine aujourd'hui.

Le plus haut tribunal au pays précise que ces exemptions devront être accordées à l'avenir, ce qui ouvre la porte à la multiplication des centres d'injection supervisée. « Dans les cas où l'existence d'un site d'injection supervisée diminuera le risque de décès et de maladie et où il n'existe guère de preuve

centres d'injection supervisée. Le document, qui devrait être prêt d'ici à la fin de l'année, se penche sur le projet de l'organisme et sur son « acceptabilité » au centre-ville.

« La Cour reconnaît que la toxicomanie est une maladie et que les gens qui sont aux prises avec cette maladie ont droit aux services de santé, note Richard Lessard, directeur à la Direction de la santé publique de Montréal. La distinction entre la maladie et quelque chose qu'on fait par choix est fondamentale dans ce jugement. »

Le ministre de la Santé du Québec, Yves Bolduc, a réagi avec prudence au jugement, qu'il n'avait pas eu le temps de lire. « Comme ministre, je dois rester au-dessus de la mêlée et prendre le temps de regarder toutes les implications du jugement, a-t-il dit. On ne pouvait rien faire tant qu'on n'avait pas eu ce jugement, on l'a eu ce matin [hier]. Il faut l'étudier à fond afin de voir comment on va travailler avec nos partenaires. »

La décision de la Cour a aussi réjoui bien des utilisateurs actuels et passés de la clinique Insite. « J'ai entendu que les gentils avaient

Le jugement, cinglant, a été mal accueilli à Ottawa.

« Nous sommes déçus de cette décision qui va à l'encontre de notre politique », a lancé le premier ministre du Canada, Stephen Harper.

qu'elle aura une incidence négative sur la sécurité publique, le ministre devrait en règle générale accorder une exemption », indique la Cour.

À Montréal, Cactus veut ouvrir une clinique d'injection supervisée au centre-ville. L'organisme a pignon sur rue près de l'Université du Québec à Montréal, où il distribue des seringues propres aux toxicomanes. Les utilisateurs n'ont toutefois pas le droit de s'injecter leur drogue sur place.

Le projet, qui devait être lancé au printemps dernier, piétine depuis des mois. Cactus doit encore attendre le rapport d'un groupe de travail dirigé par la Direction de la santé publique de Montréal, qui s'est déjà dite en faveur des

gagné! », a lancé Tim Page, joint à Vancouver.

L'homme de 29 ans a longtemps fréquenté le centre. Il n'y va presque plus depuis qu'il a suivi une cure de désintoxication au printemps dernier dans les locaux d'Insite. Il dit qu'il n'aurait suivi une telle cure nulle part ailleurs. « Ce sont les seuls à qui je faisais confiance, dit-il. Maintenant, je suis presque complètement clean, j'ai même un appart. Même si je ne vais plus à Insite, c'est une bonne nouvelle pour les autres qui auront besoin d'aide. »

— Joël-Denis Bellavance et Tommy Chouinard

À LIRE EN PAGE A6. « LA MORALE CONTRE LA SANTÉ », LA CHRONIQUE D'YVES BOISVERT

ROLEX

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous! PETITES ANNONCES 16
Astrologie du jour GOURMAND 8
Avis et encans CV 10
Décès PETITES ANNONCES 13 À 15
Emplois CV 9
Forum A34 ET A35
Jardiner MON TOIT 16

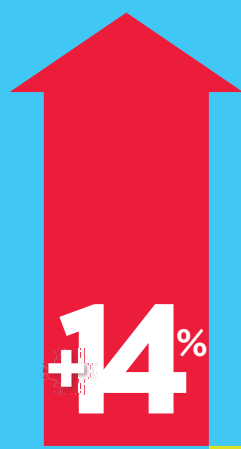
Loteries A30
Monde A29 à A33 et A36
Restaurants GOURMAND 6
Sudoku AFFAIRES 4
Trait d'union GOURMAND 8
Vin GOURMAND 5

Météo

Nuageux avec averses en matinée, maximum 11, minimum 9. CV 9

**ON EST 14%
PLUS CONTENTS
;-))))))))))))))))))**

LA PRESSE



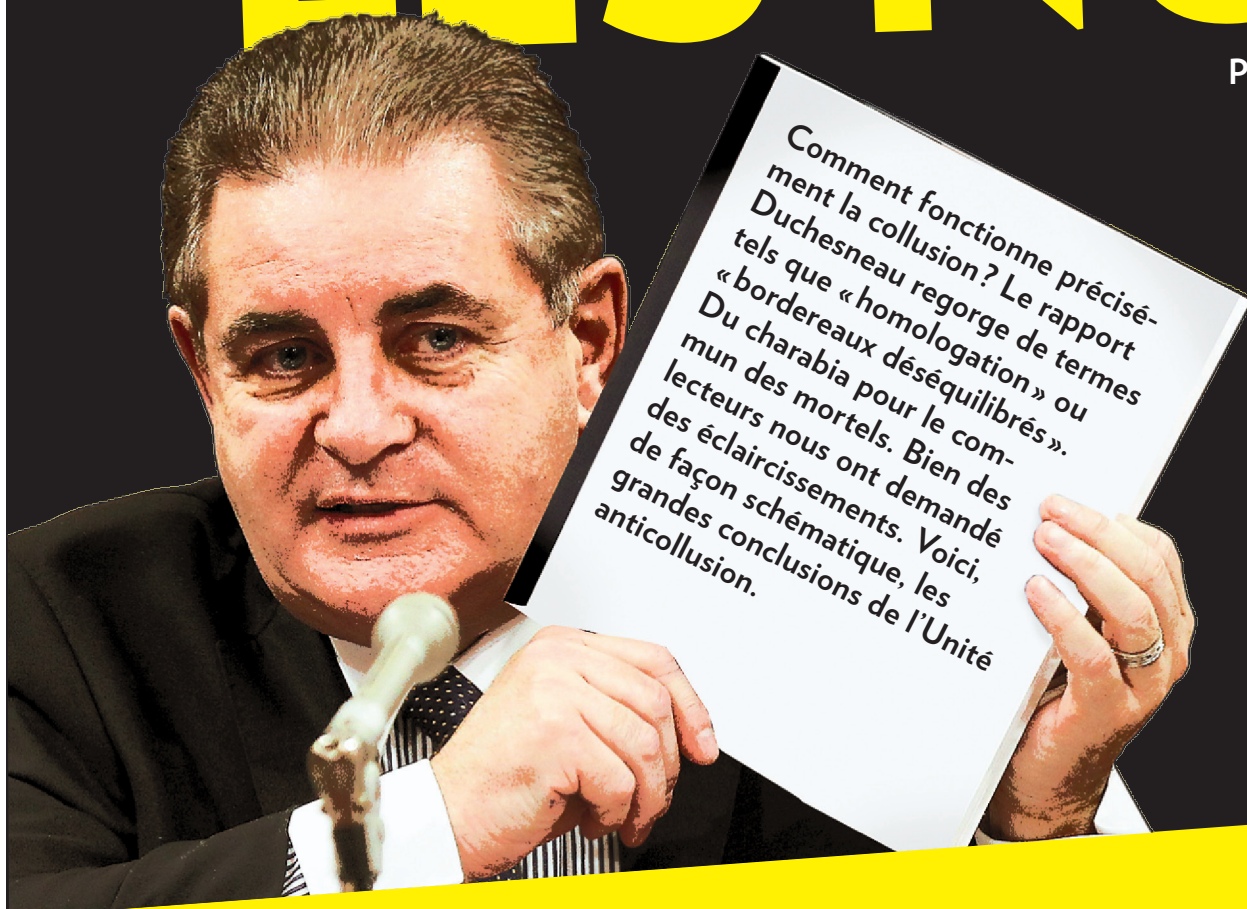
**JOURNAL
DE MONTRÉAL**

Les résultats des sondages ont de quoi nous réjouir: hausse de notre lectorat de 14% et augmentation de 29% de nos lecteurs de 18 à 34 ans. Et c'est avec une énergie renouvelée que nous nous engageons à vous offrir, encore et toujours, le meilleur de nous-mêmes.

LA PRESSE

Le rapport Duchesneau POUR LES NULS

PAR ANDRÉ NOËL



1. Des milliards de dollars investis dans les travaux routiers

La construction est l'activité industrielle la plus importante au Québec. Le ministère des Transports est le plus grand donneur d'ouvrage du gouvernement. En 2007, les investissements routiers se chiffraient à 1,7 milliard. Cette année, ils ont atteint 4,2 milliards. Le MTQ a prévu consacrer 16,2 milliards en cinq ans à l'amélioration de ses 30 000 km de routes et de ses 5060 structures. Des firmes peuvent être tentées d'écarter la concurrence et d'imposer des prix excessifs. Cette situation s'observe dans le monde entier. Au Québec, ce secteur industriel est marqué par une forte concentration: 10 entrepreneurs réalisent 39% des chantiers routiers, et 10 firmes se partagent 68% des contrats de services professionnels.



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

2. Le MTQ a perdu son expertise

Un fait facilite les dérapages: le MTQ a perdu son expertise. La fonction publique est en décroissance. Les ingénieurs sont beaucoup moins bien payés dans le secteur public que dans l'entreprise privée. Les jeunes diplômés préfèrent donc travailler dans les firmes de génie-conseil. Ces dernières embauchent aussi des ingénieurs d'expérience issus du secteur public. « Depuis une bonne dizaine d'années, le Ministère perd de sa main-d'œuvre et même de son expertise au profit des firmes de génie-conseil, qui préparent actuellement 100% des estimations relatives aux contrats d'infrastructure routière à Montréal et 95% dans les autres régions. » La privatisation cause des hausses de coûts: 72% de plus dans le secteur du terrassement, par exemple. « Les ingénieurs du Ministère sont devenus davantage des gestionnaires de projet. Ils ne s'attardent plus aux détails techniques qui sont normalement de leur ressort. »

3. Les firmes de génie-conseil dirigent les travaux

L'expertise se trouve maintenant dans quelques grandes firmes de génie-conseil, qui travaillent souvent en consortium. Il n'est pas rare de voir trois grandes firmes collaborer pour réaliser les contrats de A à Z, de la préparation des soumissions à la surveillance des travaux. « On peut se demander, en somme, s'il ne s'agit pas là d'une occasion de collusion. » Les ingénieurs du MTQ n'ont pas le temps de vérifier la qualité de leurs travaux et de leurs estimations.

Selon le rapport, des firmes d'ingénieurs s'associent à des entreprises de construction pour frauder le gouvernement. « Un ingénieur sur trois aurait déjà été témoin de favoritisme dans une entreprise pour laquelle il a travaillé. » Les ingénieurs remettent de fausses estimations au MTQ, puis transmettent des renseignements privilégiés à l'entreprise de leur choix. Un témoin a donné cet exemple aux enquêteurs de l'UAC: « Un ingénieur prévoit 1000 chargements de terre contaminée sur un site, alors qu'il sait pertinemment que seuls 100 chargements seront nécessaires. En communiquant cette information à un entrepreneur ciblé, il peut lui faire miroiter l'économie de 900 chargements qui avantagera sa soumission. »

Les ingénieurs privés peuvent aussi préparer des plans et devis volontairement imprécis. L'entrepreneur peut ensuite réclamer des avenants (les fameux « extras ») en soulignant que des travaux n'étaient pas prévus. Ces revenus supplémentaires profitent à la firme de génie-conseil, sous forme de pourcentage ou de commission.

4. Des entrepreneurs se partagent les contrats

Lorsque le MTQ ou les municipalités lancent des appels d'offres, les entreprises se procurent les documents puis préparent leurs soumissions. Le MTQ doit accorder le contrat au plus bas soumissionnaire. « Chez certains entrepreneurs généraux, on simule la libre concurrence en étant plusieurs à déposer des soumissions, alors que l'entreprise qui sera choisie est identifiée à l'avance par le groupe. C'est comme déjouer le système d'appel d'offres, tout en démontrant au Ministère qu'on respecte ses règles. » Les entrepreneurs qui acceptent de passer leur tour s'abstiennent de soumissionner ou font des offres plus élevées. Ils peuvent aussi se répartir des territoires précis.



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

5. Le crime organisé infiltre des entreprises

Des ouvriers de la construction, des sous-traitants, des fournisseurs de matériaux souhaitent être payés en partie en liquide, ce qui leur permet de payer moins d'impôts. La construction est donc un secteur industriel où la demande d'argent liquide est forte. De l'autre côté, les organisations criminelles sont aux prises avec des milliers de dollars provenant de la vente de drogue. Elles ne peuvent pas les déposer à la banque sans attirer les soupçons. La construction leur offre la possibilité de recycler cette masse d'argent sale dans l'économie légale.

L'infiltration se fait de deux façons. La première: le crime organisé prend le contrôle d'une firme par l'entremise de prête-noms. La deuxième: les organisations criminelles, au premier chef la mafia italienne, imposent un *pizzo* à un petit club d'entreprises influentes. Un responsable de la GRC a déclaré dans un procès en Italie que cette redevance s'élève à 5% de la valeur des contrats au Québec. Pendant l'opération Colisée, la GRC a filmé des dirigeants de grandes entreprises qui se rendaient au quartier général du clan Rizzuto pour payer leur *pizzo*. En échange, la mafia joue le rôle de police privée en arbitrant les litiges qui surgissent inévitablement entre les firmes lorsque vient le temps de se partager les contrats.

Les entrepreneurs honnêtes qui ne font pas partie du club peuvent être victimes d'intimidation, auquel cas ils craignent pour leur sécurité personnelle et hésitent à dénoncer. Ils peuvent aussi être victimes de représailles: on leur fait des difficultés pour s'approvisionner en matériaux ou pour recruter des ouvriers.



PHOTO CRAIG RUTTLE, BLOOMBERG

6. Fausses factures et « extras »

Certaines firmes se spécialisent dans la fausse facturation. En échange de chèques, elles remettent de fausses factures aux entrepreneurs généraux, pour des services qui n'ont jamais été rendus. Par exemple, la firme produit une facture de 10 000\$. Elle reçoit un chèque correspondant à cette somme, mais redonne 9500\$ en liquide à l'entrepreneur général. Le stratagème profite aux deux parties. La firme, souvent liée au crime organisé, a blanchi 9500\$. Elle dépose un chèque tout propre à la banque. L'entrepreneur général, lui, déclare une fausse dépense au fisc et utilise les 9500\$ comptant pour payer ses employés au noir. Les uns et les autres paient ainsi moins d'impôt. « Le résultat de toutes ces manœuvres est simple, souligne le rapport: les criminels prospèrent tandis que l'État est dépossédé. »

Autre stratagème: la manipulation des bordereaux. Ces documents font partie de la soumission: l'entrepreneur général y ventile ses dépenses. Par exemple, pour une soumission de 10 millions de dollars, il prévoit 1 million pour la préparation du chantier, 1 million pour l'excavation, 1 million pour la récupération des eaux contaminées, etc. Mais, souvent avec la complicité des ingénieurs, il « déséquilibre » les bordereaux en haussant les dépenses qui lui profitent le plus. Le MTQ verse habituellement 25% des coûts associés à l'organisation du chantier dès le début des travaux. L'entrepreneur qui veut frauder a donc intérêt à exagérer indument ces coûts. Puis quand vient le temps de faire les travaux d'excavation – pour lesquels il a prévu des dépenses exagérément basses dans son bordereau – il « découvre » soudainement des problèmes et réclame un avenant (un « extra »).



PHOTO.COM



PHOTO BRENT LEWIN, BLOOMBERG

7. Entrepreneurs et ingénieurs financent les partis politiques

Il y a 10 ans, au terme d'une enquête, le Directeur général des élections avait dénoncé le système des élections clés en main dans certaines municipalités. Des firmes organisaient et finançaient des campagnes électorales dans l'espoir de rafler ensuite les contrats municipaux. Les enquêteurs de l'UAC ont interrogé des ingénieurs et des organisateurs politiques à ce sujet. Un ingénieur a décrit une pratique courante dans des firmes de génie et donné l'exemple suivant: le vice-président d'une firme dispose de 50 000 à 60 000\$ en liquide pour rembourser les employés qui, eux, font des chèques personnels en contribution aux partis politiques. Par la suite, la firme sait qu'on l'écouterait attentivement lorsqu'elle réclamera des « extras » dans un chantier.

« Le secteur de la construction est extrêmement sollicité par les partis, a expliqué un ex-conseiller politique. Le financement populaire, c'est beau, mais il s'agit d'un vœu pieux. Vous en connaissez, vous, des gens de votre entourage qui contribuent à des partis politiques uniquement par conviction? Dans les faits, ils (les partis) savent très bien qu'une entreprise a contribué plus de 10 000\$ à leur caisse électorale et c'est pour cette raison, notamment, que les gens de la construction ont si facilement accès aux décideurs... » « Plus ils ont de contrats, plus ils donnent; plus ils donnent, plus ils ont de l'influence; plus ils ont de l'influence, plus ils ont de contrats. Et cette influence, ils l'exercent ensuite partout. » Les agents corrupteurs de la construction deviennent ainsi « intouchables ».

ACTUALITÉS

La morale contre la santé



YVES
BOISVERT
CHRONIQUE

Parmi les personnes qui ont déjà mis les pieds dans les ruelles du Downtown Eastside de Vancouver, y en aura-t-il une seule pour condamner le jugement rendu hier par la Cour suprême?

J'en doute.

En 1993, on y ramassait chaque semaine quatre personnes mortes de surdose. Dans ce quartier, 80 % des 4600 adeptes de drogue injectable ont l'hépatite C.

Comme les choses allaient de mal en pis, en 1997, il a fallu déclarer «l'état d'urgence en santé publique».

Voilà d'où vient Insite, ce centre d'injection supervisée, ouvert 18 heures sur 24, où les gens apportent leur dose, se piquent et restent un peu sous supervision médicale. Il n'y a jamais eu de surdose. Les policiers appuient le projet. Tous les politiciens locaux aussi. Les gens d'affaires. La province.

Mais pas le gouvernement Harper.

C'est un endroit où la possession de drogue n'est pas un crime, en vertu d'une exemption accordée par le ministre de la Santé en 2003.

La loi permet en effet de telles exemptions pour des raisons de recherche ou médicales.

Mais quand les conservateurs sont arrivés au pouvoir, cette exemption a été remise en question.

Pour le gouvernement Harper, il s'agit non pas d'un

enjeu de santé, mais d'une question morale.

Les gens d'Insite ont réussi à prolonger l'exemption en se rendant devant les tribunaux. Un juge,

Le jugement est rédigé par la juge en chef Beverley McLachlin, qui a résidé longuement à Vancouver. Elle sait de quoi elle parle lorsqu'elle écrit que «bien des Canadiens seraient horrifiés des conditions de vie qui y règnent».

Il s'agit d'un problème de droits fondamentaux. En refusant l'exemption, le gouvernement fédéral viole le droit à la vie et à la sécurité des usagers de ce centre.

Certes, le ministre a discrétion pour accepter les projets de recherche admissibles à l'exemption.

subissent les conséquences, où qu'ils soient sur le territoire.

Le gouvernement craint que n'importe qui obtienne une exemption, du moment qu'il enfreint la loi avec régularité et persistance. Une sorte de constitutionnalisation du fait accompli qui bouleverserait tout l'édifice juridique.

Cette théorie ne tient pas la route. Insite n'est pas une piquerie improvisée. Ce centre est le fruit de la coopération de tous les ordres de gouvernement et de la police. Il est surveillé de près et étudié.

Mais encore faut-il comprendre la différence entre

d'utiliser celle du voisin qui a le sida. Et de l'eau propre plutôt que celle des flaques. Un endroit impeccable (que j'ai visité), qui sent l'alcool à friction et où l'on essaie d'aider les gens à s'en sortir en les dirigeant vers diverses ressources.

Mais surtout un endroit où l'on est satisfait de juste sauver des dizaines de vies par mois.

La décision de la Cour suprême paraît audacieuse, en ce qu'elle semble trancher dans un choix politique.

Mais elle ne fait que rappeler des principes bien établis: le pouvoir d'un ministre n'est pas illimité; il doit être utilisé rationnellement, selon les objectifs de la loi.

Or, tous les indicateurs de santé pointent dans la même direction: ce programme a eu des effets bénéfiques majeurs et, selon la police de Vancouver, il n'a eu aucun effet négatif.

Il n'est donc pas permis de mettre en jeu la vie et la santé des gens pour des motifs moraux ou idéologiques étrangers à la loi.

Mais comptez sur les conservateurs pour se plaindre de ce que les juges tentent d'imposer leur idéologie «progressiste».

C'est en effet exactement le genre de jugement qui enrage l'école de Calgary. Il ne fait pourtant que rappeler le ministre à ses obligations, au sens premier de la loi: protéger la santé.

Au moment où le gouvernement s'apprête à nommer deux juges ontariens à la Cour suprême, ça promet d'ajouter du piquant aux discussions.



Insite est tout sauf un endroit pour faire la fête. C'est une solution de rechange à la ruelle. Un lieu pour obtenir une seringue propre au lieu d'utiliser celle du voisin qui a le sida. Et de l'eau propre plutôt que celle des flaques.

PHOTO DARRYL DICK, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

puis la Cour d'appel de la Colombie-Britannique leur ont donné raison.

Et hier, à l'unanimité, la Cour suprême a confirmé ces jugements et ordonné au ministre d'accorder l'exemption.

Mais encore faut-il qu'il exerce cette discrétion conformément aux objectifs de la loi sur la santé.

Ottawa invoquait un argument moral: que ceux qui commettent des crimes en

la drogue «récréative» et la dépendance profonde.

Insite est tout sauf un endroit pour faire la fête. C'est une solution de rechange à la ruelle. Un lieu pour obtenir une seringue propre au lieu



Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

TOUT LE LUXE IMAGINABLE. SAUF LE TEMPS.

LE GRAND SOLDE GENESIS

POUR UNE DURÉE LIMITÉE SEULEMENT



Modèle 4.6L avec ensemble Technologie montré

La Genesis 2011 est tout simplement remarquable. À commencer par son style et son élégance incomparables et son équipement de luxe de série exceptionnel. Elle est également dotée d'un puissant moteur V6 de 290 chevaux ou d'un V8 de 385 chevaux en option. L'ensemble Technologie en option comprend de plus une foule de caractéristiques de haute technologie, telles qu'une chaîne audio ambiophonique Lexicon Logic 7 avec 17 haut-parleurs, un système de navigation avec système d'information pour le conducteur, une caméra de recul, un régulateur de vitesse adaptatif et tellement plus encore.

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE SUR LA GENESIS 3.8L 2011

FINANCEMENT DE 0% SUR 84 MOIS | 487\$⁺ PAR MOIS | COMPTANT DE 0\$

PRIX DE VENTE: 40 874\$* - FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

L'ENSEMBLE TECHNOLOGIE EN OPTION COMPREND :



Moteur V8 Tau - Un des 10 meilleurs moteurs selon Ward.



Système de navigation avec caméra de recul et écran de 8 pouces.



Système d'information du conducteur et contrôleur multimédia.



Chaîne audio ambiophonique Lexicon Logic 7 avec 17 haut-parleurs.

GARANTIE
5 ANS
100 000 KM
GARANTIE GLOBALE LIMITÉE*

5 ans/100 000 km - Garantie globale limitée
5 ans/100 000 km - Groupe motopropulseur
5 ans/100 000 km - Garantie sur les émissions

GENESIS



HYUNDAI™

hyundaicanada.com

*Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. *Offres de financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur le modèle neuf Genesis 3.8L 2011, taux annuel de financement de 0 % sur 84 mois. Mensualités de 487 \$. Aucun comptant initial requis. Frais de livraison et de destination de 1 760 \$. Frais de 115 \$ (115 \$ - pneu/100 \$ - climatiseur), autres frais divers et taxes applicables inclus dans l'offre de financement. Frais d'immatriculation, d'assurance, RDPRM et d'enregistrement en sus. Exemple de financement: Une berline Genesis 3.8L 2011 avec ensemble Technologie à 48 374 \$ à un taux annuel de 0 % équivaut à des mensualités de 575,88 \$ sur 84 mois pour une obligation totale de 48 374 \$. Prix d'achat comptant de 48 374 \$. L'exemple de prix comprend les frais de livraison et de destination de 1 760 \$, les frais de 115 \$ (115 \$ - pneu/100 \$ - climatiseur), les autres frais divers et taxes applicables. Frais d'immatriculation, d'assurance, RDPRM et d'enregistrement en sus. *Prix de base de la Genesis 3.8L 2011 de 40 874 \$. Prix du modèle montré: Genesis 4.6L 2011 avec ensemble Technologie, 51 874 \$. Frais de livraison et de destination de 1 760 \$, frais de 115 \$ (115 \$ - pneu/100 \$ - climatiseur), autres frais divers et taxes applicables inclus. Frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, RDPRM et toutes taxes applicables en sus. **Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. ***Classement parmi les 10 meilleurs moteurs selon Ward basé sur la Genesis 4.6L 2010 avec ensemble Technologie. *385 chevaux disponible uniquement sur le modèle Genesis 4.6L. **La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

Une mère veut vite être extradée

Arrêtée pour avoir enlevé sa fille, Helen Gavaghan est impatiente d'aller la retrouver en Angleterre

CHRISTIANE DESJARDINS

Ses cheveux teints en blond ne trompent plus personne, et les faux noms qu'elle a utilisés pendant trois ans ne lui sont plus d'aucune utilité. Démasquée et arrêtée à Montréal le 16 septembre dernier, Helen Gavaghan ne conteste pas son extradition vers la Grande-Bretagne, où elle doit être jugée pour avoir enlevé sa propre fille.

Hier, en Cour supérieure, la femme de 34 ans, qui est détenue depuis son arrestation, s'est empressée de signer les documents de son extradition tout en jetant des regards amènes à une vingtaine d'amis dans la salle d'audience. Si M^{me} Gavaghan, mince et naturellement brune, veut partir si vite, c'est que sa fille, Pearl Rose, maintenant âgée de 7 ans, est repartie lundi dernier en Angleterre. Elle a retrouvé son père, Henry de Massa, qu'elle n'avait pas vu depuis le 1^{er} décembre 2008.

Ce matin-là, M. de Massa avait conduit l'enfant à la garderie, à Withington, au Royaume-Uni. M^{me} Gavaghan est allée la chercher en après-midi. Jusque-là, tout était normal puisque le couple, qui était séparé, avait la garde partagée. Mais voilà, l'enfant n'a jamais reparu ni à la garderie ni chez son père.

Inde et Mexique

M^{me} Gavaghan a d'abord fait croire qu'elle était partie en vacances en Inde avec l'enfant et qu'elle reviendrait après Noël. En fait, le 30 décembre, elle est entrée au Mexique sous le nom de « Meta International ».

Elle est passée ensuite par les États-Unis avant de s'établir à Toronto, où elle a adopté le nom de Dana Flaherty. Elle prétendait que sa fille s'appelait Belle. De septembre 2009 à mars 2010, la femme et l'enfant ont été vues dans un organisme qui distribuait des repas gratuits. Elle a aussi vécu rue Close, où les membres d'un mouvement religieux lui sont venus en aide.

Pendant ce temps, le père cherchait désespérément sa fille et a même eu recours à un détective privé. Informé que la petite pouvait se trouver à Toronto, il s'y est rendu lui-même.

La mère et l'enfant ont fui de nouveau. Elles sont venues s'établir à Montréal, dans Parc-Extension, selon les nombreuses personnes présentes, hier, qui disaient être des voisins.

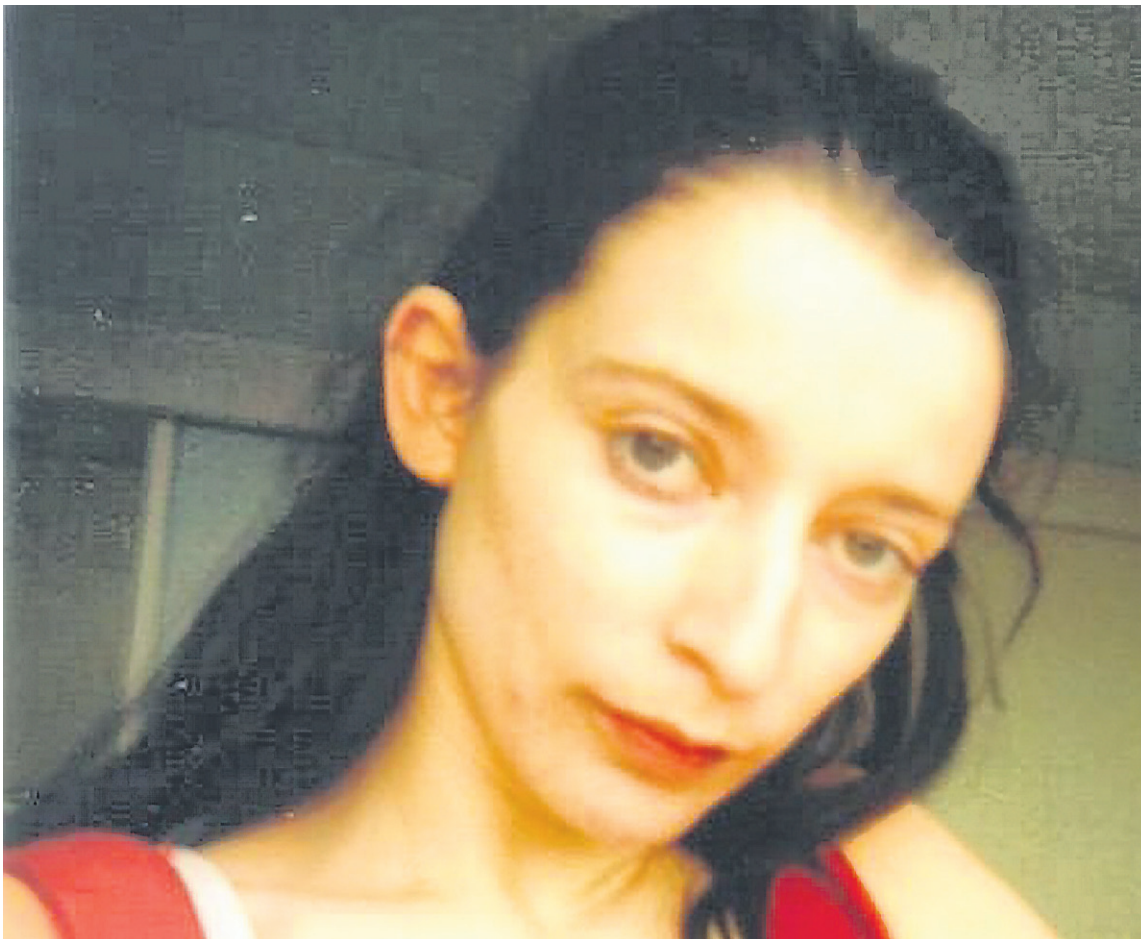
Une secte

Le père a toujours pensé que M^{me} Gavaghan avait tenté de se joindre à une secte. D'ailleurs, ils se querrelaient sur la façon d'élever l'enfant. Attirée par la marginalité, la mère refusait que la fillette reçoive des vaccins et qu'elle aille à l'école. Elle voulait l'instruire elle-même.

À Montréal, c'est d'ailleurs ce qu'a fait M^{me} Gavaghan, qui avait cette fois adopté le nom de Eve Hart. L'enfant, elle, s'appelait désormais Krista.

Pour vivre, M^{me} Gavaghan faisait des ménages. C'est ce qu'a indiqué Andrea Beverly, qui s'est rendue au palais de justice, hier, avec son bébé de deux mois et demi, pour appuyer son amie.

Le 16 septembre dernier, dans la soirée, M^{me} Gavaghan



Helen Gavaghan et sa fille ont été arrêtées le 16 septembre dernier, à deux pas de leur domicile du quartier Parc-Extension après qu'un citoyen, intrigué par l'attitude bizarre de la femme avec l'enfant, eut appelé le 911.

et sa fille ont été arrêtées à deux pas de leur domicile. Un citoyen, intrigué par l'attitude bizarre de la femme

avec l'enfant, avait appelé le 911. Incapable de prouver son identité, M^{me} Gavaghan a été arrêtée, et le pot aux

roses a été découvert. Elle a alors revendiqué le statut de réfugiée. Elle soutient qu'elle a fui parce que son

mari était autoritaire et qu'il abusait sexuellement et psychologiquement de leur fille.

Les gens venus appuyer M^{me} Gavaghan hier sont persuadés qu'elle dit vrai, même s'ils ne la connaissent que depuis un an et demi et qu'ils n'ont pas vraiment la version du père. Ils soutiennent qu'elle est extraordinaire avec sa fille.

Le père

M. de Massa, que *La Presse* a joint en Angleterre hier, est fou de joie d'avoir retrouvé sa fille après tout ce temps. Les retrouvailles se passent très bien, dit-il, mais il faut être patient pour certains aspects, car la petite est un peu désorientée, notamment au sujet de son nom.

« Il faut qu'elle s'adapte. Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai pu l'appeler Pearl », a-t-il dit. L'enfant pensait qu'elle n'avait pas de père. Les retrouvailles se sont faites graduellement.

Le processus a été solidement encadré par des experts au Canada, et cela se poursuit en Angleterre. L'enfant n'est jamais allée à l'école, et M. de Massa a commencé à en discuter avec elle. Par ailleurs, il n'est pas étonné des « mensonges » véhiculés par son ex-conjointe à son sujet. Il les a entendus auparavant.

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE



LES INVITÉS CETTE SEMAINE :

LISE WATIER
 CLAUDINE MERCIER
 NICOLAS GIRARD, SYLVIE ROY
 ET AMIR KHADIR
 SERGE SAVARD ET BERNARD DEROME
 CLAUDE RAJOTTE
 REED BRODY
 GILLES RENAUD

**TOUT LE MONDE
 EN PARLE
 DIMANCHE 20 H**

RÉALISATION : MANON BRISEBOIS

PRÉCISION

ASSOCIATION
 PÉQUISTE
 DE ROSEMONT

La Presse a attribué hier à Pierre-Yves Mailhot, président de l'association péquiste de Rosemont, des propos dans lesquels il déploierait la démission de son collègue de Saint-Henri-Sainte-Anne, François Lemay. Cette déclaration a été faite par un autre président d'association. Nos excuses.

En simultané

RADIO
 PREMIÈRE CHAÎNE

.ca



ACTUALITÉS

Une douche froide pour de jeunes Français

Le permis de travail est obligatoire pour un stage au pays, rémunéré ou non

ANABELLE NICOU

À peine débarquée à Montréal, une jeune Française a vu son voyage au Canada tourner court: faute d'un permis de travail à présenter à la douane, elle a été renvoyée par le premier vol vers la France. Son séjour à Montréal aura duré moins de deux heures.

C'est avec excitation que Marie Bouré, étudiante en mode âgée de 19 ans, est partie début septembre pour Montréal, où elle devait faire un stage non rémunéré de deux mois auprès de deux créatrices québécoises. Mais de Montréal, elle n'aura vu que les douanes de l'aéroport.

Ignorant qu'elle devait en faire la demande, elle s'est en effet présentée sans permis de travail aux douanes. Les agents d'immigration ont appliqué la procédure habituelle, ne l'ont pas laissée entrer au Canada et l'ont remise à bord du premier vol vers la France. Le tout, à ses frais.

Partie de Paris, Marie a atterri à Nice, à plus de 800 km de chez elle, où elle a été accueillie par les autorités françaises. «Je n'y croyais pas, jusqu'au bout j'ai cru qu'on allait pouvoir



PHOTO IVANOË DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE
Chaque année, l'Agence des services frontaliers remet dans l'avion une cinquantaine de Français venus faire un stage sans permis de travail.

s'arranger», dit-elle, étonnée par l'intransigeance d'un pays à propos duquel on entend habituellement «des choses très gentilles».

La mère de Marie, Sylvianne, regrette le peu d'empathie des agents canadiens, qui, selon elle, ont traité sa fille avec «cruauté». «On l'a remise dans le premier avion qui passait, on

lui a confisqué son passeport, et c'est la police qui est venue la chercher à Nice, dit-elle. On peut faire son boulot, mais sans faire d'excès de zèle!»

Mais pour l'Agence des services frontaliers (ASFC), qui, chaque année, remet dans un avion une cinquantaine de Français venus faire un stage sans permis de travail, la loi

doit être appliquée. «Nous comprenons la déception du voyageur qui est ainsi renvoyé dès son arrivée», dit toutefois Jacqueline Roby, porte-parole de l'ASFC. Refusant de commenter ce dossier précis, M^{me} Roby souligne qu'un comportement courtois est attendu des agents.

Un malentendu qui n'est pas inhabituel

Au consulat de France à Montréal, les témoignages comme celui de Marie sont fréquents, surtout autour de la rentrée universitaire. «Il ne se passe pas une semaine sans qu'on nous signale des cas», dit Bruno Clerc, consul général de France à Montréal. Pour ces jeunes, c'est souvent la douche froide. «Je ne veux pas juger ce qui se fait, mais c'est vrai que c'est difficile à vivre», dit M. Clerc.

Trop souvent, les jeunes Français ignorent qu'il leur faut un permis d'étude ou de travail avant d'arriver au Canada, même pour un stage non rémunéré.

Des efforts de communication ont été déployés par la diplomatie québécoise et canadienne, mais, constate M. Clerc, «des éléments

passent encore dans les mailles du filet».

L'expulsion est alors non seulement immédiate, mais irréversible. «Il faut rappeler notre message: on ne vient pas au Canada ou au Québec sans être en situation régulière et sans avoir tous les visas requis», dit M. Clerc. Et surtout, il ne faut pas croire que l'on peut «négocier» avec les

Marie Bouré devait faire un stage non rémunéré de deux mois auprès de deux créatrices québécoises. Mais de Montréal, elle n'aura vu que les douanes de l'aéroport.

autorités. «On est en Amérique du Nord, ici, et on ne ment pas aux autorités», dit-il.

D'abord échaudée par son aventure, Marie espère tout de même revenir un jour au Québec. «Je ne vais pas m'arrêter sur une mauvaise expérience. C'est comme quand on tombe en vélo, il faut remonter tout de suite», croit-elle.

VOUS AIMERIEZ QUE LA PRESSE EN PARLE?

Vous avez une idée de reportage en tête? Un sujet vous interpelle et vous aimeriez que *La Presse* en parle? Nous consacrons actuellement un espace spécial aux sujets suggérés par nos lecteurs. Nous sommes ouverts à toutes les idées dans les domaines politique et judiciaire, les affaires publiques, municipales, l'économie et les affaires, les sports, les arts et spectacles. L'un de nos journalistes creusera votre sujet, et en tant qu'instigateur du reportage, votre signature apparaîtra dans nos pages.



Faites parvenir vos idées à:
redaction@lapresse.ca

NOUVEAU DÉFI DE PIERRE LAVOIE

Des «cubes de matière grise» pour la persévérance scolaire

ANABELLE NICOU

Après le corps, l'esprit. L'instigateur des cubes d'énergie, Pierre Lavoie, espère maintenant lutter contre le décrochage scolaire avec les cubes de matière grise. «Aiguise ta matière grise» est un programme ludique destiné aux écoliers et à leurs parents, lancé hier avec le soutien du ministère de l'Éducation.

«Non seulement on apprend, mais, en plus, on s'amuse», dit Line Beauchamp, ministre de l'Éducation. Le principe des «cubes de matière grise» est simple: un enfant qui se consacre à une activité telle que les devoirs, la lecture, la cuisine, en compagnie d'un des membres de sa famille accumule des cubes.

Le but, pour chaque école qui participe à ce défi, est d'accumuler le plus de cubes possible. Parmi les jeux

suggérés, le guide préparé pour ce défi propose des activités toutes simples comme apprendre une même phrase en plusieurs langues, jouer aux cartes ou réaliser une expérience scientifique.

«La force, c'est l'implication de la famille», croit Pierre

les professeurs doivent être encouragés, et pas évalués. Avec les cubes, on a voulu les encourager.»

Pierre Lavoie, l'homme derrière le Grand Défi qui porte son nom, croit que ce nouveau programme aidera aussi les enfants, leurs familles et les communa-

«Aujourd'hui, on entend beaucoup de choses sur les professeurs, avec les cubes, on veut les encourager.»

– Pierre Lavoie

Lavoie. Le triathlonien sague-néen espère ainsi mobiliser les parents, les enfants, les professeurs, mais aussi l'ensemble de la communauté autour du problème de décrochage scolaire.

«On réalise aujourd'hui que la famille doit s'engager. On doit donner des leviers, dit-il. Aujourd'hui, on entend beaucoup de choses sur les professeurs, et je pense que

tés à être en meilleure santé. Plusieurs grandes entreprises d'ici ont déjà donné leur soutien à cette initiative de «remise en forme» des neurones. Pas moins de 220 écoles se sont déjà inscrites au défi, mais la période d'inscription se prolonge encore jusqu'à la fin du mois. «On espère qu'on aura autant de succès qu'avec les cubes d'énergie», dit Pierre Lavoie.

Comment créer une expérience qui fidélisera vos clients?



Jean-Pierre Ranger, propriétaire du Parc Safari

GÉNÉRATION INC.

DÉCOUVREZ LA RÉPONSE EN REGARDANT GÉNÉRATION INC. LE SAMEDI À 17 H 30 À En rediffusion le dimanche à 22 h.



Cette semaine, nos experts conseillent Jean-Pierre Ranger, le propriétaire du parc Safari, sur la manière d'en faire un pôle d'attraction touristique de premier plan.



Passer au niveau supérieur sur generationinc.com

Avec la collaboration de :



RSM. Richter Chamberland



Propulsé par





PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a inauguré un nouveau groupe de médecine familiale (GMF), hier, à Montréal. Le GMF Forcemédic prend de nouveaux patients.

GROUPE DE MÉDECINE DE FAMILLE

Plusieurs nouvelles ouvertures d'ici un an

ARIANE LACOURSIÈRE

Le groupe de médecine de famille (GMF) Forcemédic, situé à l'angle des rues Jean-Talon et Christophe-Colomb à Montréal, a été accrédité, hier, par le ministère de la Santé du Québec.

Alors que 2 millions de Québécois n'ont pas de médecin de famille, les 23 omnipraticiens du groupe Forcemédic pourront prendre en charge de nouveaux patients. Selon le ministre de la Santé, Yves Bolduc, plusieurs autres GMF ouvriront leurs portes dans la métropole au cours des prochains mois.

«Le visage de Montréal d'ici un an sera complètement différent, assure le ministre, qui a promis le mois dernier de faire de Montréal «sa priorité» pour l'année à venir. Et d'ici cinq ans, les cliniques qui ne comptent que quatre ou cinq médecins à Montréal vont se regrouper et former des GMF. On se dirige vers ce modèle.»

Heures d'ouverture plus étendues

Les médecins qui se regroupent dans un GMF mettent en commun leur pratique et peuvent offrir des heures d'ouverture plus étendues. Le groupe Forcemédic sera entre autres ouvert le soir, et offrira des services de consultations sans rendez-vous. «Ils vont offrir plus de services aux patients, résume M. Bolduc. On espère que le GMF Forcemédic va servir d'exemple.»

Autre avantage de devenir un GMF:

la clinique Forcemédic sera entièrement informatisée, aux frais du ministère de la Santé. Le coût de cette informatisation variera en fonction de la taille du GMF. La grosseur de ces cliniques varie grandement au Québec, les clientèles allant de 9000 à 30 000 patients.

Il est encore trop tôt pour savoir combien de patients seront pris en charge par le GMF Forcemédic. En tout, 23 médecins de famille, sept spécialistes, trois physiothérapeutes, cinq ergothérapeutes et trois psychologues travailleront dans la clinique.

Un guichet d'accès unique

«Les patients qui n'ont pas de médecin de famille et qui veulent s'inscrire peuvent appeler le guichet d'accès unique du Centre de santé et de services sociaux Cœur-de-l'Île», affirme la coordonnatrice médicale de la clinique Forcemédic, la Dre Sara Parniani.

Au cours des prochains mois, le GMF augmentera progressivement son nombre de patients. «Après un an de fonctionnement, une GMF peut généralement suivre de 10% à 15% plus de patients qu'avant. C'est énorme», note le ministre Bolduc.

La métropole compte environ 235 GMF actuellement. M. Bolduc compte bien faire augmenter ce nombre très rapidement. «Il y aura six ou sept nouveaux GMF qui ouvriront dans les prochains mois juste dans l'est de Montréal. Et on va continuer dans cette voie», affirme-t-il.

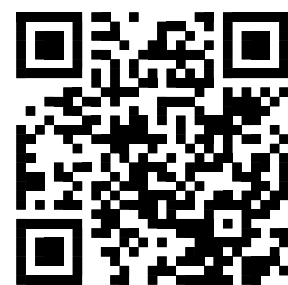
Protégez votre animal. Protégez votre maison.



Se pourrait-il que Fido ait des puces? C'est possible si vous n'avez pas adopté un programme de prévention contre les parasites pour votre chien ou votre chat. Selon une récente étude, près de la moitié des personnes qui possédaient un animal de compagnie ignoraient que celui-ci avait des puces.

Votre médecin vétérinaire vous donnera de précieux conseils. Il peut vous offrir un médicament d'ordonnance, qui n'est pas un pesticide, pour éliminer les puces et d'autres parasites chez votre animal et dans votre maison.

Pour visiter traitementdepuces.ca, lisez ce code à barres au moyen de votre téléphone intelligent.



Cette présentation vous a été offerte par :

Pfizer Santé animale
pah.pfizer.ca



UN PRÉSENT POUR LE FUTUR

EXAMEN D'ADMISSION

pour la 1^{re} secondaire :
3 séances

- le samedi 15 octobre : 9 h et 14 h
- le dimanche 16 octobre : 9 h

Inscription obligatoire

- en ligne : www.brebeuf.qc.ca/examens
- par téléphone : 514 342-9342, poste 5231

PROGRAMME CERTIC

Formation en TIC (technologies de l'information et des communications) commune à tous les profils et menant à une certification



ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1^{re} à 4^e secondaire

(pour garçons seulement)

5^e secondaire

(pour filles et garçons)

Programme d'études enrichi à tous les niveaux dans toutes les matières, avec trois choix de profils :

- Langue et civilisation latines
- Concentration-sports
- International

ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL

Portes ouvertes : le mercredi 2 novembre 2011, de 16 h à 20 h

Téléphone : 514 342-9342, poste 5355

Courriel : admissions.collegial@brebeuf.qc.ca



Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1
www.brebeuf.qc.ca

ACTUALITÉS

Référendum sur deux règlements municipaux à Carignan

Une campagne du « oui » financée par l'industrie de la construction

CHARLES CÔTÉ

En toute légalité, entrepreneurs et promoteurs dépensent sans compter en faveur du « oui » dans le cadre du référendum sur deux règlements municipaux organisés demain, à Carignan, en Montérégie. En face, des citoyens, partisans du « non » s'opposent au lotissement de plusieurs milieux naturels appartenant à des promoteurs immobiliers.

Le camp du « oui » n'a pas ménagé ses efforts. Un site web a été mis en ligne, des conférences de presse ont eu lieu, des pancartes ont été érigées aux quatre coins de la ville de 8000 habitants. Des pages de publicité ont été achetées dans les journaux locaux.

Dans le cas d'une élection, le financement et les dépenses sont soumis à des limites et sont sujets à l'examen du Directeur général des élections du Québec (DGEQ). Mais pas dans le cas d'un référendum.

La mairesse de Carignan, Louise Lavigne, préside le comité du Oui, mais elle dit ne pas savoir exactement d'où vient l'argent qui sert à couvrir les dépenses de son camp. « Je ne sais pas qui paye tout ça », a-t-elle d'abord dit, renvoyant La

Presse à son organisatrice, Gisèle Décarie.

« Ce ne sont pas les citoyens qui payent cette campagne, a-t-elle ajouté. Il y a des commerçants de Chambly [la ville voisine], qui nous appuient là-dedans. Mais je ne connais pas les coûts. La Ville n'est pas impliquée là-dedans. »

La Presse a interviewé M^{me} Décarie, l'organisatrice, à ce sujet. « Il y a des plombiers, des électriciens de Chambly, a-t-elle répondu. Des gens de la construction qui veulent qu'il y ait de la construction à Carignan. »

« Ce ne sont pas les citoyens qui payent cette campagne. Il y a des commerçants de Chambly [la ville voisine], qui nous appuient là-dedans. Mais je ne connais pas les coûts. » — Louise Lavigne, mairesse de Carignan et présidente du camp du Oui

« On a eu des activités de promotion, c'est comme si on était en élection, a précisé M^{me} Décarie. On parle de l'avenir de notre municipalité. »

Et quand saura-t-on qui a payé quoi? « Je ne suis pas la trésorière, dit M^{me} Décarie. Quand on arrivera à la fin de la campagne, on verra qui payera quoi. »

Le camp du Oui a deux agents de communication à sa disposition, dont Odette Côté, qui compte le promoteur

immobilier Mario Venafro parmi ses clients.

« J'ai été mandatée par M. Venafro pour une conférence de presse et j'ai eu un mandat également de la part d'un groupe de partisans du « oui » dans la campagne », a dit M^{me} Côté.

Elle ne plus ne sait pas combien coûte la campagne, mais précise que les achats de publicité ont coûté 1000\$ ou 1200\$ chacun. Elle reçoit aussi des honoraires. « On fait du bénévolat et aussi du travail rémunéré », dit-elle.

Quant à M. Venafro, son

environnementales qu'il avait fait réaliser au sujet de son terrain. Cette conférence de presse était une activité du camp du « oui ».

Les conclusions des études du promoteur sont contredites par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, qui affirme que la forêt qui pousse sur le terrain de M. Venafro a une haute valeur écologique.

Il y a des règles strictes sur les dépenses et le financement d'une élection municipale, mais pas dans le cas d'un référendum.

projet immobilier dans l'île au Foin, connu aussi comme la pointe nord de l'île aux Lièvres, est au cœur du débat référendaire. Il « est l'un de mes clients depuis 2005 environ », dit M^{me} Côté. « M. Venafro est partisan du « oui ». Il a des terrains à Carignan », dit-elle.

Il y a deux semaines, M^{me} Côté a organisé une conférence de presse au cours de laquelle l'entreprise de M. Venafro a dévoilé des études

Par exemple, pour l'élection au poste de maire, on ne peut dépenser plus de 5400\$, en plus d'une certaine somme n'excédant pas 72 cents par électeur.

Dans le cadre d'une élection, il est strictement interdit aux personnes morales (entreprises, syndicats, etc.) de faire une contribution. Seules des personnes physiques peuvent le faire, jusqu'à un maximum de 1000\$.

Contrevenir à ces règles est

passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 20 000\$.

À la fin d'une campagne, les candidats doivent produire un rapport de leurs dépenses. Les partis politiques doivent dresser un rapport financier annuel, et celui-ci doit être vérifié de façon indépendante lorsque ce parti a reçu plus de 5000\$.

Aucune de ces règles ne s'applique dans le cas d'un référendum municipal. « Il n'y a pas de règles sur le financement dans les référendums municipaux », dit Denis Dion, porte-parole du DGEQ.

Du côté du camp du « non », on affirme avoir dépensé au maximum 2000\$. Patrick Paré est l'un des organisateurs.

« Je pense que le gouvernement devrait uniformiser les choses, dit-il. Dans ce cas-ci, d'un côté, il y a des citoyens qui sont directement visés, de l'autre, il y a les promoteurs. S'ils dépensent autant dans la campagne à Carignan, c'est qu'ils y ont énormément d'intérêts. »

M^{me} Côté concède que des entreprises de la construction ont intérêt à ce que les projets résidentiels aillent de l'avant à Carignan.

« Il y a 500 millions \$ d'investissements potentiels dans la Ville au cours des prochaines années, dit-elle. Ça implique plusieurs entrepreneurs comme des plombiers, des électriciens, etc. Mais en même temps, les règlements proposés sont plus exigeants envers plusieurs promoteurs, qui auraient intérêt à ce que le projet ne passe pas. »

« Si les règlements ne sont pas adoptés, il faudra tout reprendre, dit-elle, même si les projets sont déjà approuvés par la MRC et le ministère des Affaires municipales. »

Triple noyade au Saguenay

Des funérailles à fendre le cœur

LE QUOTIDIEN

Des funérailles à fendre le cœur ont été célébrées hier après-midi à la cathédrale de Chicoutimi en l'honneur de Dominic et Benoît Dassylva, ainsi que la femme de ce dernier, Nathalie Chouinard.

Il y a six jours, ces trois vies ont été emportées dans le sillage d'un petit canard de plastique échappé dans la rivière Wapishish, aux monts Valin. Les frères Benoît et Dominic Dassylva, âgés respectivement de 33 et 36 ans, et M^{me} Chouinard, 32 ans, se sont noyés en portant secours à leurs enfants.


Dans son homélie, le prêtre Gaston Thibeault a parlé du

terrible accident: « Il n'y a pas de plus grand amour que de donner sa vie pour ceux qu'on aime. Benoît et Dominic ne se sont pas posé de question lorsqu'ils ont vu leurs enfants mal pris dans la rivière. Ils sont partis à leur secours. Si les enfants ont été sauvés, c'est parce qu'ils ont donné leur vie et sont allés au bout de l'amour humain. »

La sœur de Nathalie Chouinard, Véronique, a accepté d'adopter les deux jeunes enfants devenus orphelins. L'homme d'affaires Claude Pedneault, pour qui travaillait Benoît, a quant à lui offert de rénover gracieusement le sous-sol de M^{me} Chouinard pour accueillir les deux enfants.



Les obsèques de Nathalie Chouinard et de Benoît et Dominic Dassylva ont eu lieu à la cathédrale de Chicoutimi. PHOTO ROCKET LAVOIE, LE QUOTIDIEN





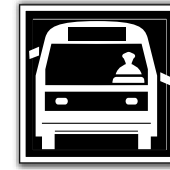

Échangeur Turcot

RAPPEL : ENTRAVE MAJEURE

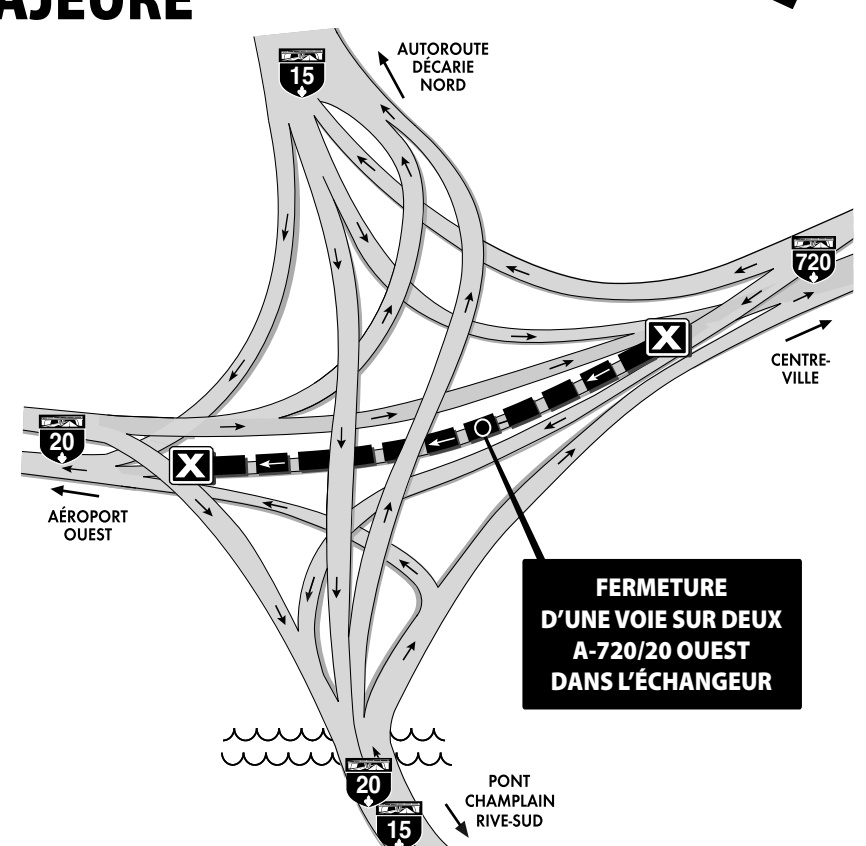
RISQUE DE CONGESTION

À COMPTER DU 5 OCTOBRE 2011
Fermeture d'une voie de circulation sur deux de l'autoroute 720/20 en direction ouest dans l'échangeur Turcot pour une période d'environ trois semaines.

FACILITEZ VOS DÉPLACEMENTS

Pour éviter la congestion, le ministère des Transports invite les usagers de la route qui le peuvent à modifier leurs habitudes de déplacement, soit en utilisant le transport collectif, en faisant du covoiturage ou en ajustant leurs horaires et itinéraires.



En cas de conditions météorologiques défavorables, la mise en place de cette entrave pourra être reportée de quelques jours.

QUÉBEC 511 Composez le 511 ou consultez le www.quebec511.info
 Pour commentaires : dtim.commentaires@mtq.gouv.qc.ca

Transports Québec

ALLER LOIN

Bienvenue dans notre cercle professionnel.

Plus de 175 destinations
à travers le monde.



MEILLEUR TRANSPORTEUR AÉRIEN
INTERNATIONAL EN AMÉRIQUE DU NORD

AIR CANADA 

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



ACTUALITÉS

Sur la 20, avec le député Drainville



PATRICK
LAGACÉ
CHRONIQUE

« Au-delà de l'avenir du Parti québécois et du mouvement souverainiste, ce qui m'inquiète, c'est que je crois que le nationalisme québécois joue actuellement son avenir. »

C'était lundi soir dernier. La nuit était douce, et le député Bernard Drainville roulait en direction de Québec pour la rentrée parlementaire du lendemain.

Interviewer le député de Marie-Victorin sur la 20, après cet été terrible pour le PQ, c'était mon idée. Après m'avoir dit sa déception de voir son caucus accueillir avec « tiédeur » ses propositions de réformes démocratiques, Drainville a dévié sur la question, plus large, du sentiment nationaliste des Québécois.

« L'esprit nationaliste, cette énergie particulière, c'est quoi? C'est ce qui fait qu'on se comprend, qu'on rit des mêmes blagues, qu'on comprend *La petite vie*, c'est notre fierté dans un destin commun, c'est notre rage de vivre, différemment, en Amérique. »

Pour Drainville, le nationalisme est le « tronc commun » qui anime la vie politique du

Québec depuis des siècles, un trait qui transcende les allégeances fédéraliste et souverainiste.

« La souveraineté de Lévesque et le fédéralisme réformateur de Bourassa sont issus de ce tronc commun. C'est l'idée qu'on n'accepte pas le statu quo, qu'on réclame au fédéral plus d'argent, plus de moyens, plus de pouvoirs. C'est l'idée qu'on

québécois a été écarté, la perte d'intérêt pour l'option souverainiste, les déchirements au PQ... »

Il voit tout ça et constate: « Ça pose la question de notre avenir national. A-t-on encore le goût de se battre en *gang*? De mener des batailles pour assurer notre destinée? »

Les lumières de la Rive-Sud étaient loin derrière nous, l'odeur du fumier des régions agricoles a envahi l'habitacle de la Nissan du député. J'avais la curieuse impression non pas d'interviewer le député, mais de l'écouter réfléchir à voix haute.

Pour comprendre la brochure de réformes démocratiques proposées par Drainville – en marge et je dirais à l'en-

pour quelqu'un qui a toujours cru que la politique, c'est beau, eh bien, c'est... bouleversant. »

Dans les discussions qu'il a eues avec les Québécois pendant l'été, il s'est fait dire: « Le PQ est devenu un vieux parti. Lui ne le croit pas. L'esprit réformateur du PQ est « toujours là ». Ça se voit, dit-il, dans les positions du parti sur la gestion des ressources naturelles et le financement public des partis politiques, par exemple.

« Mais les gens disent: "Vous vous êtes coupés de nous, vous n'avez plus cet esprit réformateur, vous n'êtes plus l'incarnation d'un sentiment populaire." C'est dur d'entendre ça. »

on va avoir de la difficulté à convaincre les gens que nous sommes le parti du monde ordinaire. »

Et la souveraineté?

« Même Robert Bourassa reconnaissait que le mouvement souverainiste était une police d'assurance, donnait un rapport de force avec le Canada anglais. Si les Québécois répètent au Québec ce qu'ils ont fait au fédéral avec le Bloc, nous allons nous retrouver affaiblis. »

Mais les Québécois, Drainville le voit bien, ne se passionnent pas pour l'indépendance. « Ils veulent, dit-il, qu'on s'attaque à autre chose. » À ce moment-là, la Nissan est passée à côté d'une station Shell où le prix du litre d'essence était affiché à 1,27\$.

« Je pense quand même qu'on peut faire un contrat avec les Québécois. On va s'attaquer à la dette. On va s'attaquer à la santé, à l'éducation. On va remettre de l'honnêteté dans le système. Le pari, c'est que, si on fait le ménage, vous allez avoir le goût de refaire ces débats sur la souveraineté. »

Il faudra, bien sûr, pour que le contrat de Bernard Drainville ait une chance de voir le jour, que le PQ forme le prochain gouvernement.

Le défi, disons, est gros. Gros comme la lune qui nous a accueillis, au-dessus des derniers champs, avant qu'on ne voie les lumières de Québec au loin.

« Les gens sont fâchés contre toute la classe politique. Les partis, les apparatchiks, les élus. Y a pas grand-chose de beau qui nous est accolé. Et pour quelqu'un qui a toujours cru que la politique, c'est beau, eh bien, c'est... bouleversant. » – Bernard Drainville, député péquiste

est une nation et qu'il faut la rendre toujours plus forte... »

Or, dit-il, « le fédéralisme à la Charest » ne réclame rien à Ottawa depuis 2003, « se contente du statu quo », à une époque où, lui, perçoit des signes « inquiétants » chez les Québécois quant au sentiment nationaliste.

« Je note la relative indifférence avec laquelle les statistiques sur la langue française sont accueillies. Je vois la nonchalance avec laquelle le Bloc

contre de son parti –, il faut comprendre que le bouillant député de Marie-Victorin est atterré par l'ampleur de la colère des Québécois vis-à-vis de la classe politique: »

« Le monde est tellement en crise contre nous autres... »

– Nous autres... même contre le PQ? »

– Les gens sont fâchés contre toute la classe politique. Les partis, les apparatchiks, les élus. Y a pas grand-chose de beau qui nous est accolé. Et

D'où les propositions radicales de Drainville. Pour lui, c'est clair: si le PQ veut échapper à la désaffection populaire, il doit faire des gestes qui « bousculent le statu quo, qui envoient un message anti-establishment » sur la ligne de parti, sur les référendums d'initiative populaire, sur le pouvoir qu'a le peuple sur les élus entre les élections, par exemple.

« Il faut remettre en question le système actuel. Sinon,

SAMEDI ET DIMANCHE
1^{er} ET 2 OCTOBRE

10%
DE RABAIS SUR LES
VINS DE 18\$
ET PLUS

La modération
a bien meilleur goût.

Educ Valcoo

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS



SAQ

18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Obtenez 10% de rabais sur les vins de 18\$ et plus (après toute autre réduction) est en vigueur les samedi 1^{er} et dimanche 2 octobre 2011 seulement et s'applique uniquement aux bouteilles de vin de 18\$ et plus. Promotion également offerte dans SAQ.COM. Les formats de 3 litres et plus, les prêts-à-boire, les bières, les cidres, les colis-cadeaux, les cartes-cadeaux SAQ, les cartes de dégustation et les bons-cadeaux « Les Connaisseurs » sont exclus de cette promotion, ainsi que les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées et ceux en vente dans le catalogue *Le Courrier vinicole*. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

Propos sur des journalistes

Duchesneau mis en demeure

LA PRESSE CANADIENNE

Jacques Duchesneau a reçu des mises en demeure du Groupe TVA et du *Journal de Montréal*, qui enjoignent le patron de l'Unité anticollusion (UAC) de « cesser de tenir des propos diffamatoires à leur égard ». Les groupes de Quebecor Media affirment qu'ils ont consulté leurs procureurs dans cette affaire afin d'examiner quels recours s'offrent à eux. On ignore si une poursuite est envisagée.

À l'émission *Tout le monde en parle*, dimanche dernier, M. Duchesneau avait associé à de l'« intimidation » l'attitude de journalistes qui ciblent « toujours l'Unité anticollusion ».

Il avait alors fait de graves accusations, mais sans nommer de journalistes ou de médias.

Cependant, dans une entrevue publiée hier dans *La Presse*, M. Duchesneau a nommé TVA, *Le Journal de Montréal* et des journalistes ou chroniqueurs employés par ces médias.

M. Duchesneau soutient que certains reportages visaient à le discréditer et à l'intimider.

Dans un communiqué, Groupe TVA déplore « le procès d'intention que fait aujourd'hui Jacques Duchesneau à ses professionnels de l'information ».

TVA trouve « injustifiable et inacceptable » que M. Duchesneau assimile leur travail à de l'« intimidation [...] et à une volonté de faire dérailler les travaux de l'Unité anticollusion ».

EN BREF

John Baird: des cartes unilingues

Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, ne veut pas avoir le mot Canada sur ses cartes professionnelles. Et ces cartes, il ne les veut qu'en anglais. C'est ce qu'a découvert *La Presse Canadienne* grâce à une demande d'accès à l'information. Normalement, les cartes professionnelles du gouvernement fédéral sont toutes du même modèle. Mais quand il est entré aux Affaires étrangères, en mai, John Baird a réclamé (et obtenu) une exception: une carte essentiellement rédigée en anglais sur laquelle les armoiries du Canada sont imprimées à l'encre dorée, sans l'habituel mot « Canada » orné d'une feuille d'érable. – *La Presse Canadienne*

CANADIAN ONLINE PUBLISHING AWARDS

Cyberpresse parmi les meilleurs

ÉMILIE BILODEAU

Cyberpresse se classe parmi les meilleurs sites d'information au Canada. Dans le prestigieux concours Canadian Online Publishing Awards, le site internet de *La Presse* se retrouve en tête des nominations, en lice dans sept catégories.

« C'est fantastique! Nous avons entamé un virage numérique il y a entre trois et quatre ans et nous avons été une des premières salles de rédaction du monde à impliquer tous nos journalistes dans ce virage », a déclaré Éric Trottier, vice-président à l'information et éditeur adjoint de *La Presse*.

« On ne fait pas que publier en ligne des textes accompagnés d'une photo. Nous avons une équipe vidéo de plus en plus grande, nous développons des cartes interactives et maintenant, avec tout grand reportage, nous invitons les internautes à des clavardages », a-t-il expliqué.

Cyberpresse se retrouve donc en nomination dans la plus prestigieuse catégorie, soit celle du « meilleur site web d'un journal ». Les sites du *Globe and Mail*, du *National Post*, du *Star* et le Northern News ServicesOnline tenteront également d'obtenir ce grand prix.

Cyberpresse décroche également deux nominations dans la catégorie « meilleure initiative multiplateforme » pour ses dossiers sur les dernières élections fédérales et sur les inondations au Québec au printemps.

Le site d'information de *La Presse* est nommé

l'industrie canadienne du magazine. Ce concours vise à récompenser les meilleurs sites d'information du pays et est l'équivalent du Concours canadien de journalisme pour la presse écrite. L'an dernier, Cyberpresse avait récolté les honneurs dans deux catégo-

« Nous avons entamé un virage numérique il y a entre trois et quatre ans et nous avons été une des premières salles de rédaction du monde à impliquer tous nos journalistes dans ce virage. » — Éric Trottier, vice-président à l'information et éditeur adjoint de *La Presse*

Pour une première fois, deux blogues de Cyberpresse décrochent une nomination dans la catégorie « meilleur blogue ». Rondelle libre, écrit par le journaliste Mathias Brunet, qui porte sur l'actualité du monde du hockey et La mère blogue, animé par Silvia Galipeau, qui traite des sujets d'actualité qui touchent la famille.

deux fois dans la catégorie « meilleure couverture » pour ses reportages sur le vérificateur général de la Ville de Montréal et pour ses articles sur le Printemps arabe.

Les Canadian Online Publishing Awards sont organisés par Masthead, un site internet qui couvre

meilleur design graphique et meilleure application mobile

Cette année, les sites internet de *l'Edmonton Journal* et du *Toronto Star* se classent juste derrière Cyberpresse avec leurs six nominations chacun.

Les prix seront remis le 24 octobre, à Toronto.

EN BREF

La demande d'appel du clan Gatti rejetée

La demande de la famille Gatti, pour entendre l'intégralité des témoignages d'une avocate spécialisée en divorce et de celui d'un ami d'Arturo, ne sera pas entendue. La Cour d'appel a rejeté hier la requête pour permission d'appeler d'un jugement interlocutoire. Le procès sur la succession de Gatti se poursuivra donc comme prévu. La famille Gatti espérait entendre le témoignage de Sylvie Schirm, une avocate spécialisée en divorce qu'Arturo Gatti avait consultée en mai 2009. Elle voulait aussi entendre Antonio Rizzo, un ami d'enfance de l'ex-boxeur avec qui il s'était lancé en affaires en 2007. La juge Claudine Roy avait statué, le 12 septembre dernier, que M. Rizzo ne pourrait pas être interrogé sur le contenu d'une rencontre avec l'avocate spécialisée en divorce en raison du secret professionnel. La famille Gatti devra se contenter d'une conversation téléphonique entre M^{re} Schirm et Amanda Rodriguez.

— Émilie Bilodeau

CBC  Radio-Canada

PORTES OUVERTES

DANS LE CADRE DES JOURNÉES DE LA CULTURE

BIENVENUE CHEZ VOUS

AUJOURD'HUI ET DEMAIN DE 10H À 16H

1400, boulevard René-Lévesque Est

À vous les plateaux, les studios, les coulisses! De la télé à la radio au web, près de 160 vedettes et personnalités que vous aimez ainsi que les artisans de la maison vous attendent.



UN MONDE À CÉLÉBRER
YOURS TO CELEBRATE

CAV

Oady



LAVAL • 1.866.999

LAPR
cyberpr

alvia

MISSÉO

LA NOUVELLE AVENTURE



.8111 • cavalialia.net

ESSE
esse.ca

TECHNAUTE

Qui êtes-vous vraiment sur internet? Big Brother veut savoir...



ALAIN MCKENNA
COLLABORATION SPÉCIALE

Qui êtes-vous, vraiment, sur internet? Avez-vous le même nom? Regardez-vous les mêmes émissions de télé? Parlez-vous aux mêmes personnes? Non? Alors, vous êtes peut-être un criminel. Aussi absurde que ça puisse paraître, les gouvernements nord-américains auront bientôt les moyens de le prouver.

Au Canada, le projet de loi omnibus visant à redéfinir la criminalité inclut quelques mesures qui faciliteront l'interception des communications internet que font les citoyens ordinaires. Éplucher courriels, textos et autres conversations sur les réseaux sociaux ne demandera plus de mandat de la cour.

En même temps, des pressions faites sur le Canada par les studios cinématographiques portent leurs fruits: les fournisseurs de services internet devront leur fournir le nom de clients utilisant certaines adresses internet précises. Les studios soupçonnent ces adresses d'avoir servi à télécharger un de leurs produits, à partir de protocoles internet comme BitTorrent, et comptent bien poursuivre leurs propriétaires.

Pourtant, les experts en informatique vous le diront: rien ne garantit que c'est ce client qui a réellement téléchargé le fichier en cause. Ça peut être un autre membre de la famille, voire un voisin ou un bidouilleur capable d'intercepter les ondes Wi-Fi (ce qui n'est pas toujours très difficile).

Aux États-Unis, ça a failli aller beaucoup plus loin: une loi portant sur l'utilisation abusive des ordinateurs actuellement étudiée par le Sénat proposait de rendre illégale l'utilisation d'un prête-nom sur des sites comme Facebook, MySpace et ainsi de suite. Il aura fallu l'intervention hautement

médiatisée d'un professeur en droit pour qu'un amendement soit apporté, à la fin de la semaine dernière, afin de corriger le tir.

Sans cet amendement, un parent surveillant la communication de son ado de fils sur Twitter aurait pu être considéré comme un criminel; ce même ado, en prétendant avoir 18 ans pour télécharger une application quelconque sur son iPod, l'aurait été tout autant.

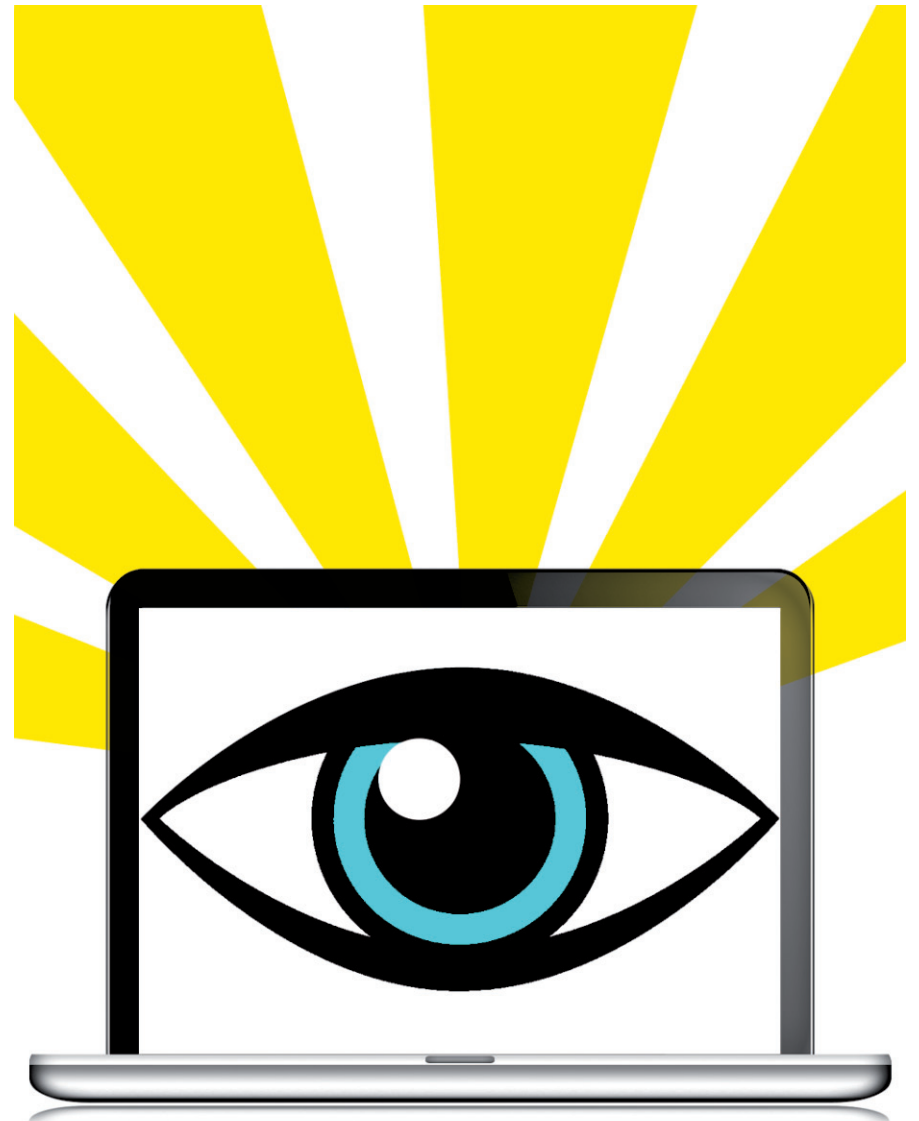
Visa le noir, tua le blanc

À la base, ces mesures sont louables. Elles visent à éradiquer des phénomènes graves: pédophilie, intimidation, fraude. Sauf qu'en étant trop générales, elles manquent la cible, constate Vincent Gautrais, de la chaire en droit de la sécurité et des affaires électroniques, à l'Université de Montréal. «Il y a un délire autour de l'internet ces jours-ci: on voit un ordinateur et on pense immédiatement risque et danger. Ce que ça risque de faire, c'est de criminaliser certains comportements qui sont complètement anodins.»

Avec un collègue criminaliste, M. Gautrais étudie présentement le lien entre internet et criminalité. Le constat: il est souvent impossible de prouver que le premier cause le second. En insistant là-dessus à travers des projets de loi, le gouvernement met donc trop d'insistance sur un problème qui, en fin de compte, n'en est pas un, résume le professeur universitaire.

Autrement dit, on criminalise tout l'internet, oubliant que les actes criminels visés, eux, ont également lieu sur la rue, dans la cour d'école, etc. Et qu'arrive-t-il quand une technologie est ciblée de la sorte? Il en naît une autre: Napster, BitTorrent, Usenet. «C'est un vœu pieux de croire que le droit peut contrôler la technologie», conclut M. Gautrais.

Ça n'empêchera pas Big Brother d'essayer...



Pour joindre notre journaliste:
alain.mckenna@lapresse.ca



L'APPLICATION DE LA SEMAINE

Postagram

Les cartes postales sont de plus en plus remplacées par les courriels envoyés à la hâte, mais l'application Postagram veut faire revivre le plaisir d'en recevoir. Il suffit d'installer l'application sur un appareil Android ou iOS, de choisir une photo de sa bibliothèque, puis d'y accoler un court message. Postagram transformera tous ces pixels en «vraie» carte postale qui sera livrée à l'adresse de votre choix. Il en coûte 99 cents pour envoyer une carte. L'application est disponible sur les versions américaines des magasins d'applications.



LE JEU DE LA SEMAINE

Dirty Gary pour iPhone: un ado malpropre avide de retrogaming

Le retrogaming est dans l'air du temps: on ressort les vieux jeux d'Atari, de Capcom et d'autres, mais nul ne le fait de façon aussi originale que *Dirty Gary*, cinq jeux en un pour iPhone. On coupe les ongles, on fait éclater les boutons et on nettoie les oreilles d'un ado qui a de sérieux problèmes d'hygiène, mais une connaissance approfondie de ses classiques, d'Arkanoid à Simon, en passant par Missile Command. Un dollar bien investi.

- Alain McKenna, collaboration spéciale

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

199 \$



Prix auquel sera vendue la tablette Kindle Fire, lancée mercredi par le géant du commerce en ligne Amazon.

Sur les rives du **canal de Lachine**, dans un cadre **naturel** au cœur du **centre-ville** un projet **inédit!**

Le centre-ville naturellement

1400 pi² sur l'eau.

LESBASSINS.CA 514_989_8889 180 RUE DU SÉMINAIRE [CANAL DE LACHINE / RUE GUY]

Rachel Julien Prével urbain

PLAN D'AMÉNAGEMENT

Mirabel, meneur de la grogne de la couronne nord

KARIM BENESEAIEH
ET CHARLES CÔTÉ

La vision d'un Grand Montréal qui ne grugerait plus les terres agricoles, qui protégerait ses aires vertes, s'est heurtée à une grogne bien réelle, celle de la couronne nord, menée par Mirabel. Son maire, Hubert Meilleur, a littéralement déchiqueté hier le plan d'aménagement qui fait l'objet de larges consultations.

D'entrée de jeu, le maire Meilleur a dénoncé ce projet qui « transpire le défaitisme et se veut sans ambition pour les générations à venir ». La Communauté urbaine de Montréal, qu'il estime sous la coupe de la métropole, « vit au jour le jour, sans se soucier de l'avenir et encore moins des générations futures ». Enfin, Montréal, dans ce débat, « se pose en victime et tente de nous faire croire que son malheur provient des autres couronnes ».

La sortie du bouillant maire a suscité des murmures dans la salle. Ceux-ci se sont transformés en rires quand il a déclaré que « faire un enfant, ce n'est pas seulement avoir un orgasme – c'est facile, on peut avoir un orgasme tous les jours –, c'est aussi veiller à son avenir. »

Comme bien des municipalités de la couronne nord, Mirabel a connu un boom impressionnant depuis trois décennies, passant de 15 000 à 43 000 habitants, et voyant sa richesse foncière de quelque 650 millions bondir à 4 milliards de dollars. Le gel du dézonage du territoire agricole lui semble injuste, la CMM étant un des territoires québécois qui a le moins grugé ses terres dans les dernières années, a-t-il soutenu.

Cette sortie du maire de Mirabel contraste par ailleurs avec la plupart des mémoires plutôt positifs présentés hier, à l'occasion de la troisième journée d'audiences entourant l'adoption du Plan métropolitain d'aménagement et de développement. La commission, présidée par la conseillère montréalaise Helen Fotopulos, a par ailleurs accueilli avec un plaisir manifeste l'avis gouvernemental déposé hier par le ministre Laurent Lessard. Celui-ci



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le gel du dézonage du territoire agricole semble injuste au maire de Mirabel, Hubert Meilleur, dont la municipalité a connu un boom impressionnant depuis trois décennies. Ci-dessus, un vignoble de Saint-Benoît-de-Mirabel.

estime que le projet présentement à l'étude « répond pour l'essentiel aux orientations et

aux attentes gouvernementales ». Il suggère certains ajustements, notamment en

matière de protection des terrains boisés et de limites du périmètre métropolitain.

Appuis à la ceinture verte et bleue

Le projet de créer un réseau d'espaces verts et de cours d'eau protégés autour de Montréal a reçu plusieurs appuis, y compris d'organisations internationales, a affirmé hier soir dans son mémoire le groupe Partenaires du Parc écologique de l'archipel de Montréal.

Cette coalition de 80 groupes et individus a reçu l'appui de plusieurs municipalités, dont Longueuil et même dans la couronne nord, où le projet de la CMM suscite l'opposition. En effet, Boisbriand a adopté une résolution d'appui en août 2010 et Mascouche a envoyé une lettre d'appui à la coalition à la même époque.

Le travail de la coalition lui a valu de devenir un partenaire de l'Année internationale de la biodiversité, décrétée en 2010 par l'ONU.

Le projet a aussi l'appui de la plupart des partis politiques provinciaux et fédéraux, sauf le Parti libéral du Québec et le Parti conservateur du Canada.

Le groupe souligne que la région de Montréal, autrefois entièrement boisée, a perdu 85 % de son couvert forestier et 95 % de ses milieux humides. Il rappelle les engagements pris par le Canada en 2010 au terme de la Convention de Nagoya, qui prône la protection de 17 % du territoire. Actuellement, seulement 2,5 % du territoire de la CMM est protégé.

Il cite en exemple la région de Toronto, qui s'est dotée d'une ceinture verte en 2005, ainsi que de Longueuil, qui protège 13 % de son territoire.

LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ PRÉSENTE SON NOUVEAU RAPPORT ANNUEL ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



EN BREF

Menace de grève sur la voie maritime du Saint-Laurent

Une menace de grève pèse sur la voie maritime du Saint-Laurent en Ontario et au Québec. La grève pourrait être déclenchée lundi à midi. Si les syndiqués débrayent, la Voie maritime du Saint-Laurent sera fermée à tout trafic, a averti la partie patronale. Un plan de mesures spéciales prévoit la fermeture ordonnée de la voie en cas de grève. Le syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA), qui représente les 475 employés qui font la surveillance, l'exploitation et l'entretien de la voie maritime au Québec et en Ontario, ainsi que les employés du siège social de la Corporation de gestion de la voie maritime du Saint-Laurent ont émis un préavis de grève hier. Dans un communiqué, le syndicat des TCA affirme que ce préavis de grève est une nécessité pour faire progresser la négociation avec l'employeur. Les négociations en vue du renouvellement des trois conventions collectives visées ont débuté en mai dernier. Elles se poursuivront durant toute la fin de semaine avec l'aide d'un agent du service de médiation et de conciliation du gouvernement fédéral, a indiqué la Corporation de gestion de la voie maritime du Saint-Laurent. Dans son communiqué, le président du syndicat des TCA, Ken Lewenza, a invité la Corporation de gestion de la voie maritime du Saint-Laurent à se montrer davantage à l'écoute des revendications de ses membres, afin d'éviter la grève lundi. — La Presse Canadienne

POUR LE CONSULTER, RENDEZ-VOUS AU www.fondsftq.com/rapport2011



ACTUALITÉS

Cet homme qui refusait qu'on le soigne

RIMA ELKOURI
CHRONIQUE

Mario Hamel aurait dû être hospitalisé et soigné contre son gré. C'est ce qu'on se dit en regardant le bouleversant reportage de l'émission *Enquête* qui raconte la tragédie de ce père de famille, ex-sans-abri, atteint de graves problèmes psychiatriques, tombé sous les balles des policiers le 7 juin à Montréal alors qu'il était en crise.

Ce matin-là, rue Saint-Denis, deux hommes sont morts: Patrick Limoges, employé de l'hôpital Saint-Luc, victime d'une balle perdue alors qu'il se rendait au travail, et Mario Hamel, un homme en détresse, armé d'un couteau, devenu un danger public. Deux morts de trop, cela va sans dire.

Y aurait-il eu d'autres moyens de maîtriser Mario Hamel? Pourquoi les policiers se sont-ils placés si près de lui? Comment se fait-il qu'un passant qui n'avait rien à voir avec l'incident a été tué par balle? Accident malheureux ou incompétence?

Une enquête de la Sûreté du Québec est en cours. Mais il est peu probable qu'elle permette de répondre à ces questions. Les enquêtes de la police sur la police nous ont malheureusement habitués à trop d'opacité pour qu'on puisse en espérer quelques lueurs. Encore cette semaine, dans son rapport annuel, la

Protectrice du citoyen souligne le fait que, plus d'un an après la publication de son rapport spécial sur les enquêtes réalisées lors d'incidents impliquant des policiers, le ministère de la Sécurité publique n'a apporté aucune amélioration au processus d'enquête. Le ministre Robert

aurait pu être fait en amont pour la prévenir.

Fallait-il donc, comme le suggère l'enquête de Radio-Canada (1), forcer Mario Hamel à se faire soigner? Il y a bien sûr des limites à vouloir aider quelqu'un qui ne veut rien savoir de l'être. On sait que la loi interdit de contraindre une personne à consulter, à moins qu'elle ne constitue un danger pour elle-même et pour les autres. Or, le reportage d'*Enquête* montre que, deux semaines avant sa mort, Mario Hamel s'est présenté deux fois chez sa mère en état de psychose. Sous les yeux des policiers, il a menacé de la

n'ont-ils pas conduit de force Mario Hamel à l'hôpital, comme ils étaient autorisés à le faire en pareille circonstance? On ne le sait pas – le SPVM n'émet aucun commentaire sur le sujet puisqu'une enquête est en cours. Mais un rapport de la Direction de la santé mentale du ministère de la Santé publié en janvier suggère quelques pistes qui illustrent à quel point l'intervention policière dans des cas semblables est délicate et complexe.

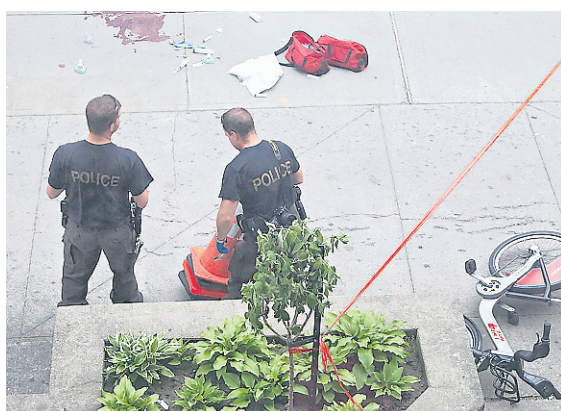
Le rapport porte sur la difficulté d'appliquer la Loi sur la protection des personnes dont l'état mental présente

de soi qu'un policier ne peut à lui seul pallier le manque de ressources de suivi intensif dans la communauté.

Le malaise des policiers peut aussi être accentué par la culture policière qui exige qu'ils règlent rapidement un problème, ce qui est impossible dans un tel cas. Ou encore par le fait que le « danger grave et immédiat » demeure une notion bien subjective. Tout le monde ne s'entend évidemment pas sur la définition. À partir de quand est-il souhaitable de limiter les droits fondamentaux d'une personne en l'obligeant à se faire soigner? La frontière entre la prévention et l'abus n'est pas toujours claire. Parfois, des policiers s'offusquent du fait qu'une personne qu'ils ont emmenée à l'hôpital n'y soit pas gardée. Souvent, devant le même homme en crise, les professionnels du réseau de la santé et les policiers voient deux choses bien différentes, surtout dans un contexte où on favorise (avec raison) la déjudiciarisation en santé mentale.

Bref, on l'aura compris, la mort de cet homme en détresse qui refusait qu'on le soigne soulève une foule de questions fondamentales. Rien ne le ramènera à la vie. Mais une enquête publique permettrait sans doute de soigner un peu mieux les plaies laissées par cette tragédie.

(1) Vous pouvez voir le reportage de l'émission *Enquête* « L'homme qui ne voulait pas qu'on le soigne », de Madeleine Roy, sur TOU.TV.



Pourquoi les policiers n'ont-ils pas conduit de force Mario Hamel à l'hôpital, comme ils étaient autorisés à le faire en pareille circonstance? On ne le sait pas – le SPVM n'émet aucun commentaire sur le sujet puisqu'une enquête est en cours.

PHOTO LA PRESSE

Dutil promet des changements cet automne, mais pour le moment, il y a toujours et encore apparence de partialité.

Pour faire la lumière sur la tragédie qui a emporté Patrick Limoges et Mario Hamel, il faudra se résoudre à ouvrir une véritable enquête publique. Au-delà des questions évidentes qu'entraîne cette tragédie (bavure ou légitime défense? hasard ou négligence?), il faudra voir ce qui

tuer. Mais les policiers n'ont pas saisi cette occasion de le faire hospitaliser. Ils se sont contentés de lui faire quitter les lieux et de suggérer à sa mère de s'adresser à la Cour pour forcer son fils à subir une évaluation psychiatrique. Une suggestion absurde, comme si on demandait à une victime d'offrir à son bureau d'autres prétextes pour la menacer.

Pourquoi les policiers

un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. Il souligne que plusieurs policiers se disent mal à l'aise d'intervenir auprès d'une personne en crise, car ils se sentent mal outillés pour le faire. Ce malaise est accentué par leur méconnaissance de la Loi sur la protection des personnes, leur méconnaissance des services d'aide en situation de crise ou le fait que ces services sont parfois insuffisants. Il va

EN PRIMEUR CE SOIR...



ARTS
SPECTACLES

LA PRESSE

VACANCES AIR CANADA
Aubaines de la semaine

CARAÏBES ET MEXIQUE | VOL, HÔTEL ET TRANSFERTS

CUBA | Holguin

Sirenis Playa Turquesa
Tout-Compris • Ch. supérieure
22 oct. - 10 déc. • 1 sem.

799\$

Taxes et autres frais inclus
25 CUC payés localement

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | Puerto Plata

Casa Marina Beach Resort
Tout-Compris • Ch. standard vue
sur le jardin • 15 et 22 oct. • 1 sem.

829\$

Taxes et autres frais inclus

CUBA | Santa Clara

Meliá Las Dunas
Tout-Compris • Ch. standard
16, 23 et 30 oct. • 1 sem.

799\$

Taxes et autres frais inclus
25 CUC payés localement

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | Punta Cana

Gran Bahia Principe
Punta Cana
Tout-Compris • Suite junior
30 oct., 6, 13 et 20 nov. • 1 sem.

1179\$

Taxes et autres frais inclus



Autres offres disponibles sur le site vacancesaircanada.com

EN VEDETTE

VOL ET HÔTEL

FLORIDE | Orlando

Clarion Resort
& Waterpark
Ch. double
8 et 15 nov. • 1 sem.

559\$

Taxes et autres frais inclus

FLORIDE | Orlando

Wyndham Lake
Buena Vista Resort
Ch. double
8 et 15 nov. • 1 sem.

599\$

Taxes et autres frais inclus

NEW YORK | New York

Wyndham Garden Hotel
Times Square South
Ch. double (un lit)
20, 21, 22 et 27 oct. • 2 nuits

859\$

Taxes et autres frais inclus

NEW YORK | New York

Doubletree Metropolitan
by Hilton
Ch. double (un lit)
20, 21, 22 et 27 oct. • 2 nuits

859\$

Taxes et autres frais inclus

VOL, HÔTEL ET TRANSFERTS

MEXIQUE | Cancun/Riviera Maya

Secrets Silversands
Riviera Cancun
Unlimited-Luxury® • Suite junior vue sur la piscine
6, 7 et 13 nov. • 1 sem.

1549\$

Taxes et autres frais inclus

MEXIQUE | Cancun/Riviera Maya

Dreams Riviera Cancun
Resort & Spa
Unlimited-Luxury® • Ch. vue sur la mer
Preferred Club Premium
6 et 7 nov. • 1 sem.

1579\$

Taxes et autres frais inclus

CROISIÈRES | VOL ET CROISIÈRE

Réservez le Vol et la Croisière avec Royal Caribbean International¹ d'ici le 13 oct. 2011 et

ÉCONOMISEZ 400\$

par couple
sur le vol

Croisières de 7 nuits dans les Caraïbes du Sud au départ de San Juan, Puerto Rico, à bord des navires Adventure of the Seas et Serenade of the Seas

Vol au départ de Montréal via Toronto

EUROPE | VOL ET HÔTEL

Circuit en autobus Hop on/Hop off gratuit lorsque vous réservez un forfait à destination de Londres ou Paris

FRANCE | Paris

Hôtel Cervantes Paris
Petit-déjeuner • Ch. standard double
16, 17, 23 et 24 nov. • 4 nuits

1039\$

Taxes et autres frais inclus

ROYAUME-UNI | Londres

Hôtel Ibis London Earls Court
Petit-déjeuner • Ch. standard
20 oct. - 6 déc. • 4 nuits

1069\$

Taxes et autres frais inclus



Retrouvez-nous sur
Facebook

Suivez-nous sur
Twitter

ORLANDO
MAKES ME SMILE

SECRETS
Silversands

DREAMS
Riviera Cancun

Carlson Wagonlit Travel Contactez votre agence Carlson Wagonlit Voyages dès aujourd'hui

1 800 CARLSON cwtvacances.ca

Tous les voyageurs, étrangers et cubains vivant à l'étranger doivent détenir une assurance médicale valide lorsqu'ils se rendent à Cuba. Les prix de vente reflètent les réductions applicables, sont sous réserve de modification sans préavis et ne peuvent être combinés à aucune autre offre ou promotion. Les prix sont en dollars canadiens, sont valables pour les réservations effectuées le 1^{er} oct. 2011. S'appliquent aux nouvelles réservations seulement et dates mentionnées. Les prix sont établis par personne, selon une occupation double et en fonction des vols en classe économique au départ de l'aéroport international Pierre-Elliott Trudeau de Montréal, à moins de mention contraire. Non remboursable. Sous réserve de disponibilité au moment de la réservation. Ne s'applique pas aux réservations de groupe. De plus amples renseignements sont disponibles chez un agent de voyages. Vols opérés par Air Canada ou Air Canada Jazz. Pour connaître les modalités et conditions, consultez les brochures de Vacances Air Canada ou le site vacancesaircanada.com. Titulaire du permis du Québec n° 702566. Les milles Aéroplan varient selon les points de départ et les destinations. Pour tous les détails, visitez vacancesaircanada.com. Pour connaître les modalités et conditions du programme Aéroplan, consultez le site www.aeroplan.com. ¹Port d'attache des navires de Royal Caribbean Cruises - les Bahamas. L'offre s'applique aux réservations de cabines avec balcon ou de catégorie supérieure, pour des séjours effectués à partir du 19 nov. et se terminant au plus tard le 17 déc. 2011. ²Unlimited-Luxury est une marque déposée de AMResorts. ³Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan Canada Inc. ⁴Vacances Air Canada est une marque déposée d'Air Canada, utilisée sous licence par la société en commandite Touram, 1440, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 600, Montréal, QC. Pour les plus récentes mises à jour, visitez vacancesaircanada.com.

Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50\$/1000\$.

CHANTAL
DE SERRES

Rencontre avec l'artiste

dimanche 2 octobre

de 13 à 16 heures

Exposition du 2 au 8 octobre

Galerie d'art
Richelieu

Artistes du Québec et d'ailleurs

7903, rue Saint-Denis, Montréal

(514) 381-2247 cricHELIEU@bellnet.ca

Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h

Stationnement • Métro Jarry

www.galerierichelieu.com

Nous cherchons
une école?

Trouvez une école à la page d'accueil de Cyberpresse ou consultez le site www.annuairefeep.com

Ce site fournit de l'information sur 185 écoles autonomes du Québec qui offrent des services aux élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire.

Un outil essentiel pour connaître les horaires des journées portes ouvertes des établissements d'enseignement privés de votre région!



Fédération des établissements
d'enseignement privés

Savoir réussir

SOUS LES PROJECTEURS

NATHALIE COLLARD

10 + 1 AVEC JACQUES DUCHESNEAU

Chaque semaine, Nathalie Collard rencontre une personnalité qui s'est retrouvée au premier plan médiatique et lui pose 10 questions en lien avec la couverture dont elle a été l'objet. La 11^e question provient du public. Cette semaine, notre journaliste s'entretient avec Jacques Duchesneau, chef de l'Unité anticollusion (UAC).

1 Vous subissez une forte pression médiatique depuis quelques semaines. On imagine que vous vous y attendiez, mais trouvez-vous cela difficile à vivre?

J'ai déjà vécu des crises médiatiques, mais celle-là a pris une ampleur insoupçonnée. J'avais un travail à faire et je l'ai fait. Ma famille trouve ça moins drôle, en revanche.

2 Que pensez-vous de toutes ces caricatures qui vous dépeignent comme quelqu'un qui cherche l'attention des médias?

On a dit que j'avais un ego surdimensionné, que j'étais un électron libre. Or, je me suis tenu loin des médias depuis un an et demi. Ce sont eux qui sont venus me chercher, et parfois pour les mauvaises raisons.

3 Pourquoi être allé à l'émission *Tout le monde en parle* (TLMEP) avant de rencontrer le ministre des Transports et avant de vous adresser aux élus en commission parlementaire?

Parce qu'on a fait dire n'importe quoi à mon rapport. On a dit entre autres choses que les fonctionnaires du ministère des Transports sont tous des « pas bons ». Le sous-ministre m'a même dit que des journalistes de Québec attendaient les employés le matin pour leur demander: « Avez-vous honte de venir travailler ici? »
Je leur devais à eux, les fonctionnaires, de rétablir les faits, et c'est ce qui m'a poussé à accepter l'invitation.

4 Vous attendiez-vous à une réaction aussi vive à l'annonce de votre participation à l'émission?

Je savais que ça réagirait. Cela dit, beaucoup de gens ont dit que je n'aurais pas dû accepter parce que je suis un employé de l'État. Or, ce n'est pas vrai: je suis contractuel. J'ai refusé de devenir membre de la haute fonction publique parce que je voulais garder mon indépendance. J'ai un contrat de trois ans, je l'ai fait en un an et demi. J'aurais pu l'étirer, mais on commençait à réentendre la même chose. Quand le mandat est fini, on passe à autre chose.

5 Comment se prépare-t-on à une commission parlementaire aussi médiatisée? En quoi est-ce différent d'une émission de télévision?

On ne dort pas beaucoup, je peux vous dire ça. J'ai passé la fin de semaine à réviser mon texte. La version que j'ai livrée était la treizième.

J'ai lu et relu le rapport, des gens de l'équipe m'ont aidé, une rédactrice m'a aidé à en récrire des passages, à préciser ma pensée. C'est très différent d'une émission comme TLMEP, pour laquelle je ne me suis pas préparé: j'y suis allé à cœur ouvert. Le message que je voulais faire passer était simple: ne traitez pas injustement des gens qui ne le méritent pas.

6 Qu'avez-vous pensé des questions qui vous ont été posées en commission parlementaire? Étaient-elles plus ou moins difficiles que celles posées à *Tout le monde en parle*?

Il y en a eu de plus importantes que d'autres. Il y avait une grosse couverture médiatique, c'était diffusé en direct sur RDI, tout le monde voulait faire passer son message. C'est peut-être la chose la plus difficile, dans un témoignage. Il faut écouter et comprendre le sens des questions. J'ai refusé de répondre à certaines qui étaient davantage des commentaires politiques. C'est toujours le piège. Quand on passe cinq heures et demie à se faire bombarder de questions, on se dit: « Il ne faut pas que j'en échappe une, car c'est celle-là qui va faire les manchettes. Personne ne l'a vu, mais j'avais mon iPad, durant mon témoignage. Si je me trompais dans une statistique, par exemple, quelqu'un de mon équipe ou mon fils avocat m'envoyait un court message avec le bon chiffre. Ça m'a permis de rectifier certaines informations durant les cinq heures.

7 Selon ce que vos enquêteurs ont découvert depuis 18 mois, la situation serait particulièrement inquiétante dans le monde politique municipal. Vous qui avez été candidat à la mairie de Montréal, avez-vous été vraiment surpris?

Non, même si j'ai tout de même été surpris par l'ampleur de la chose. Des entrepreneurs nous ont dit: « Vous venez nous voir comme si on était tous des bandits, mais allez donc voir du côté du monde municipal! » Ils nous ont pointé des dossiers en particulier. Mon équipe a échangé avec le Directeur général des élections à propos de ce que nous avons observé. Vous savez, on parle de crime organisé, mais on pourrait également parler de police désorganisée. Peut-être devrait-on regarder le financement des services de police municipaux si on veut qu'ils organisent des actions concertées.

8 Vous avez déjà déclaré qu'il ne faut pas vivre dans la peur. Vous arrive-t-il d'avoir peur?

Oui, j'ai constamment peur, mais je n'accepte pas de vivre dans la peur. Je tiens ça de mon père: je ne recule pas.

9 On dit beaucoup que, n'eût été le travail des journalistes d'enquête, on n'en saurait pas autant sur la corruption qui sévit au Québec. Êtes-vous d'accord pour dire que les médias ont joué un rôle important?

C'est écrit à la première page de mon rapport: sans les vrais journalistes d'enquête, on ne serait pas là aujourd'hui. Les journalistes ont sonné l'alarme, et on a fait la sourde oreille. À Palerme, une ville où le crime organisé est très présent, quand un rapport comme le mien est sorti, il y a plusieurs années, les gens ne l'ont pas cru. C'est seulement quand on leur a mis le nez dessus, que des juges ont été assassinés, qu'ils ont dit: « Oui, je pense qu'on a un problème. » Ce n'est pas notre rapport qui est explosif, c'est l'histoire qu'on raconte.

10 La Fédération professionnelle des journalistes du Québec a réagi à vos propos concernant des journalistes qui « auraient joué le jeu du crime organisé ». Que voulez-vous dire précisément?

Je ne parlais pas de l'ensemble des journalistes, mais bien de trois individus en particulier. J'entretiens d'excellentes relations avec des gens qui sont honnêtes, pas avec ceux qui mentent. Jamais je n'ai refusé une entrevue à quelqu'un qui me posait des questions difficiles. J'aime le débat d'idées. Je n'ai jamais attaqué des gens, mais des idées, oui. Là-dessus, je suis conscient que je dérange.



Où vous voyez-vous dans trois ans?

Chez nous, en train de m'occuper de mes petits-enfants. Vraiment. C'est ça qui m'a choqué quand on a dit que j'avais rencontré François Legault. On a voulu miner le rapport avant qu'il sorte. Je n'ai pas beaucoup de certitudes, dans la vie, mais je sais que je ne retournerai pas en politique. Et je ne peux plus accepter un mandat du gouvernement libéral, car cela enlèverait de la crédibilité à mon rapport. Je termine mon doctorat sur le terrorisme aérien, j'enseigne à l'université, j'aime le contact avec les étudiants, il me stimule et m'oblige à demeurer à la fine pointe. Ma femme prend sa retraite en avril, je devrais déposer et soutenir ma thèse d'ici là. Ensuite, je passerai à autre chose.

PHOTO
BERNARD BRAULT.
LA PRESSE

Au-delà de la performance

Citoyennes
du monde

Cours secondaire complet pour jeunes filles
Profils: *Éducation internationale* et *Vie et monde*
Partenaire académique de l'École supérieure de ballet du Québec
Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy
Service de résidence scolaire

À deux pas du métro Édouard-Montpetit



Portes
ouvertes

Dimanche 2 octobre
de 13h30 à 16h30

Examens
d'admission

Samedi 15 et dimanche
16 octobre de 9h à 12h



Pensionnat
SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514 735-5261 • Télécopieur: 514 735-5266
www.psnm.qc.ca

POUR LIVRAISON IMMÉDIATE!

TOUS NOS NOUVEAUX MODÈLES DE SPAS 2012 VOUS SONT OFFERTS JUSQU'AU 23 OCTOBRE AUX MÊMES BAS PRIX DE LIQUIDATION QUE LES MODÈLES 2011

JUSQU'À 50% DE RABAIS ET VOUS N'AVEZ RIEN À PAYER AVANT*



Royale ETS

Siège allongé

78 x 78 x 34 po
5-6 adultes
31 jets en acier inoxydable

VOUS ÉCONOMISEZ **4000⁰⁰**

3999⁰⁰ SUGG. 7999⁰⁰

COUVERT
2 POMPES
CHUTE D'EAU
OZONATEUR



3000

Siège allongé

84 x 84 x 35 po
6 adultes
33 jets en acier inoxydable

VOUS ÉCONOMISEZ **1500⁰⁰**

4999⁰⁰ SUGG. 6499⁰⁰

COUVERT
CASCADE ILLUMINÉE
ENSEMBLE D'ÉTOILES

EN BONI
SYSTÈME DE SON MP3



J-270

Siège allongé

91 x 91 x 37 po
Couleur : PLATINUM
Jupe : ROASTED CHESTNUT
6 adultes • 42 jets

VOUS ÉCONOMISEZ **4800⁰⁰**

5999⁰⁰ SUGG. 10799⁰⁰

COUVERT
EN BONI
JETS EN ACIER INOXYDABLE
LUMIÈRES DEL
SYSTÈME DE SON



Tradition

Nouveauté

92 x 92 x 38 po
6-7 adultes
2 sièges à 3 directions
71 jets en acier inoxydable

VOUS ÉCONOMISEZ **5500⁰⁰**

6499⁰⁰ SUGG. 11999⁰⁰

COUVERT
2 POMPES 6 HP
CHUTE D'EAU
LUMIÈRES DEL
OZONATEUR
SYSTÈME DE SON JENSEN



J-335

Siège allongé

84 x 84 x 36 po
Couleur : PLATINUM
Jupe : ROASTED CHESTNUT
5 adultes • 36 jets

VOUS ÉCONOMISEZ **4450⁰⁰**

6999⁰⁰ SUGG. 11449⁰⁰

COUVERT
EN BONI
JETS EN ACIER INOXYDABLE
SYSTÈME DE SON
LUMIÈRES DEL



Optima/Cameo

Siège allongé

89 x 89 x 37,5 po
6 adultes
46 jets + soufflerie

VOUS ÉCONOMISEZ **4200⁰⁰**

8999⁰⁰ SUGG. 13199⁰⁰

COUVERT
EN BONI
JETS EN ACIER INOXYDABLE
SYSTÈME DE SON



Pavillon de jardin
Fabriqué à partir de bois de l'Ouest canadien et de polycarbonate de qualité supérieure

5999⁰⁰

VOUS ÉCONOMISEZ **500⁰⁰** SUGG. 6499⁰⁰



Pavillon de jardin
Fabriqué à partir de bois de l'Ouest canadien et de polycarbonate de qualité supérieure

8499⁰⁰

VOUS ÉCONOMISEZ **500⁰⁰** SUGG. 8999⁰⁰



Pavillon de jardin
Structure en bois, 2 persiennes et toit en polycarbonate incluant ensemble de bar double avec 3 tabourets

2999⁰⁰

VOUS ÉCONOMISEZ **500⁰⁰** SUGG. 3499⁰⁰

CLUB PISCINE SUPER Fitness www.clubpiscine.ca



*Rien à payer jusqu'au 1^{er} janvier 2013, le taux d'intérêt perçu à compter de cette date sera déterminé selon le financement octroyé sous réserve de l'approbation de crédit. Les intérêts ne courent pas durant cette période. La promotion est valide pour les spas (à l'exception du spa Urbania) et les pavillons de jardin Visscher seulement et doivent être livrés avant le 30 novembre 2011. — Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation. Photos à titre d'illustration seulement. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion et est en vigueur jusqu'au 23 octobre 2011 ou jusqu'à épuisement des stocks.

ACTUALITÉS

Du nationalisme canadien



**STÉPHANE
LAPORTE**
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

À la fin des années 70, j'avais un ami *canadien*. Il s'appelait Roland. Il avait 18 ans, comme moi. Il habitait à Winnipeg. C'était le cousin de ma blonde de l'époque. Son nom de famille avait beau être Lavallée, il parlait à peine français. Il était sportif, réservé, intègre et sincère. Avec une petite bière dans le corps, il chantait fort du Guess Who et de Anne Murray. Il aimait sa famille, les Prairies, le hockey et la paix. C'était un vrai Canadien.

Chaque été, sac au dos, il venait au Québec, voir sa *french family*. Et chaque fois, il expérimentait une rencontre du troisième type. Il y avait des drapeaux fleurdelisés partout, des affiches en français qu'il lisait difficilement, des chansons d'Harmonium et de Paul Piché dans les bars. Il se sentait ailleurs mais, en même temps, il était fier de dire que cet ailleurs était aussi chez lui. Son pays. Comme le conscrit de *Hair* qui veut faire partie de la gang des hippies de Central Park, Rollie, quand il venait à Montréal, voulait faire partie de la gang des granos barbus de la montagne.

On avait beau être séparatistes, vouloir se débarrasser du pouvoir anglophone et quitter le Canada, pour mon ami manitobain, il n'y avait pas plus canadien

que nous. Après tout, même notre équipe de hockey, emblème de notre réussite et de nos succès, s'appelait le Canadien. Alors c'était son *team* à lui aussi.

Pour Rollie, l'identité canadienne reposait sur la culture francophone. Il savait bien que chaque mot qui sortait de notre bouche était une victoire sur notre destin de conquies. Et il en était fier. Même s'il devait le dire en anglais. C'était ça, le paradoxe canadien.

Il nous enviait, les Canadiens du Québec, de n'avoir qu'à parler pour se reconnaître. Le reste du Canada n'avait pas de symbole fort et rassembleur. Dans l'aréna des Jets de Winnipeg, qui jouaient toujours dans l'AMH, il y avait bien un immense portrait de la reine, mais pour la génération de Roland, c'était plus une antiquité qu'une figure d'unité.

Roland tripait de nous voir agiter nos drapeaux bleus à la Saint-Jean. On avait tellement l'air de grands révolutionnaires! Il aurait bien aimé agiter le drapeau du Manitoba dans son champ de blé, mais il aurait eu l'air d'un épouvantail.

La particularité du Canada, c'était qu'il y avait aussi des gens qui parlaient français. C'était sa fierté, au cousin. C'est pour ça qu'il devenait tout rouge quand je lui parlais

du référendum qui approchait et du OUI qui allait peut-être l'emporter. Cette éventualité était invivable. Il nous aimait émancipés, mais pas à ce point. La séparation du Québec, c'était la disparition du Canada. Rien de moins. Roland ne trouvait pas ça drôle.

À l'été 1980, quand il est venu nous voir après la défaite des souverainistes, sa joie d'être toujours chez lui était belle et émouvante. Ça m'a presque consolé.

Puis le temps a passé...

Trente ans plus tard, tout a changé. Le Parti québécois est de plus en plus parti et de moins en moins québécois. Le Bloc québécois s'est effondré comme un paralume du tunnel Ville-Marie. Le nationalisme, ce n'est plus « On

au Centre Bell ou à *The Price is Right*, qui le pratique. Ce n'est plus un projet, même pas une utopie, c'est juste fini. Le Canada est un pays anglais avec des communautés ethniques qui parlent entre elles la langue qu'elles veulent bien parler.

Pour se forger une identité, le *Rest of Canada* s'est tourné vers lui-même. Les nationalistes, désormais, ce sont eux.

Les gens de l'Ouest ne nous envient plus. Ils ont leur revanche. Ce sont eux maintenant qui chantent *My Country*.

Harper a ressorti les symboles qui différencient le Canada des États-Unis. Maintenant que ce n'est plus la *french touch*, c'est la reine, c'est l'unifolié. On va en mettre partout. Un drapeau,

créer de grandes choses. Mais quand il est conquérant, fermé et obtus, il peut aussi tout détruire. Au fond, l'amour de son pays, ça reste de l'amour. Avec ce qu'il a de meilleur et de pire. Faut juste que ça ne devienne pas de l'amour fou qui se transforme en haine. J'ai espoir que le Canada est à l'abri de ça.

Les conservateurs doivent comprendre que l'amour, ça ne se force pas. Ça vient des gens. Ça ne s'impose pas avec des lois. Et ce n'est pas en ressortant le portrait de la souveraine de l'ex-colonie que vous éveillez le goût de l'affirmation de soi. Me semble que le Canada a des visages plus attrayants.

Je ne sais pas si l'ami Roland continue de venir à

Les conservateurs doivent comprendre que l'amour, ça ne se force pas. Ça vient des gens. Ça ne s'impose pas avec des lois. Et ce n'est pas en ressortant le portrait de la souveraine de l'ex-colonie que vous éveillez le goût de l'affirmation de soi.

est 6 millions, faut se parler». Le nationalisme, c'est: « On est 8 millions, faut pas en parler. »

Les jeunes ne veulent plus sauver leur langue, ils veulent sauver leur peau. Comme tout le monde.

Nous ne sommes plus assez uniques pour représenter la différence canadienne. Le bilinguisme n'est plus la particularité du plus meilleur pays du monde. Le bilinguisme, il n'y a que Michel Lacroix,

ça marque le territoire. Les animaux n'en ont pas, alors ils font autre chose. Mais un drapeau, c'est bien plus beau. Et ça sent le vent. Ça sent le large.

Le nationalisme canadien ne me donne pas des boutons rouges. Au contraire. Je comprends Harper de vouloir créer un sentiment d'appartenance. C'est tellement agréable d'être fier du pays d'où l'on vient. Le nationalisme, quand il est rassembleur, ouvert, souriant, peut

Montréal, l'été. On s'est perdus de vue. Mais une chose est sûre: il doit vraiment se sentir chez lui. Presque trop. Montréal ressemble de plus en plus à Winnipeg.

Comme si le héros de *Hair* retournait à Central Park et ne croisait que des militaires. La fête est finie. Quelque chose me dit que Rollie doit venir moins souvent.

Après tout, il y a tout, chez lui, même un club de la LNH qui a une belle feuille d'érable rouge sur son chandail.

Vous avez plus de 40 ans
et vous vous adaptez mal
à vos lunettes double foyer

**Optez pour le LASER BLENDED VISION
de Zeiss (sans lame Visumax)**



FocusVision
Clinique de chirurgie visuelle

Dr. Michel Podtetenov
Près de 20 ans d'expérience

514.750.2001
www.focusvision.ca

1 Place du Commerce, Bureau 435, Île-des-Soeurs, H3E 1A2

SAVOUREZ CHAQUE INSTANT

QUÉBEC

La vie est *bien plus*
délicieuse ici



À partir de 111\$* par personne, par nuit, en occupation double, incluant le petit-déjeuner

Réservez cette offre pour un séjour de deux nuits et obtenez en prime** deux billets d'admission pour le Musée de la civilisation.

LOEWS HÔTEL LE CONCORDE QUÉBEC

800.463.5256 loewsquebeccity.com

*Service inclus, taxes en sus. **Offre limitée.

CADEAU DÈS AUJOURD'HUI!
RAYONNANT DE BEAUTÉ

BIOThERM



CE CADEAU INCROYABLE DE 6 ARTICLES EST À VOUS
À L'ACHAT DE TOUT PRODUIT BIOThERM DE 30 \$ OU PLUS**
DU 1^{er} AU 21 OCTOBRE 2011.

VOTRE CADEAU COMPREND: Pochette **BIOThERM EXCLUSIVE** • Biocils Lash Optimizer, 30 ml
• Lait Corporel, 30 ml • NOUVEAU! Aquasour, 20 ml • Celluli Laser D. Code, 20 ml • Eau Pure, 15 ml

RECEVEZ EN PLUS CES 2 ARTICLES:
À L'ACHAT DE TOUT PRODUIT BIOThERM DE 75 \$ OU PLUS**

- Crème de jour Skin Vivo NCS, 15 ml
- Sérum Skin Vivo, 7 ml
- Aussi disponibles à sears.ca

NOTRE INCONTOURNABLE DE L'AUTOMNE

AQUASOURCE
NOUVELLE FORMULE
à l'eau cellulaire de plancton thermal • Sans paraben

**Avant taxes. Un seul cadeau par client, dans la limite des stocks. L'échantillon peut varier

SEULEMENT CHEZ SEARS

NE095C211 © 2011. Sears Canada Inc.

Sears

BOTTES ET BOTTILLONS BON MARCHÉ

Les plus GRANDES MARQUES
– jusqu'à **60% moins
cher** qu'ailleurs!*

BOTTES
POUR ENFANTS
à partir de
29,99 \$
comparativement
à 45 \$ et plus

BOTTILLONS
à partir de
39,99 \$
comparativement
à 65 \$ et plus

BOTTES
HAUTES
à partir de
49,99 \$
comparativement
à 80 \$ et plus

Vous souhaitez profiter d'offres exclusives, connaître la date des arrivages en magasin et participer à des concours? Abonnez-vous à notre cyberbulletin **Primeur mode** au www.winners.ca ou



* Comparativement aux prix des grands magasins et des boutiques spécialisées. Les modèles varient d'un magasin à l'autre. Rendez-vous au www.winners.ca pour savoir où se trouve le magasin le plus près de chez vous. © 2011 Winners

WINNERS^{MD}

Si fabuleux, pour si peu.

POLITIQUE

PROCUREURS DE LA COURONNE

Une prime pour travailler à l'Unité anticorruption

DENIS LESSARD

Les procureurs de la Couronne qui accepteront de travailler pour l'Unité permanente anticorruption (UPAC) auront droit à une prime salariale de 10 %.

C'est ce que prévoit l'entente de principe qu'a conclue leur syndicat avec Québec.

L'entente, qui prévoit également des augmentations du salaire de base pouvant atteindre 20 %, doit être soumise à l'assemblée générale aujourd'hui à Montréal. Son approbation semblait une formalité, hier.

Le printemps dernier, la Direction des poursuites criminelles et pénales n'avait pu pourvoir la quinzaine de postes de procureur ouverts à l'UPAC en raison du boycottage des procureurs, forcés de rentrer au travail par loi spéciale au mois de février.

L'arbitrage

La grève du début de l'année aura été la dernière pour les 450 procureurs de la Couronne – de toute façon, les procureurs n'ont jamais voulu de ce droit de grève, que leur avait accordé le gouvernement Landry. L'entente de principe prévoit désormais un mécanisme d'arbitrage pour la détermination des conditions de travail. Un comité



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

En plus de bénéficier d'une augmentation salariale pouvant atteindre 20 %, les procureurs de la Couronne qui œuvrent pour l'Unité permanente anticorruption recevront une prime de 10 %.

indépendant du gouvernement tranchera – une formule qui existe déjà pour les juges de la Cour du Québec. Le gouvernement ne sera pas obligé d'appliquer la suggestion du comité, qui sera déposée à l'Assemblée nationale.

Ce nouveau mode

d'évaluation de la rémunération était au cœur des demandes des procureurs, qui n'auront plus à revendiquer leurs conditions de travail « avec des pancartes dans la rue », explique-t-on.

Un projet de loi sera déposé avant le 15 novembre.

Lorsqu'il sera adopté, l'Association des procureurs laissera tomber sa contestation de la loi spéciale qui avait forcé leur retour au travail ainsi que sa plainte au Bureau international du travail.

Si l'entente est entérinée aujourd'hui, les procureurs obtiendront une augmentation de 6 % en cinq ans, comme l'ensemble des employés de l'État.

Mais leur salaire sera par ailleurs bonifié grâce à la restructuration de l'échelle salariale, dont on retranche deux échelons à la base. Tous

ceux qui sont en progression dans l'échelle grimperont donc de deux échelons, ce qui leur donne 17,2 % d'augmentation supplémentaire. Ceux qui sont déjà au sommet de l'échelle auront accès à une classe « expert », qui donne 115 % du salaire, soit 117 000 \$. Les juristes de l'État – les avocats qui travaillent dans les ministères et organismes – bénéficient déjà de telles dispositions.

Les gestionnaires pourront de plus faire passer la semaine de travail de 35 heures à un maximum de 37,5 heures. Le salaire augmentera d'autant pour ceux qui augmentent leur temps au travail.

Prime à la rétention

Les équipes spécialisées qui ont des problèmes de rétention de leur effectif auront droit à une autre prime, de 10 %. Cela vaudra pour l'UPAC, mais aussi pour le Bureau de lutte contre le crime organisé (une soixantaine de procureurs), le Bureau de lutte contre les produits de la criminalité et même la cour itinérante (les bureaux qui desservent le Grand Nord du Québec). Le salaire de ces procureurs, au sommet de l'échelle, sera d'environ 138 000 \$.

Au premier échelon, les salaires passeront de 44 384 \$ à 53 047 \$ d'ici à 2015. Au sommet de l'échelle, avant primes et bonis, les salaires augmenteront de 89 478 \$ à 106 942 \$.

Les procureurs perdent une semaine de vacances – ils avaient droit à cinq semaines, ils en auront désormais quatre, comme les autres employés du secteur public.

Mais ils ne perdront pas au change, parce que cette cinquième semaine devait compenser les heures supplémentaires réalisées dans l'année. La plupart des procureurs font bien plus qu'une semaine de travail supplémentaire au cours d'une année.

Pour ce qui est de la hausse du nombre de procureurs réclamée par l'association, le processus est en marche et il se fera en trois ans. Le gouvernement Charest s'y était déjà engagé publiquement.

POUR UN TEMPS LIMITÉ

**NOUS PAYONS
LES TAXES***
SUR TOUS LES DÉMARREURS

* Le rabais équivaut aux taxes sur le démarreur et l'installation. Détails et conditions en magasin. Valable jusqu'au 15 octobre 2011.

Avec un bouclier anti-hiver,
facile de rester de glace
devant le froid.



DURO
vitres d'autos

ÉRIC GÉNÉREUX
589, ROUTE 131, JOLIETTE
450-753-5185

STÉPHANE VIGNEAU
425 BOUL. TASCHEREAU, LAPRAIRIE
450-444-9444

DOMINIC HÉTU
245 RUE ST-PAUL, LEGARDEUR
450-654-2290

N. ROULEAU/J. ROBILLARD
2000 RUE STE-CATHERINE EST, MONTRÉAL
514-527-9137

LUC DUMONTET
11675 NOTRE-DAME EST, POINTE-AUX-TREMBLES
514-640-6506

CLAUDE CAMPEAU
2790, BOUL. HÉBERT, VALLEYFIELD
450-371-3876

durovitres.com

TOUT SIMPLEMENT
Inspirant...



TOUT SIMPLEMENT
Jean-Eudes

**EXAMEN
D'ADMISSION 2012-2013**

Le samedi 15 octobre 2011

Pour l'inscription à l'une ou l'autre de nos sessions d'examen, veuillez consulter le site Internet du Collège www.cje.qc.ca ou communiquer avec nous au 514 376-5740. La date limite d'inscription est le 5 octobre 2011.

COLLÈGE JEAN-EUDES

UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!
3535, boul. Rosemont, Montréal 514 376-5740 • www.cje.qc.ca

ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ • COURS SECONDAIRE POUR FILLES ET GARÇONS

BICENTENAIRE DE LA GUERRE DE 1812

Les Québécois peu intéressés par les festivités

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement Harper tient à souligner en grande pompe le bicentenaire de la guerre de 1812 entre le Canada et les États-Unis l'an prochain. Mais les festivités risquent de laisser les Québécois et les francophones indifférents.

Le ministère du Patrimoine reconnaît lui-même que c'est tout un défi pour que les Québécois s'intéressent à cet anniversaire.

Dans une récente étude réalisée par la firme TNS pour le compte du Ministère, on conclut que « Patrimoine Canada devra probablement faire de plus grands efforts pour sensibiliser les Québécois et les francophones à la pertinence de la guerre dans l'histoire du Québec et des Canadiens français ».

Dans la même étude, on souligne aussi que les Canadiens en général, et les jeunes en particulier, ont une connaissance limitée de cette guerre qui a duré deux ans et qui a permis au Canada de repousser l'invasion américaine.

« La sensibilisation, l'intérêt et le niveau de connaissance en ce qui a trait à la guerre sont largement régionaux et dépendent de l'âge du répondant. La notoriété est plus forte en Ontario et se dissipe à mesure qu'on s'en éloigne, vers l'est ou vers l'ouest. (...) L'intérêt qu'on porte à la guerre est beaucoup plus faible au Québec parmi les francophones et les Canadiens plus jeunes », peut-on lire dans cette étude obtenue par *La Presse*.

Dans le cadre de cette enquête, qui a coûté 17 621 \$ et qui a été menée auprès de 1835 Canadiens, on recommande au Ministère de lancer une campagne publicitaire à la télévision pour faire la promotion des célébrations entourant le bicentenaire.

C'est d'ailleurs ce que le Ministère a prévu de faire et une capsule commémorative sur la guerre de 1812 a été déjà préparée pour un coût de 1,5 million de dollars.

Le gouvernement Harper s'est engagé dans le discours du Trône du 3 mars 2010 à marquer cet événement historique « qui a contribué à façonner l'identité canadienne et, par la suite, à donner naissance à notre pays ».

Selon le ministre du Patrimoine, James Moore, le premier ministre Stephen Harper garde un œil sur les préparatifs en prévision du bicentenaire. Le gouvernement Harper compte ériger un monument en l'honneur de cette guerre dans la région de la Capitale-Nationale. Aussi, on compte souligner le courage des héros de cette guerre durant tout le mois d'octobre 2012.

Sur le site internet du ministère du Patrimoine, on soutient que « le pays n'existerait pas si l'invasion américaine de 1812-1814 avait réussi. Les efforts héroïques concertés déployés par l'armée et la marine britanniques, les miliciens volontaires francophones et anglophones ainsi que les alliés des Premières nations en vue de repousser l'invasion ont contribué à façonner l'histoire du Canada telle qu'on la connaît aujourd'hui: un pays libre, indépendant, à l'intérieur d'une monarchie constitutionnelle dotée de son propre système parlementaire. »

Selon Justin Massie, professeur à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa, il n'est pas étonnant de constater que le bicentenaire de la guerre de 1812 suscite peu d'intérêt chez les Québécois et les francophones.

« Les conclusions de l'étude étaient tout à fait prévisibles. Quand on examine les manuels d'histoire des écoles secondaires ontariennes et québécoises, on constate rapidement que ce n'est pas du tout la même histoire que l'on enseigne aux jeunes Québécois et aux jeunes Ontariens », a dit M. Massie.

« Il est là le nœud. Comment fait-on pour préserver l'histoire nationale? C'est évidemment dans les salles de classe. La guerre de 1812 est beaucoup plus importante dans le nationalisme canadien que dans le nationalisme québécois », a-t-il ajouté.

Le professeur s'interroge par

ailleurs sur la décision du gouvernement Harper de souligner le début de la guerre de 1812 et non pas la fin de celle-ci. « Cela me fascine. On célèbre le début, mais pas la fin. Mais

il est clair que le gouvernement conservateur tente de remodeler la culture politique canadienne. Les conservateurs mettent l'accent sur les principes de la monarchie, sur les principes du

militarisme et ceux de l'indépendance du Canada », a-t-il affirmé.

Il a souligné que les libéraux, eux, lorsqu'ils étaient au pouvoir, mettaient davantage

l'accent sur l'image du Canada comme un gardien de la paix, d'un protecteur des droits et libertés et d'un citoyen du monde multiculturel.

—Avec William Leclerc

CE WEEK-END SEULEMENT!

LES SAMEDI ET DIMANCHE 1^{er} ET 2 OCTOBRE

Obtenez
40\$ en
**CARTES-
RABAIS**



avec tout achat
de 75\$ ou plus*

Cartes-rabais valides du 30 septembre au 13 octobre.
Précisions et liste d'exceptions en magasin.
*Avant taxes.

30% DE RABAIS
Mode **STYLE&CO., B, DEX, JONES NEW YORK SIGNATURE, PETER NYGÅRD, BIANCA NYGÅRD, et I.N.C INTERNATIONAL CONCEPTS**
à prix ordinaire pour femme

Exception : articles dont le prix se termine par 99¢.

30% DE RABAIS
Vêtements sport **CHAPS, IZOD, KENNETH COLE, CALVIN KLEIN JEANS, HAGGAR et JONES NEW YORK**
à prix ordinaire pour homme

Exception : articles dont le prix se termine par 99¢.

30% DE RABAIS
Toute la marchandise olympique

Exception : les mitaines rouges.

50 À 70% DE RABAIS
Bagages

Exception : articles dont le prix se termine par 97¢.

60% DE RABAIS
Tous les duos-sommeil

Sans exception. Sur nos prix ordinaires.

119⁹⁹

Denim
NOT YOUR DAUGHTER'S JEANS
pour femme
Ord. 169\$

29⁹⁹

Chemisier **HUDSON ROOM** pour femme
Ord. 44,99\$

la **aie**
labaie.com

**30%
DE RABAIS**
Vêtements d'extérieur
pour femme
Du rayon des vêtements
d'extérieur.

Exception : articles dont le prix se termine par 99¢.

ACTUALITÉS

L'abbé Champoux gâtait des adolescents par charité

Telle est la défense de l'aumônier à la retraite, accusé d'agressions sexuelles

CAROLINE TOUZIN

Si l'abbé Pierre Champoux couvrait des adolescents de cadeaux en plus de leur offrir des voyages et même son toit, c'était seulement par charité chrétienne.

C'est du moins ce qu'a soutenu le prêtre alors qu'il témoignait pour sa défense, hier, au palais de justice de Laval.

Dans la salle d'audience, les plaignants et leurs proches avaient du mal à dissimuler leur colère et leur exaspération. Pierre Champoux est accusé d'avoir agressé sexuellement un adolescent de 1984 à 1987, un autre de 1991 à 1993. L'homme de 74 ans aurait fait une troisième victime de 1997 à 2000.

Le procès qui se déroule actuellement concerne les plaintes des deux premières victimes. La plus récente fera l'objet d'un autre procès.

Interrogé par son avocat, l'abbé Champoux n'a cessé de vanter son dévouement pour les jeunes défavorisés et son « grand cœur ». « Je l'ai beaucoup aimé. Je l'ai beaucoup aidé. Il en est conscient », a-t-il dit à propos du premier plaignant, qu'il a hébergé dans les années 80.

L'abbé Champoux a passé l'essentiel de sa vie ecclésiastique comme aumônier dans des écoles secondaires de Laval et, l'été, comme conseiller spirituel auprès des cadets de l'armée. Il a aussi été directeur général du camp de vacances Les Grèves, à Contrecoeur.



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

L'abbé Pierre Champoux a notamment été Grand Frère dans l'organisation du même nom. « Je voulais exercer ma paternité d'une autre manière », a-t-il affirmé hier, à son procès.

L'abbé Champoux a également été Grand Frère dans l'organisation du même nom. « Je voulais exercer ma paternité d'une autre manière », a-t-il expliqué hier. C'est par

l'entremise de cet organisme qu'il a connu le premier adolescent. Il a rencontré le second alors qu'il était aumônier à l'école secondaire Marcel-Vaillancourt.

Il aurait commis les agressions, nombreuses au fil des ans, chez lui à Laval ainsi que lors de voyages qu'il offrait à ses « protégés » durant l'été. Les deux garçons ne se

connaissaient pas. La seconde victime serait entrée dans la vie du prêtre alors que la première en était déjà sortie.

Familles défavorisées

Les deux adolescents venaient de familles défavorisées. Leur père était quasi absent de leur vie. Ils étaient en quête spirituelle, à la recherche d'un modèle. Le curé est même devenu le parrain de l'un d'eux. Il les a invités en Gaspésie, à Québec, à Toronto ainsi qu'à Wildwood et à Walt Disney World aux États-Unis, notamment.

« Il n'y a jamais eu d'activités d'ordre sexuel, d'aucune manière, nulle part », a martelé l'aumônier retraité d'un ton ferme, hier.

Plus tôt au procès, les victimes et leurs mères, qui ont témoigné tour à tour, ont raconté une tout autre histoire. Les deux mères ont eu l'impression que l'abbé Champoux avait « acheté » leur fils à coups de cadeaux et de voyages qu'elles ne pouvaient pas elles-mêmes leur payer. Selon elles, le prêtre les a manipulés jusqu'à réussir à les couper de leur famille.

Dès le début des années 90, l'un des jeunes hommes a porté plainte aux autorités ecclésiastiques et à l'Association des Grands Frères et des Grandes Sœurs de Montréal, mais il ne se sentait pas prêt, à l'époque, à porter plainte à la police, a-t-il raconté. Âgé de 41 ans aujourd'hui, il a dû suivre une longue thérapie.

Les accusations criminelles ont été portées en 2007 à la suite de la plainte du second jeune homme, âgé de 33 ans aujourd'hui. Au cours de leur enquête, les policiers de Laval ont découvert l'existence de celui qui avait dénoncé la situation aux Grands Frères dès le début des années 90.

Le procès se poursuivra le 2 novembre. La poursuite est représentée par M^e Isabelle Briand, alors que l'accusé est défendu par M^{rs} Jean Dury et Yves Duceppe. L'abbé Champoux est en liberté durant le processus judiciaire.

Offrez-vous du choix

Utilisez les services d'un courtier hypothécaire agréé
Je négocie gratuitement pour vous parmi les institutions financières.

HYPOTHÈQUE résidentielle **2,35%** TAUX VARIABLE **3,29%** FIXE 5 ANS
ALEXANDRE OUELLET
Courtier hypothécaire agréé
514 879.8707

Besoin d'un emprunt hypothécaire?

VOUS ÊTES RETRAITÉ?

Informez-vous sur nos marges de crédit hypothécaire.
Refinancez votre maison et :
- augmentez votre revenu;
- ne faites aucun versement;
- ne payez que l'intérêt;
- profitez de votre retraite.

Travailleurs AUTONOMES:

enfin une solution pour votre hypothèque

Un financement exclusif aux travailleurs autonomes.

- Vous êtes INC. ou ENR. depuis 2 ans
- Aucun document exigé
- Refinancez et diminuez vos paiements
- Bienvenue aux clients de GVAC, Exceed, Wells Fargo

* Hypothèque résidentielle - débours 30 jours - sujets à changement sans préavis. Voir conditions.

3080, BOUL. LE CARREFOUR, BUREAU 100b, LAVAL

514 879-8707 / www.alexandreouellet.com

REFINANCEMENT

Votre hypothèque... vous hypothèque?

À quel taux d'intérêt votre hypothèque actuelle est-elle? Tanné de payer que de l'intérêt à vos créanciers?

Votre hypothèque ressemble à celle-ci?

HYPOTHÈQUE	TAUX D'INTÉRÊT	MENSUALITÉ	INTÉRÊT PAYÉ	CAPITAL REMBOURSÉ
158 000 \$	5,8%	872,55\$	754,66\$	117,95\$

LA SOLUTION... DIMINUEZ VOS PAIEMENTS!

HYPOTHÈQUE	TAUX D'INTÉRÊT	MENSUALITÉ	INTÉRÊT PAYÉ	CAPITAL REMBOURSÉ
158 000 \$	2,25%	543,03\$	294,87\$	248,16\$

Vos dettes vous ÉTOUFFENT?

MARGE DE CRÉDIT	SOLDE	TAUX	PAIEMENT
Marge de crédit	17 000 \$	18%	499,37\$
Prêt personnel	20 000 \$	12%	526,68\$
Prêt auto	11 000 \$	8%	268,54\$
Carte de crédit	12 000 \$	12%	316,01\$
Hypothèque actuelle	152 000 \$	6,2%	990,95\$
Emprunt total:	212 000 \$		
Total paiements:			2 601,25\$

LA SOLUTION: CONSOLIDER!

Emprunt total de 212 000 \$ à 2,20% = un paiement total de 723,12\$/mois.
Une économie mensuelle de 1 878,13\$

Le tueur en série Clifford Olson n'est plus

ÉMILIE BILODEAU

Le tueur en série Clifford Olson, meurtrier de 11 adolescents dans les années 80, est mort hier au pénitencier Archambault, à Sainte-Annes-Plaines, au Québec, à la suite d'une longue maladie.

« Au moment du décès, il recevait des traitements médicaux au centre médical de l'établissement », a confirmé le porte-parole des Services correctionnels du Canada, Serge Abergel. Selon plusieurs sources, il souffrait d'un cancer.

Pour attirer ses victimes, Clifford Olson leur faisait miroiter un emploi. Après les avoir forcées à consommer de l'alcool et des drogues, il torturait ses proies, les agressait sexuellement, les tuait et abandonnait leur corps.

Clifford Olson a finalement été arrêté le 12 août 1981. En 1982, contre une somme

d'argent, il a reconnu avoir tué 11 adolescents de novembre 1980 à juillet 1981. Il a également révélé où se trouvaient les cadavres de ses victimes, âgées de 10 à 18 ans.

Il a versé les 100 000 \$ qu'il a obtenus en échange de ses aveux à sa femme et à son enfant. Ce pacte entre la police et le criminel avait suscité la colère des familles des victimes et de la population.

Par ailleurs, le prisonnier Michel Verreault est également mort, hier, à l'hôpital de l'Établissement Archambault. Âgé de 63 ans, il est décédé de causes naturelles, selon les Services correctionnels du Canada.

M. Verreault purgeait depuis le 21 juin 2001 une peine d'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au premier degré, incendie criminel, vol par effraction. Lisez le texte complet sur cyberpresse.ca/olson.

JULIE SURPRENANT: FIN DES RECHERCHES

La Sûreté du Québec a décidé de mettre un terme aux fouilles qui se déroulaient depuis deux jours dans la rivière des Mille Îles, à Terrebonne, dans le but de retrouver les restes de Julie Surprenant, une adolescente disparue il y a 12 ans. Les enquêteurs ont été mis sur cette piste en janvier dernier, lorsqu'une infirmière de la Cité-de-la-Santé, à Laval, a révélé qu'elle avait reçu les confidences d'un ancien voisin de la disparue, Richard Bouillon. Peu avant sa mort, en 2006, ce dernier aurait avoué avoir enlevé l'adolescente de 16 ans et jeté son cadavre dans la rivière. Michel Surprenant, le père de la disparue, déplore que cette information ait été cachée si longtemps. Il estime que, dans les dédales de l'enquête, les délais causés par la dissimulation de cette piste représentent une perte de cinq années d'investigations. Il soutient que les chances de trouver quelque chose dans le lit de la rivière auraient peut-être été plus grandes si les fouilles s'étaient amorcées plus tôt. — La Presse Canadienne

PAS D'AGENT, PLUS D'ARGENT.

ÉPARGNEZ DES MILLIERS DE DOLLARS EN COMMISSION AVEC NOTRE ÉQUIPE DÉVOUÉE À VOTRE SERVICE.

Forfait à partir de **699,95\$**

duproprio.com | 1-866-387-7677

- ▶ Matériel de vente professionnel
- ▶ Assistance juridique
- ▶ Assistance à l'évaluation
- ▶ Outils de vente performants
- ▶ Site web comptant plus de 3 millions de visites par mois

duProprio

AVEC VOUS, SANS COMMISSION

Propos crus envers un collègue M^e Goldwater devant le Barreau

CHRISTIANE DESJARDINS

Anne-France Goldwater, la fouguese avocate de Lola et juge vedette de l'émission *L'arbitre*, sur la chaîne V, pourrait se faire laver la bouche avec du savon par le Barreau en raison des propos crus qu'elle a tenus envers un collègue.

L'avocate spécialisée en litige familial doit comparaître devant le Barreau le 28 novembre. On lui reproche un manque de courtoisie et des propos dérogoires.

L'incident est survenu le 21 juin 2010 dans le cadre d'un litige de divorce, dans une salle d'audience de la Cour supérieure, à Montréal. Le juge n'était pas encore entré, les clients n'étaient pas là, mais la greffière et des avocats y étaient. Furieuse que l'avocat de la partie adverse veuille produire certains documents, M^e Goldwater, dont la langue maternelle est l'anglais, aurait dit à son collègue de « manger la marde ». Elle aurait répété son invitation en plusieurs langues, dont l'espagnol et l'allemand.

Furieuse que l'avocat de la partie adverse veuille produire certains documents, M^e Goldwater aurait dit à son collègue de « manger la marde ».

L'avocat visé, M^e Justin Roberge, a porté plainte au Barreau en août. Prévenue, M^e Goldwater a écrit une lettre au Barreau pour s'excuser de son comportement et dire qu'elle était prête à présenter ses excuses à M^e Roberge et à tous ceux qui se trouvaient dans la salle. Mais cela ne semble pas avoir satisfait le Barreau, puisque la plainte a continué de cheminer.

Jointe en fin de journée, hier, M^e Goldwater reconnaît qu'un incident est survenu lors d'un échange avec M^e Roberge. Elle dit regretter ses propos, qu'elle attribue à son impulsivité. Un excès de langage survenu dans le feu de l'action, dit-elle. « Il s'en prenait à ma cliente », a-t-elle dit, avant d'ajouter qu'elle n'aurait pas dû s'empourner ainsi. « On est tenus à des standards. »

Reconnue pour son fort tempérament, son franc-parler et ses luttes acharnées, M^e Goldwater, qui pratique le droit depuis 30 ans, admet qu'elle a déjà été interpellée auparavant par le Barreau. On lui a recommandé d'être plus polie, plus réservée. Mais c'est la première fois qu'elle se retrouve devant le Conseil de discipline, assure celle qui sera défendue par M^e Julius Grey.

Yves Thériault, producteur associé de l'émission *L'arbitre*, est déçu que M^e Goldwater se retrouve dans cette situation, même s'il considère que « des écarts de langage, ça peut arriver à tout le monde ».

« On est conscient que c'est une personne volubile, colorée. On souhaite qu'elle se comporte d'une façon qui cadre avec la fonction qu'elle occupe actuellement. On ne veut pas qu'elle devienne le Doc Mailloux de la profession juridique. C'est une femme intelligente et drôle. Elle n'a pas besoin de dire des choses comme ça », a-t-il dit.



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

M^e Anne-France Goldwater, photographiée dans son bureau, est la fouguese avocate de Lola et juge vedette de l'émission *L'arbitre*, sur la chaîne V.

Matelas BONHEUR

Depuis 1986

TRIPLE CHOISIE

Avec l'achat de tout matelas

Sealy Posturepedic
LE PLUS HAUT GAMME
1020 ressorts ensachés
Europlateau coussin
Ferme Luxueux
PRIX RÉG. 1749\$
1149\$ mat. grand
RABAIS DE 600\$
Autres grandeurs disponibles

obtenez
Sommier GRATUIT
ou
2 Oreillers en latex**
(valeur de 200\$)
GRATUITS
ou
Couette en microfibre
(valeur de 200\$)
GRATUITE

Avantages Pro-Back
Nous croyons qu'un lit doit être conçu de manière ergonomique afin de soutenir adéquatement vos formes naturelles pendant tout la nuit.

PLUS FINANCEMENT GRATUIT DE 25 MOIS*

Lits Ajustables™
par Leggett & Platt™

PRO-MOTION

- Moteur "Whisper Quiet" HD
- Capacité de levage de 450 lb
- Télécommande à fil

999\$ Simple-XL
Autres grandeurs disponibles
Matelas disponibles

1499\$ Simple-XL
Autres grandeurs disponibles
Matelas disponibles

S-CAPE

- Moteur "Powerlift"
- Capacité de levage de 600 lbs
- Télécommande sans fil
- Massage corporel
- Ingénierie Wallhugger®

Le bon matelas au bon prix!

Matelas BONHEUR

Depuis 1986

MEUBLES QUALITÉ CANADA™

Une entreprise familiale

17 MAGASINS

**2 oreillers gratuits avec format double, grand et très grand. 1 oreiller gratuit avec format simple. *Nous allons battre le prix sur toutes les grandes marques de matelas. Ceci s'applique sur les matelas équivalents ou comparables avant livraison. Ceci exclus les commandes spéciales, échanges, modèles de plancher, garanties, modèles discontinués et modèles uniques. Publicité récente ou facture du compétiteur requise. Voir détails en magasin. Sur modèles sélectionnés. Quantités limitées. Sélection peut varier par magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Livraison et ramassage gratuit pour achats de 299\$ et plus. Valide jusqu'au 16 octobre 2011.

AHUNTSIC 514-388-9077 1448, rue Fleury E.	BLAINVILLE 450-437-7366 757, boul. Curé-Labelle	BROSSARD 450-923-5571 8050, boul. Taschereau O.	CHÂTEAUGUAY 450-691-4240 152, boul. St.-Jean-Baptiste	LAVAL 450-687-7880 1860, boul. Le Corbusier	MONTRÉAL 514-278-4527 5164, av. du Parc	MONTRÉAL 514-277-6229 5800, rue St-Hubert	N.D.G. 514-369-1860 5201, rue Sherbrooke O.	OUEST DE L'ÎLE 514-620-7155 15634, boul. Gouin O.	REPENTIGNY 450-654-5337 85, boul. Brien	ST. CONSTANT 450-633-1555 380, route 132	ST. EUSTACHE 450-623-5146 117, boul. Arthur Sauvé	ST. JÉRÔME 450-431-7366 30, rue Bélanger	ST. LÉONARD 514-251-5300 5836, boul. Métropolitain E.	TERREBONNE 450-471-5400 1313, montée Masson	VAUDREUIL 450-510-1008 980, av. Saint-Charles
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	--	---	--	---	---	---

CENTRES DE LIQUIDATION: BROSSARD: 8050, boul. Taschereau O. 450-923-5571 OUEST DE L'ÎLE: 15634, boul. Gouin O. 514-620-7155 ST. JÉRÔME: 30, rue Bélanger 450-431-7366 ST-LÉONARD: 5836, boul. Métropolitain E. 514-251-5300 TERREBONNE: 1313, montée Masson 450-471-5400

www.matelasbonheur.ca UN SEUL NUMÉRO À COMPOSER POUR LE MAGASIN LE PLUS PRÈS DE CHEZ VOUS 1-877-266-4387

J'ai tout pour réussir au secondaire!

PORTES OUVERTES ET INSCRIPTION

Écoles secondaires | Du 17 au 28 octobre 2011

Date et horaire de chaque école : cscdm.qc.ca/portesuvertes ILS IRONT LOIN

Commission scolaire de Montréal

ACTUALITÉS

ARCTIQUE

Les plateformes glaciaires fondent à vue d'œil

CHARLES CÔTÉ

Des plateformes glaciaires vieilles de plusieurs milliers d'années ont fondu de moitié en six ans dans l'Arctique canadien, selon les observations des scientifiques, qui voient là un signe du réchauffement climatique planétaire.

Ces plateformes glaciaires

se sont formées le long de la côte avec l'accumulation de neige et de glace de mer année après année, pour atteindre jusqu'à 100 m d'épaisseur.

Elles sont là depuis des millénaires, contrairement à la banquise, dont l'âge ne dépasse pas quelques années. Cette année, la banquise qui flotte sur l'océan Arctique a fondu

plus que durant toute autre année récente, sauf 2007. Les deux phénomènes sont liés. En fondant, la banquise crée de l'eau libre qui permet aux plateformes de se détacher.

Les plus grandes plateformes se trouvent au nord de l'île d'Ellesmere, la plus nordique de l'archipel arctique. Mais elles sont en voie de

disparition. Seulement cet été, la plus grande partie de la plateforme Serson s'est détachée, et la plateforme de Ward s'est séparée en deux. C'est 3 milliards de tonnes de glace qui a fondu, soit l'équivalent de 500 fois la grande pyramide de Gizeh, notent les chercheurs.

Les observations de fonte remontent à 2002, quand un lac glaciaire s'est vidé, mais tout s'est accéléré à compter de 2005, quand la plateforme d'Ayles s'est détachée. Vieille de 3000 ans, d'une superficie de 66 km² et d'une épaisseur de plus de 30 m, la plateforme Ayles s'est mise à dériver dans l'Arctique le 13 août 2005, avec un fracas qui a déclenché les sismographes. Puis, de nouveaux fragments se sont détachés de plusieurs plateformes en 2007 et 2008.

« En 2002 et en 2005, on

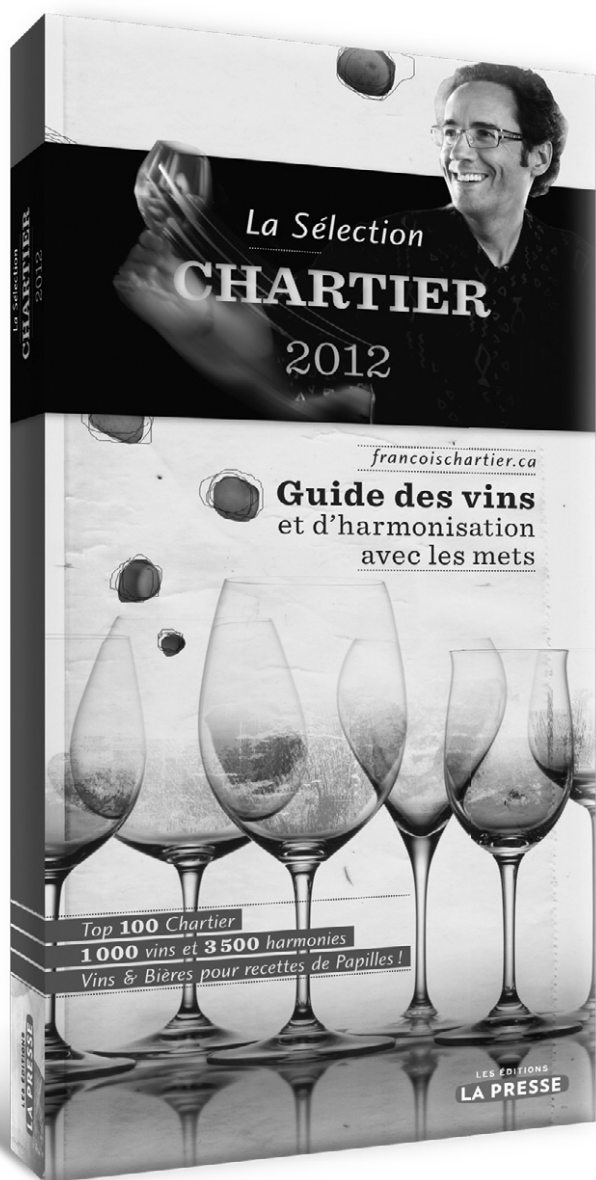
disait qu'on ne pouvait pas lier un événement isolé aux changements climatiques, mais maintenant, on commence à voir une tendance », dit Derek Mueller, de la faculté de géographie de l'Université Carleton.

« C'est une région du monde qui se réchauffe plus vite que la moyenne, dit-il. C'est clair qu'il faut un climat frais pour faire grossir une plateforme glaciaire. Et c'est clair aussi que ces plateformes qui sont là depuis des milliers d'années peuvent disparaître très rapidement. »

« Les plateformes se sont formées et ont duré dans un climat qui est différent de celui que nous avons maintenant, dit M. Mueller. Leur disparition implique que l'Arctique se dirige vers des conditions sans précédent depuis des milliers d'années. »

LE Grand rendez-vous annuel de la sommellerie au Québec!

avec François Chartier



« François Chartier a dépassé le simple instinct des harmonies mets et vins. Ses recherches rigoureuses lui ont procuré les clés pour réaliser des harmonies toujours réussies. »

Harvey Steiman, Wine Spectator



En vente en librairie ou sur librairie.cyberpresse.ca

LES ÉDITIONS LA PRESSE



PHOTO JONATHAN HAYWARD, LA PRESSE CANADIENNE

Cette année, la banquise qui flotte sur l'océan Arctique a fondu plus que durant toute autre année récente, sauf 2007.

Le bus du futur à Montréal

MATHIEU PERREAU

Le bus du futur aura cinq portes en version accordéon, au lieu de trois, pour un meilleur écoulement des passagers. Il aura toujours la priorité aux intersections et le temps d'attente jusqu'au passage du prochain bus sera indiqué aux arrêts.

C'est le constat que présentera cette semaine la directrice de l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux, Nadine Mordant, lors d'un colloque sur les transports en commun aux Entretiens Jacques-Cartier, à Montréal. Cette réunion scientifique, qui se tient en alternance à Lyon, en France, et Montréal, attire cette année 775 conférenciers et 2500 participants d'une trentaine de pays.

« Le bus représente 60 % des déplacements en transport public, explique M^{me} Mordant. Il intéresse de plus en plus parce qu'il est beaucoup moins cher et plus flexible. Mais il n'est pas perçu comme suffisamment attirant par les usagers, par rapport au métro et au tramway. À tort. Il nous faut renforcer cette attractivité. »

M^{me} Mordant fait partie d'un projet européen regroupant plusieurs pays et entreprises qui met au point le « système de bus du futur ». « On veut réfléchir aux arrêts, à l'aménagement urbain, pas seulement aux autobus. Le bus doit être plus confortable, l'ergonomie de l'habitacle du chauffeur doit être améliorée, il doit y avoir une meilleure gestion des flux de passagers. Il y a des essais dans sept villes. »

Par exemple, à Budapest, le fabricant d'autobus munichois MAN teste un autobus accordéon comportant cinq portes simples au lieu d'une porte simple et de deux portes doubles, comme c'est le cas à Montréal. « On pense que les passagers descendront et monteront plus facilement, dit M^{me} Mordant. Ailleurs, on teste la possibilité que le chauffeur puisse surveiller la densité de passagers dans son autobus, pour prendre de meilleures décisions sur les arrêts nécessaires. »

Pour réduire les coûts de l'entretien, d'autres projets explorent le télédiagnostic et l'entretien préventif, ainsi que la possibilité que le siège du chauffeur soit déplacé au centre de l'autobus, pour améliorer sa visibilité.



Votre fille est

vive

dynamique

curieuse

passionnée

déterminée...

prête pour Villa Maria.

Portes ouvertes – secteur anglais
1^{er} octobre, de 13 h à 17 h

Examens d'admission – secteur français
1^{er} secondaire : 16 et 23 octobre - 2^e à 5^e secondaire : 16 octobre

Examens d'admission – secteur anglais
1^{er} secondaire : 15 et 22 octobre - 2^e à 5^e secondaire : 15 octobre

Villa Maria, c'est :

- 1 300 élèves de niveau secondaire réparties en deux secteurs, l'un français, l'autre anglais
- Une équipe d'éducateurs dédiés à la réussite de chacune
- Un milieu de vie chaleureux, bilingue et multiethnique
- Un nouveau pavillon consacré aux arts, aux sciences et au multimédia
- Des défis, des voyages et de nombreuses activités culturelles et sportives
- Un campus d'une beauté incomparable

VILLA MARIA
COLLÈGE PRIVÉ POUR FILLES DEPUIS 1854

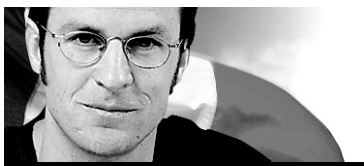
4245, boul. Décarie, Montréal - 514 484-4950

www.villamaria.qc.ca

Les morts du Mediator

Scandale en France autour d'un médicament controversé interdit après 35 ans

Mediator. Ce médicament controversé est à la source, en France, d'un scandale retentissant qu'on compare déjà à celui du sang contaminé. Les autorités françaises ont tardé à le retirer du marché. Des centaines de patients seraient morts en raison des ratés du système national de surveillance des médicaments et de ses liens trop étroits avec l'industrie. Notre correspondant, Marc Thibodeau, fait le point.



MARC THIBODEAU
PARIS

À l'approche de la cinquantaine, la femme de José Duquenois n'est plus que l'ombre d'elle-même, gravement affectée par une maladie, l'hypertension artérielle pulmonaire (HTAP), qui menace de l'emporter.

« Il faut que je l'habille, que je l'aide à aller aux toilettes. Et maintenant, quand on sort, il faut le fauteuil roulant... Quand elle essaie de s'habiller elle-même, elle est couverte de sueur. Ce n'est pas évident de se retrouver comme ça à son âge », relate ce résident de Calais, dans le nord de la France.

Pendant longtemps, le couple ne savait pas trop qui blâmer pour la situation, jusqu'à ce qu'éclate le scandale du Mediator, produit que M^{me} Duquenois a utilisé pendant près de six ans.

« Un expert venu de Lille



La pneumologue Irène Frachon a joué un rôle-clé dans l'éclatement du scandale du Mediator. Elle est parfois présentée par les médias du pays comme la « Erin Brockovich française ».

PHOTO FRED TANNEAU, AFP

nous a confirmé que le Mediator était en cause », relate M. Duquenois, qui a créé en début d'année une association d'aide aux victimes qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

« Tous les jours, on reçoit de nouveaux appels. On a officiellement plus de 600 dossiers et 150 autres sont en attente d'informations », souligne M. Duquenois, qui espère connaître un jour la « vérité » sur le produit et les causes de son utilisation prolongée en France.

Bien qu'il était destiné officiellement aux patients diabétiques en surpoids, il a longtemps servi de coupe-faim à des personnes souhaitant simplement perdre du poids. Des millions de personnes l'ont utilisé depuis son introduction en 1976 jusqu'à son retrait en 2009, à la suite d'études démontrant qu'il peut causer des problèmes cardiaques ainsi que l'HTAP.

Plusieurs associations de victimes présumées du

Mediator, comme celle de M. Duquenois, se sont formées dans tout le pays depuis que le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a lancé publiquement l'alarme à la fin de 2010 contre ce produit des Laboratoires Servier, géant pharmaceutique français.

Engouffré dans la controverse dès son arrivée en poste, le ministre a invité publiquement tous les patients qui ont été traités avec le produit à s'adresser à leur médecin pour recevoir un suivi approprié et détecter d'éventuelles lésions.

Il a parallèlement entrepris de revoir en profondeur les mécanismes existants en matière d'approbation et de surveillance de médicaments avec un projet de loi débattu cette semaine à l'Assemblée nationale.

L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS), écorchée par le scandale, a annoncé la mise sous surveillance d'une liste importante de médicaments et a mis à l'écart plusieurs produits

jugés trop dangereux ou trop peu efficaces.

« Erin Brockovich française »

Pour répondre aux plaintes des groupes de victimes, les autorités judiciaires ont lancé une enquête qui a abouti récemment à la mise en examen de l'entreprise et de son fondateur, Jacques Servier, pour « tromperie sur la qualité substantielle avec mise en danger pour l'homme ».

Ce zèle tous azimuts contraste fortement avec l'attitude tolérante affichée pendant des années par les autorités sanitaires envers le Mediator, relève Irène Frachon.

Cette pneumologue de 48 ans, qui pratique à Brest, en Bretagne, est parfois présentée par les médias du pays comme la « Erin Brockovich française » en référence à cette militante écologiste californienne qui avait réussi à faire éclater une affaire d'eau contaminée.

Elle a joué un rôle-clé en démontrant que le Mediator pouvait avoir les mêmes effets secondaires dramatiques qu'un autre médicament des Laboratoires Servier, l'Isoméride, interdit dans le pays dans les années 90.

L'impulsion lui est venue au milieu des années 2000 à la lecture d'un article de la revue *Prescrire*, chapeauté par une association à but non lucratif. Ses rédacteurs appelaient au retrait du produit en raison de ses liens étroits avec l'Isoméride, qui a été commercialisé quelques années aux États-Unis et au Canada sous le nom de Redux, générant un immense scandale.

M^{me} Frachon a dû éplucher les banques de données et solliciter l'aide de plusieurs collègues dans tout le pays pour étayer ses soupçons et en arriver à produire des publications scientifiques concluantes.

Malgré l'accumulation de preuves, il lui faudra près d'une demi-douzaine de rencontres à l'AFSSAPS pour enfin obtenir l'interdiction du produit, défendu bec et ongle par les représentants de Servier.

L'entreprise, relate-t-elle, a tenté de peser par tous les moyens possibles sur le processus décisionnel, ce qui a mis en relief l'importance de ses relais au sein de l'agence chargée de l'évaluation des médicaments.

Sentiment d'impunité

Ce n'est qu'avec la publication par les médias à l'automne 2010 d'une étude de la Caisse nationale d'assurance-maladie évoquant le fait que le produit aurait causé des centaines de morts et des milliers d'hospitalisations que l'affaire a véritablement éclaté au grand jour.

« Ça fait 40 ans que ça dure. Jacques Servier lui-même a écrit qu'il a constamment intrigué, c'est son mot, pour faire la promotion de ses produits », souligne la pneumologue, qui ne s'étonne pas outre mesure de l'attitude de l'entreprise depuis l'éclatement du scandale.

Le fondateur des Laboratoires Servier, décoré de la Légion d'honneur par le président français Nicolas Sarkozy il y a quelques années, a déclaré initialement que la controverse pouvait être une manipulation visant à embarrasser le chef de l'État. Il nie les effets dramatiques imputés au Mediator.

« Ils font un bras d'honneur au Sénat, à l'Assemblée nationale, aux ministres, aux journalistes. C'est absolument incroyable. Et ça démontre l'ampleur du sentiment d'impunité qui les habite », note M^{me} Frachon, qui serait ravie de voir Jacques Servier purger une peine de prison pour ses actes de « pharmacodélinquance ».

« Honnêtement, c'est tout ce qu'il mérite », dit-elle.

Les **GRANDS** [CONSTRUCTEURS]

REPORTAGE PUBLICITAIRE

CAHIER SPÉCIAL
POUR FAIRE UN CHOIX ÉCLAIRÉ DANS
L'ACQUISITION D'UNE PROPRIÉTÉ

à lire le mercredi
5 octobre dans
La Presse

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-09-30

lotto **MAX** 05 06 07 12 14 18 25 COMPL. (C) 38

LOTO **Poker** 2 4 6 7 A

La **Mini** 867356 | **Quotidienne** 3 472 4 1431

banco | **Triplex**

04 17 21 29 30 31 34 35 36 38 06 20
39 43 45 49 52 61 62 63 66 68 21 25 33

Astro Jour - Mois - Année - Signe | **Extra**

24 AVRIL 88 GÉMEAUX | 1240524

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

DUPROPRIO EN TOURNÉE

DÉCOUVREZ L'IMMOBILIER SIMPLIFIÉ

Apprenez à vendre votre propriété sans commission!
Ces 60 minutes pourraient vous faire économiser des milliers de dollars!

PROCHAINS ARRÊTS

- Brossard le 11 octobre
- Chicoutimi le 25 octobre
- Laval le 27 octobre
- Sainte-Foy le 9 novembre

RÉSERVEZ VOTRE PLACE DÈS MAINTENANT
1 866 387-7677 ou duproprio.com/infosession

duProprio
AVEC VOUS,
SANS COMMISSION

100 000 propriétés vendues!



Une agence sous influence ?

MARC THIBODEAU

PARIS — L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), qui a produit au début de l'année un rapport étoffé sur le scandale du Mediator, souligne sans ambiguïté que le retrait du produit « aurait dû être décidé dès 1999 ».

Les Laboratoires Servier, relèvent les auteurs du rapport, ont réussi par leurs interventions « sans relâche » à « anesthésier » les acteurs chargés de veiller à la sécurité des médicaments, voire même « à les rouler dans la farine ».

Ni l'enregistrement d'un cas français problématique à la fin des années 90, ni l'annonce quelques années plus tard du retrait du produit en Italie et en Espagne n'ont réussi à convaincre la France d'interdire sa commercialisation avant 2009.

De manière générale, les autorités se sont comportées comme si le « principe de pré-

dont les médicaments sont évalués en France.

D'abord, dit-il, c'est la firme désireuse de commercialiser un produit qui se charge des études requises pour procéder à l'évaluation des risques, ce qui lui donne la possibilité « de présenter les données à sa façon ». « La recherche publique en matière d'évaluation de médicaments est devenue à peu près inexistante ».

Souvent, les experts recrutés par l'AFSSAPS pour statuer sur la commercialisation des médicaments ont des liens avec l'industrie pharmaceutique. Les conflits d'intérêts, qui devraient se traduire par leur retrait du processus décisionnel, ne sont pas toujours pris en compte.

L'agence elle-même, qui est largement financée par les redevances payées par les sociétés pharmaceutiques, ne dispose que de quelques experts maison rapidement surchargés de travail.

Ni l'enregistrement d'un cas français problématique à la fin des années 90, ni l'annonce quelques années plus tard du retrait du Mediator en Italie et en Espagne n'ont réussi à convaincre la France d'interdire sa commercialisation avant 2009.

caution» visait à défendre le droit des firmes pharmaceutiques à commercialiser leurs produits plutôt que le bien-être de la population, relève l'IGAS.

Conflits d'intérêts

Le rédacteur en chef de la revue *Prescrire*, Bruno Toussaint, qui a souvent critiqué le Mediator au fil des ans, estime que l'affaire met en relief plusieurs problèmes structurels importants dans la manière

La pneumologue Irène Frachon, qui a joué un rôle-clé dans l'éclatement du scandale, pense que l'absence de financement public en matière d'évaluation de médicaments et la place conséquente laissée aux firmes pharmaceutiques ont joué un rôle déterminant dans l'affaire.

« Il faut que disparaissent cette idée voulant que le libéralisme débridé soit capable de s'autoréguler. C'est une catastrophe », souligne-t-elle.



PHOTO ÉRIC FEFERBERG, REUTERS

Nicolas Sarkozy, au cours d'une cérémonie de remise de médailles, hier à l'Élysée.

SARKOZY

« Un parfum de fin de règne »

D'APRÈS L'AFP

PARIS — À l'approche de la présidentielle française, Nicolas Sarkozy traverse une passe calamiteuse, la pire de son mandat, marquée par les revers électoraux, les sondages défaitistes et les affaires judiciaires qui font tomber ses proches les uns après les autres.

Dans un rare tir groupé, les hebdomadaires français décrivent cette fin de semaine l'ambiance sinistre qui frappe sa majorité de droite : « Un parfum de fin de règne » pour *Le Point* (centre droit) ou « Les coulisses d'une fin de règne » pour *Le Nouvel observateur* (centre gauche), tandis que

Marianne (centre gauche) voit Nicolas Sarkozy comme « le boulet » de son camp.

La droite au pouvoir depuis 2002, et sous la présidence de Nicolas Sarkozy depuis 2007, s'apprêtait de plus à vivre aujourd'hui un nouveau moment douloureux. Un socialiste, Jean-Pierre Bel, devrait s'emparer de la présidence du Sénat, conséquence de l'humiliation subie par la majorité aux élections sénatoriales de dimanche dernier. Le Sénat était depuis 1958 une chasse gardée de la droite, protégée par un mode de scrutin et un découpage électoral sur mesure.

Face à ces échecs, l'unité de la majorité se craquelle, au

point que l'hypothèse d'une non-candidature de M. Sarkozy à l'élection présidentielle d'avril et mai prochains est évoquée par certains de ses membres.

Ça et là, en privé, des critiques s'élèvent contre un président plombé par une impopularité persistante, comme le montrent les sondages. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Laurent Wauquiez, un de ses proches, a dénoncé hier « le climat de défaitisme et de sinistrose » dans son camp.

Au palais de l'Élysée, on fait le dos rond face aux échecs et aux déboires qui s'accumulent. Plusieurs ministres se sont chargés de faire savoir que le président français est « zen ».



CKOI 96.9

Montréal



À GAGNER UN VOYAGE PAR JOUR

SOYEZ PARMIS LES 30 PERSONNES À PARTIR AVEC LAURENT PAQUIN À PUERTO PLATA POUR UN SHOW PRIVÉ!

DEBOUT, MONTRÉAL


Lundi au vendredi 5H30

Détails et inscriptions sur ckoi.com

Repérez les indices de 7h08 et de 16h08 ;

Le lendemain, écoutez à 7h08, pour gagner!





Une station  Diffusion

MONDE

INVESTITURE RÉPUBLICAINE

CONTRER LA « TYRANNIE » D'OBAMA

Barack Obama sera-t-il le président d'un seul mandat? Les républicains le souhaitent ardemment. Alors que la course à la direction de leur parti bat son plein, notre journaliste a assisté la semaine dernière à un rassemblement de militants à Orlando. Son constat: sous Obama, les républicains ont l'impression de vivre un cauchemar. Mauvais rêve dont ils veulent à tout prix sortir, dans 13 mois, à la prochaine élection présidentielle.



ALEXANDRE SIROIS
ENVOYÉ SPÉCIAL
FLORIDE

ORLANDO — Certains font connaître leur appartenance à un parti politique avec discrétion. D'autres, comme Deborah L. Besselievre, préfèrent en mettre plein la vue.

La poitrine de cette avenante Floridienne est couverte de macarons qui ne laissent planer aucun doute sur son allégeance. Par exemple:

«Fière d'être tout ce que les libéraux détestent.»

«Les vrais républicains n'augmentent pas les impôts.»

«Le problème, ce sont les dépenses, imbécile!»

M^{me} Besselievre, rencontrée à un important rassemblement républicain de trois jours à Orlando, en Floride, est membre du Tea Party. Dans un stand à l'extérieur des salles où se déroulent les conférences et les discours, elle fait la promotion de ce mouvement de contestation.

Les militants peuvent en profiter pour rapporter des souvenirs à leurs enfants, par exemple un cahier à colorier sur les valeurs du Tea Party. On y apprend – tout en s'amusant – les dangers d'impôts trop élevés et d'un système de santé universel.

«Quand le gouvernement devient aussi gros qu'il l'est actuellement, ça devient une tyrannie!» Le mot, dit-elle, est de l'homme d'affaires Herman Cain, l'un des deux candidats à la présidence favoris du Tea Party. L'autre, c'est Michele Bachman, parlementaire du Minnesota.

Cindy Youell se trouve au même stand d'information. Elle partage les mêmes craintes. Elle cite pour sa part Thomas Jefferson. «Quand le peuple craint le gouvernement, c'est la tyrannie. Quand le gouvernement craint le peuple, c'est la liberté.»

Le ton de ces Floridiennes est alarmiste. Depuis l'élection de Barack Obama à Washington, elles ne se sentent plus libres.

Dernière offense de la Maison-Blanche: avoir conclu une entente avec les restaurants Olive Garden et Red Lobster pour qu'ils réduisent la teneur en sel et en calories de leurs plats. «Pourquoi ne pourrions-nous pas choisir ce que nous voulons manger?», s'offusque M^{me} Besselievre.

★ SUS À LA RÉFORME DE LA SANTÉ!

Le centre des congrès d'Orlando est un immense bâtiment métallique entouré de palmiers. Côté nord se trouvent des étangs autour desquels se perchent quelques oiseaux exotiques. Plus paisible que ça... N'empêche, à l'intérieur, les républicains ne décolèrent pas. Le mot «tyrannie», par exemple, revient régulièrement. Quant au mot «socialiste», utilisé pour décrire Obama et son administration, il est sur toutes les lèvres.

«ObamaCare, c'est le premier acte de tyrannie depuis la révolution américaine», nous explique, le plus sérieusement du monde, William Temple. Car l'État «force les Américains à souscrire une assurance maladie».

Ce retraité originaire de la Géorgie est un drôle de moineau. Il est habillé comme au temps où les États-Unis étaient une colonie britannique. «Je suis déguisé en Button Gwinnett, dit-il. Le second signataire de la déclaration d'indépendance de notre pays.»

Et en digne membre du Tea Party, il se promène avec une théière à la ceinture. Les militants républicains l'arrêtent fréquemment pour se faire photographier avec lui.

Son accoutrement détonne, mais non ses idées, que partagent bon nombre de républicains interrogés à Orlando.

Ils estiment que l'interprétation que fait l'administration Obama de la Constitution américaine est erronée. Que le gouvernement fédéral empiète maintenant sur les droits des États et des citoyens américains. Ils se sentent assiégés. Et ils sont tout particulièrement allergiques à la réforme du système de santé, projet phare du président.

Récemment, l'animateur d'un débat télévisé a demandé à un candidat républicain, Ron Paul, ce qu'il ferait si un trentenaire avait besoin de soins intensifs pour survivre mais n'avait pas d'assurance. Devant la réponse évasive de ce candidat, il a posé la question qui tue: «Affirmez-vous que la société doit le laisser mourir?»

Les millions de téléspectateurs ont alors entendu quelques militants, dans la salle, lancer un «oui» retentissant.

★ UN PAYS DU TIERS MONDE?

Obama ne gagnera pas non plus de concours de popularité chez les républicains avec ses plus récentes initiatives, au contraire. Un plan d'investissement majeur pour relancer l'économie? Hérésie, estiment les militants. Augmenter les impôts des riches? Non-sens.

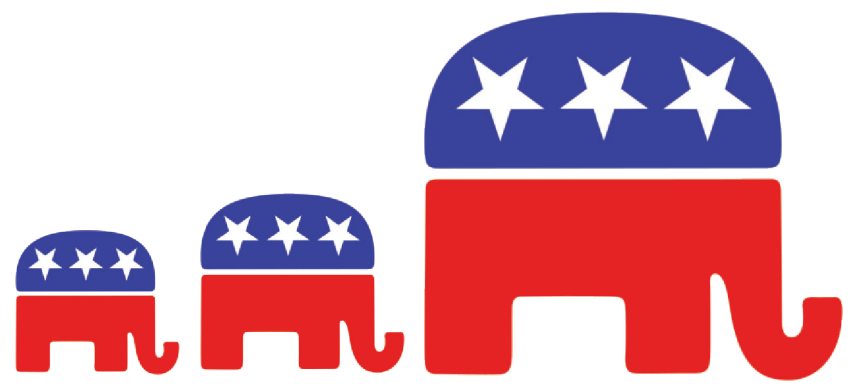
«Déjà, 2% des Américains les plus riches paient 40% des impôts», réplique Laurent Belanger, dentiste floridien fier de ses racines canadiennes-françaises.

Avec l'aisance d'un prestidigitateur, il tire de son portefeuille un billet du Zimbabwe. Sa valeur? «Hundred trillion dollars! Vous imaginez?», dit-il, afin de montrer ce qui peut arriver lorsqu'une crise économique est mal gérée.

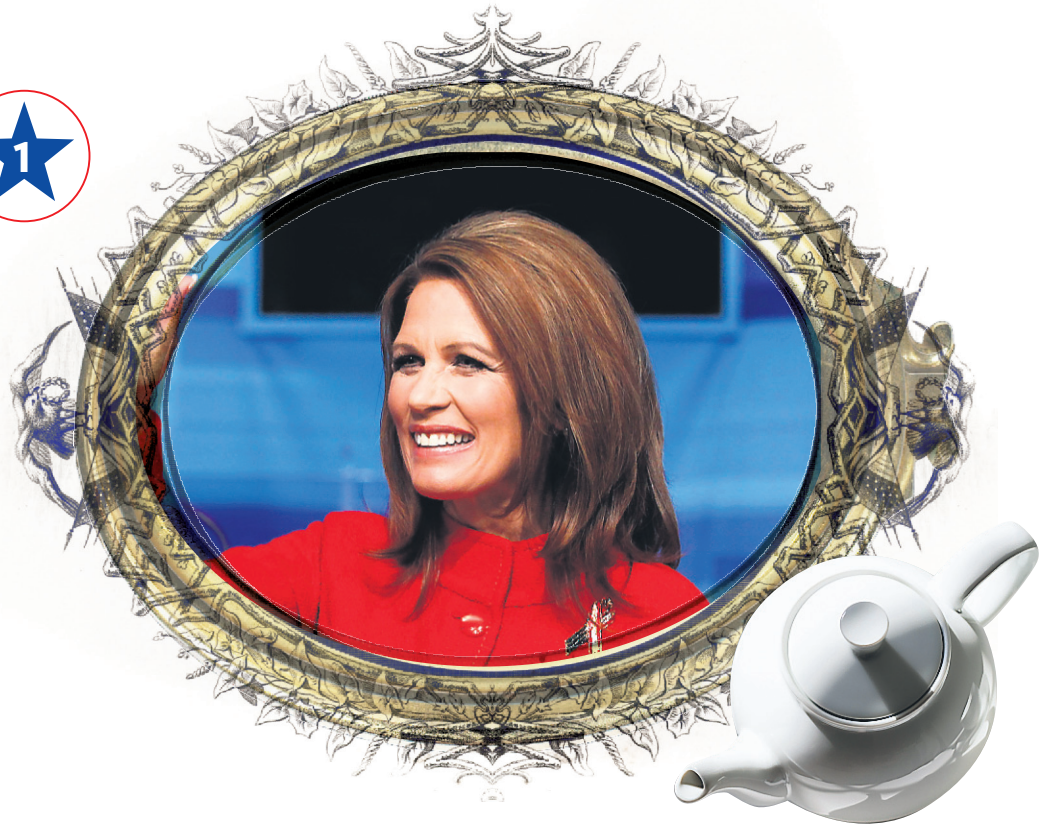
«On approche du point de bascule. C'est pour ça que cette élection est si importante», ajoute-t-il.

Beth Brown s'inquiète tout autant des dépenses de la Maison-Blanche: «Si on continue à imprimer de l'argent et à en verser encore plus aux gens, notre pays deviendra un pays du tiers monde.»

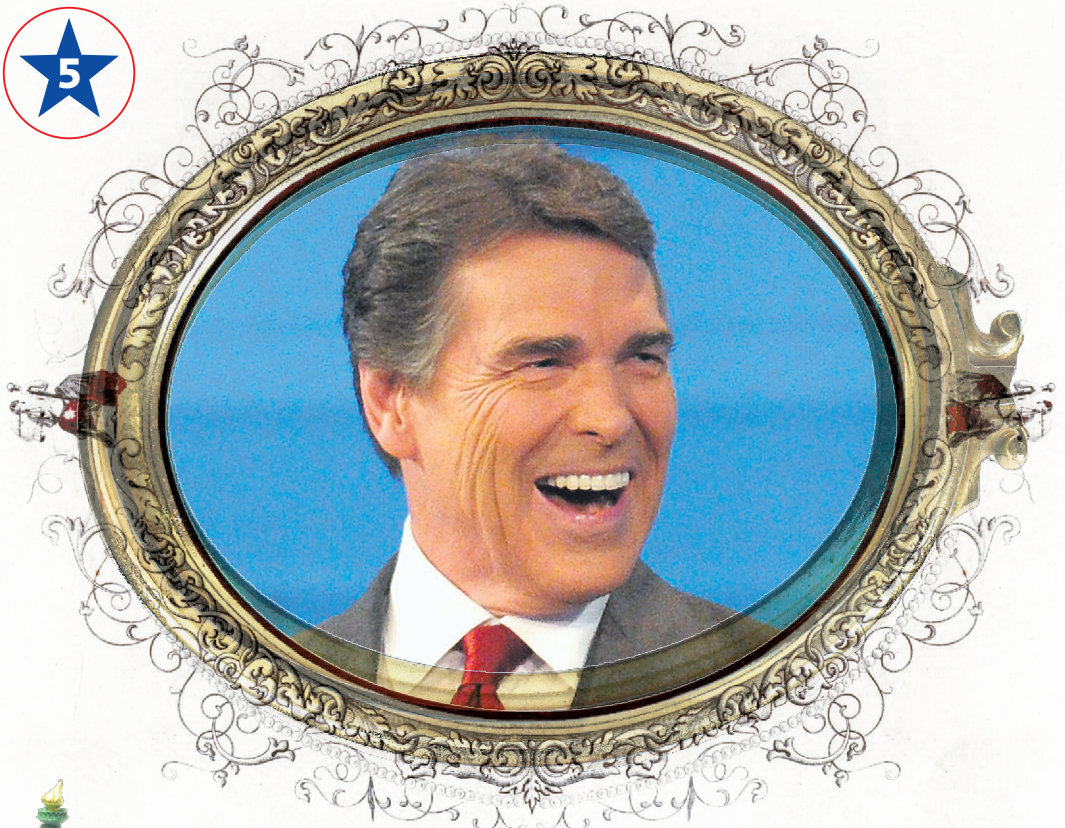
Elle espère qu'une majorité d'Américains s'en rendra compte à temps. Et qu'Obama sera le prochain à perdre son emploi. «Sinon, on subira ses initiatives et ses politiques pendant quatre ans de plus, prévient-elle. On aura alors touché un tel creux que ce sera très difficile de remonter la pente.»



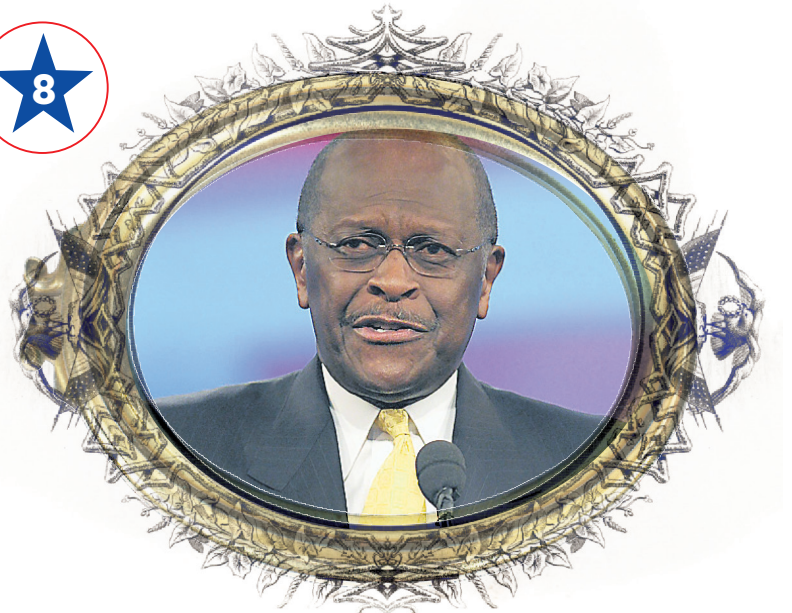
1



5



8



ORLANDO — En quelques heures, la semaine dernière, les principaux prétendants républicains à la Maison-Blanche et une poignée d'autres ténors conservateurs se sont succédé sur la scène, au centre des congrès d'Orlando, devant quelques milliers de militants. Notre journaliste y était. Voici ses impressions, sous forme de portrait de famille des républicains en vogue aux États-Unis à l'heure actuelle.

9h15

MICHELE BACHMANN

1 De tous les candidats républicains, Michele Bachmann, égérie du Tea Party, est la première à monter sur scène. Elle est coiffée et maquillée comme une vedette de Hollywood. Les participants à la conférence l'accueillent avec le genre d'ovation qu'on réserve à une star. La parlementaire du Minnesota leur dit ce qu'ils veulent entendre, avec fougue et passion. «Je n'ai pas de doute là-dessus: Barack Obama sera le président d'un seul mandat!» L'audience en redemande. Alberto Cardenas, lobbyiste républicain renommé, grimpe sur scène immédiatement après l'allocution. «C'était mieux qu'un café», lance-t-il avec un enthousiasme juvénile.

9h30

MITT ROMNEY

2 Des Américains reprochent à Barack Obama ses airs de professeur d'université. Si Mitt Romney devient président, ils trouveront le temps long. L'ancien gouverneur du Massachusetts a le ton professoral de l'actuel président, sans ses talents d'orateur. Tenez, ce matin, il se lance dans une comparaison de la façon dont le secteur privé et le secteur public analysent les données qu'ils recueillent... Cela dit, il est le seul candidat qui semble déjà prêt à devenir président.

PORTRAIT DE FAMILLE DES RÉPUBLICAINS



9h45
NEWT GINGRICH

3 Devenu célèbre dans les années 90 pour avoir aidé les républicains à reprendre le Congrès américain. À l'époque, il tenait tête à Bill Clinton. Aujourd'hui, il fait la manchette pour avoir traité Barack Obama de socialiste. Devant les spectateurs, il en remet. «Ce n'est pas une administration américaine. C'est une administration socialiste européenne.» Ce vieux routier est parfois efficace, mais il demeure trop peu charismatique pour être sélectionné.

10h15
WAYNE LAPIERRE

4 Que serait un congrès républicain sans un ténor de la National Rifle Association, l'important lobby des armes à feu? LaPierre est le principal porte-parole de l'organisation. Il se dit inquiet, mais il a surtout l'air en colère. Un peu plus et la fumée lui sortira par les oreilles. «Notre liberté est menacée comme jamais auparavant», rugit-il, agitant le spectre de la réélection de Barack Obama. «Quand la liberté est menacée, les propriétaires d'armes à feu vont de l'avant et font la différence!»

13h
RICK PERRY

5 On jurerait qu'il s'agit de George W. Bush. Il a la même dégaine de cowboy. Le même accent texan. Voici un autre gouverneur du Texas qui rêve de devenir président. Dans un débat, il a du mal à s'imposer. Mais seul devant un micro, il est d'une redoutable efficacité. Il en profite pour faire d'une pierre deux coups: critiquer la réforme du système de santé de Mitt Romney et celle d'Obama. Son étoile semble cependant avoir irrémédiablement pâli au cours des derniers jours.

13h30
RICK SANTORUM

6 Ancien sénateur de la Pennsylvanie, favori de la droite religieuse, Rick Santorum est fidèle à sa réputation. Il promet d'interdire l'avortement une fois pour toutes et pousse les hauts cris à l'idée de voir les mariages entre conjoints de même sexe devenir monnaie courante. Son discours plaît, mais peu de républicains estiment qu'il a l'étoffe d'un président. Il est tellement coincé que, à côté de lui, Stéphane Dion aurait l'air zen.

13h45
RON PAUL

7 Il a quelque chose de Woody Allen, ce Ron Paul. Sa voix parfois chevrotante, sa silhouette chétive, ses vestons trop grands... Ce parlementaire texan est d'ailleurs un politicien atypique. Ancien candidat du Parti libertarien, il défend les mêmes idées – souvent controversées – depuis plusieurs décennies (il pourfend la Réserve fédérale américaine, réclame la légalisation des drogues, etc.) sans jamais avoir mis d'eau dans son vin. D'où l'impossibilité de le voir accéder un jour à la présidence.

14h
HERMAN CAIN

8 «L'espoir et le changement n'ont pas fonctionné!» Herman Cain, c'est l'anti-Obama. Afro-Américain, il est un républicain pur et dur qui n'a jamais fait de politique. Mais il est aussi un excellent orateur, qui aurait certes pu faire carrière à la tête d'une de ces immenses églises du Sud.

14h15
JON HUNTSMAN

9 Étrange candidature que celle de cet ancien gouverneur de l'Utah, le plus modéré de tous les candidats. Il a le physique de l'emploi, mais pas la passion nécessaire à cette lutte acharnée pour devenir l'homme le plus puissant du monde. Il a quitté plus tôt que prévu son poste d'ambassadeur en Chine pour se lancer dans la course. On dirait presque qu'il le regrette.

15h
ANN COULTER

10 Chroniqueuse et essayiste conservatrice qui n'a pas peur de la controverse, Ann Coulter vilipende à longueur d'année les démocrates avec autant d'humour que d'agressivité. À Orlando, elle ne déçoit pas. «Je suis ici pour voir si les affaires vont toujours bien à Orlando, lance-t-elle, maintenant que Mickey Mouse vous a quittés et se retrouve à la Maison-Blanche!»

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

C'est réglé!



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

Les premiers ministres Stephen Harper et Jean Charest ont annoncé hier une entente sur l'harmonisation de la TVQ et de la TPS, entente en vertu de laquelle le gouvernement fédéral versera au Québec une compensation de 2,2 milliards.

L'important, c'est que les contentieux se règlent efficacement, à l'avantage des deux parties.

Il a fallu plusieurs mois de négociations pour arriver à cet accord. Autant du point de vue politique que technique, il y a avait plusieurs questions délicates à régler. En définitive, les deux gouvernements peuvent être satisfaits de l'accord conclu. Comme le souhaitait Ottawa, la TVQ est complètement harmonisée avec la TPS; en particulier, il n'y aura plus de «taxe sur la taxe». Comme le voulait le gouvernement Charest, c'est Québec qui continuera de percevoir les deux taxes et celles-ci continueront d'être distinctes. Les 2,2 milliards aideront la province à revenir à l'équilibre budgétaire en 2013-2014, tel que prévu dans le dernier budget.

Depuis des mois, les leaders indépendantistes faisaient de ce dossier l'un de leurs principaux chevaux de bataille. Pauline Marois et Gilles Duceppe voyaient dans le refus d'Ottawa de verser au Québec «son dû»

une illustration de «l'échec du fédéralisme». Voici le problème réglé. Concluront-ils que le fédéralisme fonctionne? Ce dossier sera-t-il au moins placé dans la colonne des actifs du régime canadien? Bien sûr que non. Il sera relégué aux oubliettes, comme l'ont été toutes les questions que les indépendantistes ont un jour jugées cruciales et qui ont été réglées à la satisfaction du Québec. Qu'il suffise de mentionner, entre autres, l'immigration, les bourses du millénaire, les commissions scolaires, la formation de la main-d'œuvre, l'UNESCO, la reconnaissance de la nation, le déséquilibre fiscal, Old Harry...

Pour s'assurer que le Québec paraisse toujours être l'Aurore enfant martyr de la fédération, on s'empresse de trouver d'autres causes de mécontentement à l'égard d'Ottawa. Il n'en manquera pas, d'ailleurs. Les tensions entre paliers de gouvernement font partie de la nature même d'une fédération. Il n'y a pas lieu de s'en désoler; l'important, c'est que ces contentieux se règlent pacifiquement, à l'avantage des deux parties.

Par ailleurs, il faut apprendre des négociations qui portent leurs fruits. Hier, le premier ministre Charest a souligné le travail «exceptionnel» du ministre des Finances, Raymond Bachand. En effet, M. Bachand a fait preuve de ténacité, d'intelligence politique et de rigueur intellectuelle dans cette affaire. Pour pousser à l'action le gouvernement fédéral, lui qui est soumis à une multitude de contraintes politiques, bureaucratiques et financières, il ne suffit pas de crier. Il faut surtout monter un dossier solide, se trouver des alliés (au sein du gouvernement et ailleurs au pays), persister.

C'est cette méthode qu'il faut maintenant employer dans le dossier du pont Champlain.

Optimiste par conviction



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Il allait fêter ses 100 ans mercredi, et pourtant, Pierre Dansereau affichait l'enthousiasme et l'émerveillement d'un enfant...

Le «père de l'écologie au Québec», décédé jeudi dernier, aura certes laissé une contribution scientifique immense. Il aura travaillé toute sa vie à réconcilier les sciences humaines et naturelles, à mieux comprendre l'interdépendance de l'homme et de la nature, à chercher des solutions

aux maux environnementaux modernes. Mais ce que l'«écologiste aux pieds nus» a légué en effet, d'abord et avant tout, c'est cet optimisme à tout crin qu'il a toujours su garder, malgré la multiplication des menaces qu'il n'a cessé de dénoncer comme scientifique, militant, pédagogue, humaniste.

«Je suis optimiste bien malgré moi, a-t-il déjà dit. Car je suis venu au monde avec la vocation du bonheur. Je crois que nous allons nous en tirer, que nous ferons ce qu'il faut faire à temps pour éviter le pire.»

Et en cela, Pierre Dansereau se distinguait d'autres pionniers du mouvement écologiste, ces sages qui peinent de plus en plus à garder le sourire en constatant le piètre état de la planète qu'ils léguent à leurs petits-enfants.

David Suzuki (75 ans) ne le cache pas: «Plusieurs d'entre nous sont en train de désespérer.» Pensons à l'astrophysicien Hubert Reeves (79 ans), qui prédit l'extinction de l'espèce

humaine. Ou encore à l'urbaniste Jane Jacobs, qui a écrit, deux ans avant sa mort, que les fléaux des sociétés occidentales sont tels qu'ils nous mèneront inévitablement à notre perte.

Au contraire, Pierre Dansereau se tenait loin de ces discours catastrophistes. Jamais un mot plus haut que l'autre, il se «cramponnait», selon ses propres mots, à l'idée que «de nouvelles ressources» seront trouvées, un jour.

Miser sur la compassion et l'imagination, voilà comment il croyait possible d'«inventer l'avenir», de créer un «nouveau modèle de solidarité biologique à l'échelle planétaire». Il prônait, en ce sens, l'«austérité joyeuse», une simplicité volontaire de son cru axée davantage sur la conservation que sur la restriction.

L'amertume, la frustration? Peu pour lui, ce qui lui a permis d'éviter de tomber dans le travers d'une certaine frange d'éducateurs en environnement qui, ces dernières années, ont quelque peu délaissé l'éveil à la nature pour un discours un peu trop axé sur les menaces qui pèsent sur la planète.

De la même manière, Pierre Dansereau s'est toujours refusé à donner la leçon, de tenir un discours moral et moralisateur, de verser dans tout dogmatisme. «Je ne suis pas assez sûr d'être en possession de la vérité pour croire que tout le monde devrait se déplacer vers la gauche», confiait-il dans un livre d'entretien fascinant qu'il a réalisé avec la cinéaste Thérèse Dumesnil.

Modèle de rigueur et de curiosité, ce libre penseur continuera, assurément, d'influencer de nombreuses générations par ses recherches, ses idées, mais aussi ses valeurs, aussi actuelles qu'il y a 100 ans. «Je vais disparaître un jour, prédisait-il, mais mon nom me survivra...»



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS - PARTICIPEZ

DIMINUTION DE SOINS JUSTIFIÉE?

La protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain, dénonce les compressions importantes dans les soins à domicile aux personnes âgées. Des sommes servent à éponger des déficits dans d'autres services ou font les frais des compressions budgétaires, au détriment de personnes vulnérables. Que pensez-vous de cette décision gouvernementale?

Lisez le point de vue, notamment, de Jean Bottari, Pierre Simard, Paul Daniel Muller, Mélanie Dugré... et surtout, faites valoir le vôtre.

QUESTION DU JOUR

En acceptant de verser 2,2 milliards à Québec pour l'harmonisation de la TVQ avec la TPS, le gouvernement Harper augmentera-t-il sa cote de popularité au Québec?

- OUI > 27%
- NON > 66%
- JE NE SAIS PAS > 6%

Résultats à 18 h, hier : 11 283 répondants

LE BLOGUE DE L'ÉDITO > IL NOUS FAUT PLUS D'ÉLUS! PAR MARIO ROY

OPINION

L'âge parfait!

Ma fille Charlotte ne réinvente rien en ayant un premier enfant à 17 ans

MARIE LAROCQUE

Âgée de 41 ans, l'auteure est mère de cinq enfants et sera bientôt grand-mère pour la deuxième fois.

Ma Charlotte, qui vient tout juste d'avoir 17 ans, m'a annoncé la nouvelle en pleurant, terrorisée par mon éventuelle réaction. «Je suis enceinte, maman, et il n'est pas question que je me fasse avorter.» Hein? Quelle drôle d'association d'idées...

Je ne suis pas contre l'avortement. J'aime à croire que chacune a ses (bonnes) raisons, et de toute manière, ça ne me regarde pas. Je dois toutefois admettre que j'aurais plutôt mal pris que ma fille mette volontairement un terme à sa grossesse, que celle-ci ait été désirée ou pas.

Je l'aurais mal pris parce que je n'aurais pas compris. Ma fille est en pleine santé, elle est super intelligente et a vraisemblablement un grand avenir devant elle. Tout ce qu'il faut pour être une bonne maman.

«Elle est ben trop jeune, franchement!», diront certains. Ha! ha! ha! Si vous voulez me faire rigoler, c'est le genre de niaiserie qu'il faut me sortir.

Premièrement, à 17 ans, ma fille a un âge biologique frisant la perfection pour un premier enfant (et son médecin a eu l'honnêteté de le lui dire, bravo!).

Deuxièmement, force est d'admettre qu'à cet âge-là, mener de front des études et des marmots, cultiver ses amis et voyager à travers tout ça (pourquoi pas?), y a rien là.

Enfin, du strict point de vue de l'enfant à venir, accordons-lui qu'il a une sacrée chance. Il sera élevé par des parents qui n'ont encore rien appris et qui ne lui transmettront ni leurs



PHOTO FOURNIE PAR MARIE LAROCQUE

Marie Larocque et son petit-fils Edgar.

peurs ni leurs aspirations. Ce n'est pas rien.

Le petit chou sera trimballé d'appart en appart les premières années? Hon! Pauvre petit qui va apprendre à s'adapter! Le jeune couple tiendra-t-il la route? Ce que l'on s'en fiche, ce n'est pas en lisant la Bible que l'on a appris à vivre.

Avoir un enfant n'est pas, ne devrait pas en tout cas, être un si grand événement. Rien n'est plus commun que d'enfanter, rien n'est plus banal que de faire sa vie avec des enfants à ses côtés. Ma fille ne réinvente rien, on

fonctionne comme ça depuis des centaines de milliers d'années.

Que la mode ait changé et que les femmes décident d'avoir des enfants passé la trentaine, c'est ben correct, quoique ça demeure étrange, biologiquement parlant. Peut-on au moins admettre que ce sont elles, les marginales? Et s'il faut à tout prix porter un jugement sur ma fille, peut-on la juger pour ce qu'elle est? Elle est vraiment hot, ma Charlotte.

QU'EN PENSEZ-VOUS?

Écrivez-vous à forum@lapresse.ca

À BIEN Y PENSER

Je roule sur les routes du Québec depuis plus de 40 ans. Souvent, j'ai trouvé qu'il était temps de s'occuper des trous et de la saleté. Aujourd'hui, il est toujours temps de s'occuper de la saleté, mais surtout de celle qu'il y a en dessous...
— Céline Lemay, Boucherville

FORUM

Un canon sans amarre



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

« Jacques Duchesneau, l'homme qui n'a peur de rien », annonçait *La Presse* d'hier à la une, tandis que sa longue entrevue avec Michèle Ouimet était titrée : « Confidences d'un tough ».

Un « tough », Jacques Duchesneau ? Ce n'est pas mon impression. Je trouve au contraire que pour un ancien policier déterminé à pourchasser les bandits, il a l'épiderme bien sensible.

Comment un homme qui ose s'en prendre à la mafia peut-il se sentir « intimidé » par quelques journalistes ?

Il n'est pas encore remis de sa défaite aux élections municipales de 1998. Comme s'il était exceptionnel de perdre ses élections ! J'ai suivi cette campagne-là, j'ai même voté pour M. Duchesneau. Ce dernier n'a pas été traîné dans la boue, il a été incapable de triompher de la puissante machine et du charisme de Pierre Bourque, voilà tout. Qu'il semble, 13 ans plus tard, sous le choc d'un syndrome post-traumatique, c'est franchement étonnant.

Tout comme le fait qu'il ait été incapable, après la tuerie de Poly, « de remettre les pieds pendant cinq ou six ans à l'université (où il faisait un doctorat). » Ma foi, cet homme est plus fragile que les polytechniciennes de 20 ans qui, elles, sont bravement retournées en classe.

Comment un homme qui ose s'en prendre à la mafia peut-il se sentir « intimidé » par quelques journalistes ? Certes, il a été accusé à tort de fraude électorale, mais il n'est pas la première personnalité publique à avoir été égratignée par les médias. Pourquoi cette agressivité envers Jean Lapierre, qui n'a eu que le tort de raconter qu'il avait joué au golf avec François Legault ? M. Duchesneau réagit comme si Lapierre l'avait accusé d'être pédophile ! Ma foi, serait-il paranoïaque ?

Il prétend que s'il est allé à *Tout le monde en parle* avant de rendre compte aux élus de l'Assemblée nationale, c'était pour défendre la réputation des ingénieurs du ministère des Transports contre « les gens » qui avaient conclu, sur la base de son rapport, à leur incompétence. Pourtant, dans le flot de commentaires sur ce rapport, on n'a rien lu ni entendu de tel.

Accuser les journalistes d'avoir voulu « faire dérailler » son unité anticollusion et y voir « un message » (de qui ? de la mafia ?), c'est du délire. Un journal a signalé qu'un de ses enquêteurs vit avec l'ex-femme de Tony Accurso, et M. Duchesneau s'indigne. Pourtant, dans le contexte, cette information était fort pertinente.

Cette attitude est d'autant plus incongrue que le rapport de M. Duchesneau n'est, en bonne partie, qu'une confirmation de ce qu'ont écrit les journalistes qui ont enquêté sur la corruption !

Son travail à peine amorcé, Monsieur Net annonce qu'il jette l'éponge, non sans préciser que l'Unité permanente anticorruption, « c'est pas fort ». Peut-être a-t-il raison, mais ce coup de pied de l'âne à ceux qui continueront à faire le boulot manque singulièrement de classe.

M. Duchesneau aurait dû réfléchir avant d'accepter de donner une entrevue alors qu'il était au volant, sur la longue route du retour à Montréal, et ce, après une éprouvante journée à l'Assemblée nationale. S'il en a trop dit, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même (soit dit en passant, on aura appris que cet ex-policier parle au cellulaire en conduisant d'une seule main... bravo pour le respect de la loi !)

Ce n'est pas la première fois que M. Duchesneau manque de jugement. Comme le signalait jeudi Vincent Marissal, il ne lui appartenait pas de recommander le type de commission d'enquête qu'il fallait instituer, et comme il l'a fait, en plus, maladroitement, le gouvernement Charest y verra une autre échappatoire.

Le Québec a assez de problèmes avec la plaie de la corruption sans que son Grand Justicier se conduise en plus comme un canon sans amarre.

Un modèle pour le Québec

Peu de peuples ont fait face à autant d'adversité dans leur histoire que les Juifs



RICHARD MARCEAU
L'auteur a été député du Bloc québécois à la Chambre des communes de 1997 à 2006. Ce texte est extrait de son livre *Juif* – une histoire québécoise, publié aux Éditions du Marais, qui sera en librairie la semaine prochaine.

Israël devrait logiquement être un partenaire économique de choix, voire un modèle pour le Québec. Au lieu de ça, aujourd'hui, nous avons droit de la part de plusieurs voix au Québec, comme ailleurs dans le monde, à un appel au boycottage des produits israéliens et des entreprises qui supportent Israël. Israël est montré du doigt comme autrefois l'Afrique du Sud de l'apartheid !

Pourtant, Israël est une démocratie et un État de droit, comme le Québec et à la différence de tous les autres États du Moyen-Orient, lesquels sont au mieux autoritaires.

Comme le Québec, Israël est un modèle d'égalité des droits des homosexuels, des femmes, un État social démocrate, qui mise sur la haute technologie et l'économie du savoir. Voilà un peuple peu nombreux qui se bat pour sa langue, comme le Québec, un peuple qui a affronté l'adversité pour se construire un pays, un pays bien à lui.

Je ne comprends pas bien pourquoi une majorité de Québécois ont le réflexe de s'identifier aux Palestiniens plutôt qu'aux Israéliens. Ces Québécois se voient-ils comme des victimes, comme un peuple faible ?

J'avoue que je ne comprends pas bien pourquoi une majorité de Québécois, et plus encore parmi les souverainistes, ont le réflexe de s'identifier aux Palestiniens plutôt qu'aux Israéliens.

Est-ce que ces Québécois se voient comme des victimes, comme un peuple faible et s'identifient ainsi aux Palestiniens parce qu'ils sont eux aussi sans État ?

[Lors de mes visites dans ce pays], je n'arrivais pas à comprendre clairement les raisons de ce parti pris de l'opinion québécoise contre Israël. Mais moi, j'ai jamais ce que je voyais, ce que je lisais, ce que je savais et découvrais d'Israël. Je trouvais injuste le traitement qui était infligé à ce petit pays courageux, qui ressemblait au Québec par tant d'aspects. Je me



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

Voilà un peuple peu nombreux qui se bat pour sa langue, comme le Québec, un peuple qui a affronté l'adversité pour se construire un pays, un pays bien à lui, dit Richard Marceau.

souvenais du désarroi et du sentiment d'injustice que je ressentais quand on s'attaquait au Québec à partir de stéréotypes grossiers et de jugements péremptaires divorcés de la réalité.

Jusqu'à tout récemment, j'avais été amené par les circonstances à me faire le porte-parole du Québec et du projet souverainiste au Canada, en France et dans le monde. Je décidai de mieux faire comprendre Israël ici. Je voulais que ce petit pays inconnu que j'aimais continue d'exister. En d'autres mots, je suis devenu sioniste.

Voilà un mot chargé qui fait peur à bien du monde. Il est même utilisé comme une insulte par les ennemis d'Israël et par les antisémites. Pourtant, quand j'emploie ce mot, j'exprime une idée toute simple, celle voulant que le peuple juif ait droit à l'autodétermination et à son propre pays. Dit plus carrément : Israël a le droit d'exister. Tout simplement.

Une des difficultés que je devais affronter, c'était l'opinion de mes propres collègues députés du Bloc québécois.

Ouvrant sur la scène fédérale, le Bloc était en effet amené à se prononcer régulièrement sur la question israélo-palestinienne. En 2000, les positions du Bloc en Affaires étrangères étaient surtout le fait de Francine Lalonde et de Gilles Duceppe lui-même, qui a toujours pris très au sérieux les questions internationales et diplomatiques. Pour lui, comme souverainiste, il s'agissait ni plus ni moins que de poser les jalons d'une éventuelle politique étrangère québécoise.

J'eus donc à ferrailer à maintes reprises avec mes collègues du caucus, eux qui sont très représentatifs de la majorité québécoise et conséquemment, pour une bonne part d'entre eux, pro-Palestiniens. Je dois dire que la grande

majorité d'entre eux tenaient des propos sensés et réfléchis et le chef donnait à cet égard un exemple de rigueur et de leadership qui a permis au Bloc québécois de défendre une position relativement équilibrée sur cette question pendant de nombreuses années.

Je me faisais cependant un devoir d'amener des faits absents des médias québécois et canadiens et d'amener un éclairage nouveau sur la situation au Proche-Orient. Il me fallait d'abord et avant tout combattre l'idée fautive et trop largement répandue voulant que les Juifs aient volé leur terre et leur pays aux Palestiniens.

Une chose est certaine, peu de peuples ont fait face à autant d'adversité dans leur histoire que les Juifs. Encore aujourd'hui, les Israéliens doivent vivre avec la menace constante de roquettes, d'attentats et de puissances régionales dont l'objectif avoué est d'annihiler l'État juif.

Mais quelle résilience ! Quelle volonté de vivre malgré tout le plus normalement possible ! Lors de mon second séjour, alors que les attentats se multiplient, les nombreux Israéliens que je rencontre dans la rue, au restaurant, dans les magasins nous remercient de notre présence, nous offrent des rabais, nous invitent à la maison.

Ils veulent ainsi non seulement partager leur douleur, leurs craintes et leurs espoirs, mais aussi nous démontrer qu'ils veulent continuer à vivre. À grandir. À construire. Sur cette terre qui est la leur.

J'en suis revenu encore plus impressionné par ce peuple tenace et intelligent. Et déterminé à faire le contrepoint, dans la mesure de mes modestes moyens, à une vision vagueusement – et quelques fois clairement – antisraélienne du conflit.

J'étais devenu, par admiration et par sympathie pour le peuple israélien, un sioniste actif.

Je voulais devenir juif

Ma conversion au judaïsme, bien que couronnant un processus long, sérieux, complexe et rigoureux, n'est pas un aboutissement, mais un départ, un départ vers je ne sais quoi exactement.

Je ne sais pas encore expliquer complètement pourquoi moi, un Québécois de souche, né et élevé dans une famille catholique pratiquante, devenu plus tard agnostique, voire cynique, suis retourné vers Dieu, non pas en tant que chrétien, mais en tant que Juif.

Lors de mon troisième séjour en Israël, en septembre 2003, je sens que quelque chose se passera, mais je ne sais pas encore quoi.

Je « connecte » avec Israël comme jamais. Je me sens à l'aise comme jamais. J'ai l'impression de retourner, en quelque sorte, à la maison. Comme si cet endroit m'appartenait et comme si j'appartenais à cet endroit.

Après un shabbat particulièrement spécial, je vécus une cérémonie de havdallah exceptionnellement émouvante.

Les prières – pourtant en hébreu – me touchent. Les mélodies m'émouvant. Les rituels centenaires viennent chercher quelque chose de très profond en moi, quelque chose qui dormait. Que je croyais mort.

Le fait que cette cérémonie ait lieu à Jérusalem, à l'extérieur, avec une vue magnifique sur les murailles de

la Vieille Ville, ne peut qu'ajouter à la puissance de ce que je ressens. (...)

Je voulais devenir juif, adopter cette tradition mêlant particularisme et universalisme, cette pensée qui a donné au monde l'idée du Dieu unique, cette vieille religion qui a donné naissance au christianisme et à l'islam, cette philosophie qui m'attirait par l'emphase qu'elle place sur l'importance de la famille, de l'entraide, du questionnement et de l'intelligence.

Après avoir passé de nombreuses années dans l'indifférence religieuse, passant d'un agnosticisme curieux à un athéisme militant, j'étais prêt à me réconcilier avec Dieu. J'avais besoin de spiritualité. J'avais besoin de sens. Et je trouvais cela dans le judaïsme.

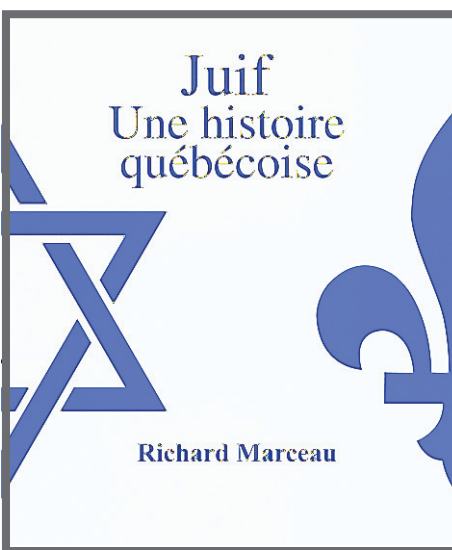
Ma redécouverte de la religion se fit à un niveau beaucoup plus profond que mes années d'études catholiques quand j'étais enfant, adolescent et jeune adulte.

L'idée de baser mes croyances, voire ma vie, sur la Torah m'attirait.

L'insistance que met le judaïsme sur ce texte sacré, son interprétation, sur la discussion entre l'Homme et Dieu à travers l'étude de ce texte, répondait à mon besoin de spiritualité et de débat intellectuel.

De plus, j'étais attiré par le côté concret du judaïsme.

Certains religions offrent des méthodes pour échapper aux



souffrances et aux limitations de l'existence physique. D'autres religions offrent l'espoir d'une vie meilleure après la mort.

Le judaïsme met plutôt l'accent sur cette vie, ici, maintenant. Sur l'importance de vivre une vie morale, selon des règles édictées pour aider à le faire.

Le judaïsme ne me demandait pas simplement de croire. Il me demandait de questionner les textes, d'argumenter avec ceux-ci (de même qu'avec ceux et celles qui me les expliquent et enseignent).

Et le doute – y compris sur l'existence même de Dieu – est non seulement accepté, mais même encouragé.

© Éditions du Marais

MONDE

Un influent prédicateur d'Al-Qaïda liquidé

Tué par un drone américain au Yémen, Al-Aulaqi était citoyen des États-Unis

NICOLAS BÉRUBÉ
LOS ANGELES

Le gouvernement américain a annoncé l'assassinat du militant d'Al-Qaïda et citoyen américain Anwar Al-Aulaqi, tué hier par une attaque d'un drone au Yémen. Il s'agissait d'un des membres d'Al-Qaïda les plus recherchés par Washington.

Q En quoi la mort d'Anwar Al-Aulaqi est-elle un événement important?

R Al-Aulaqi agissait comme maître à penser et agent de recrutement pour Al-Qaïda. L'homme de 40 ans avait notamment correspondu avec le militaire américain Nidal M. Hasan, qui a par la suite abattu 13 personnes dans la tuerie de Fort Hood, au Texas, en 2009. L'année suivante, il avait été lié aux bombes dissimulées dans les cartouches d'imprimantes mises à la poste au Yémen à destination des États-Unis. Hier, le président Obama a affirmé qu'Al-Aulaqi avait «encouragé des gens aux États-Unis et dans le monde à tuer des hommes, femmes et enfants afin de faire progresser sa cause haineuse.»

Q Al-Aulaqi était-il un terroriste?

R Nous ne le saurons jamais, car il n'a pas été traduit en justice. Le gouvernement américain lui reproche surtout d'avoir agi comme guide spirituel pour des terroristes. Né au Nouveau-Mexique, imam modéré d'une mosquée de San Diego de 1996 à 2000, Al-Aulaqi parlait un anglais impeccable et utilisait YouTube et Facebook pour diffuser ses idées haineuses. Il avait du charisme, et beaucoup de crédibilité auprès des jeunes recrues d'Al-Qaïda. Plus tôt cette année, son père avait confié au journal *The Guardian*: «Mon fils n'est pas dangereux, il a une grande gueule, voilà tout.»

Q Comment a-t-il été tué?

R Al-Aulaqi a été abattu dans le nord du Yémen, vendredi matin, par un missile Hellfire tiré par un drone, a dit savoir le *Washington Post*, hier. Son assassinat avait expressément été autorisé par le président Obama, faisant d'Al-Aulaqi le premier américain à être ciblé pour une exécution extrajudiciaire. Selon le journal, son corps a été enterré sur place. L'attaque a également fait une autre victime américaine en la personne de Samir Khan, 25 ans, éditeur du magazine d'Al-Qaïda *Inspire*, publié en anglais sur le web. Khan s'était rangé aux côtés d'Al-Aulaqi et s'était dévoué à la cause du djihad contre les États-Unis.

Q Comment l'assassinat est-il perçu chez les Américains?

R Les réactions ont généralement été positives, et l'élimination du membre d'Al-Qaïda est une victoire pour le président Obama. Certains commentateurs ont toutefois rappelé que les assassinats sans procès décidés par l'administration Obama rappelaient les méthodes de George W. Bush, tant décriées à l'époque. «Y a-t-il une seule personne à la télé qui ait mentionné qu'il était troublant que le gouvernement tue ses citoyens de façon arbitraire?», a demandé hier Glenn Greenwald, chroniqueur pour le site progressiste Salon.com. Les gens trouvent horrible que Rick Perry tue des gens qui ont eu un procès, mais applaudissent quand Obama tue des gens de façon arbitraire.» La nationalité américaine Al-Aulaqi crée un malaise perceptible aux États-Unis. Les médias américains ont préféré qualifier Al-Aulaqi de «US born» (né aux États-Unis) plutôt de d'«Américain», comme s'il avait renoncé à sa nationalité, ce qui n'était pas le cas.



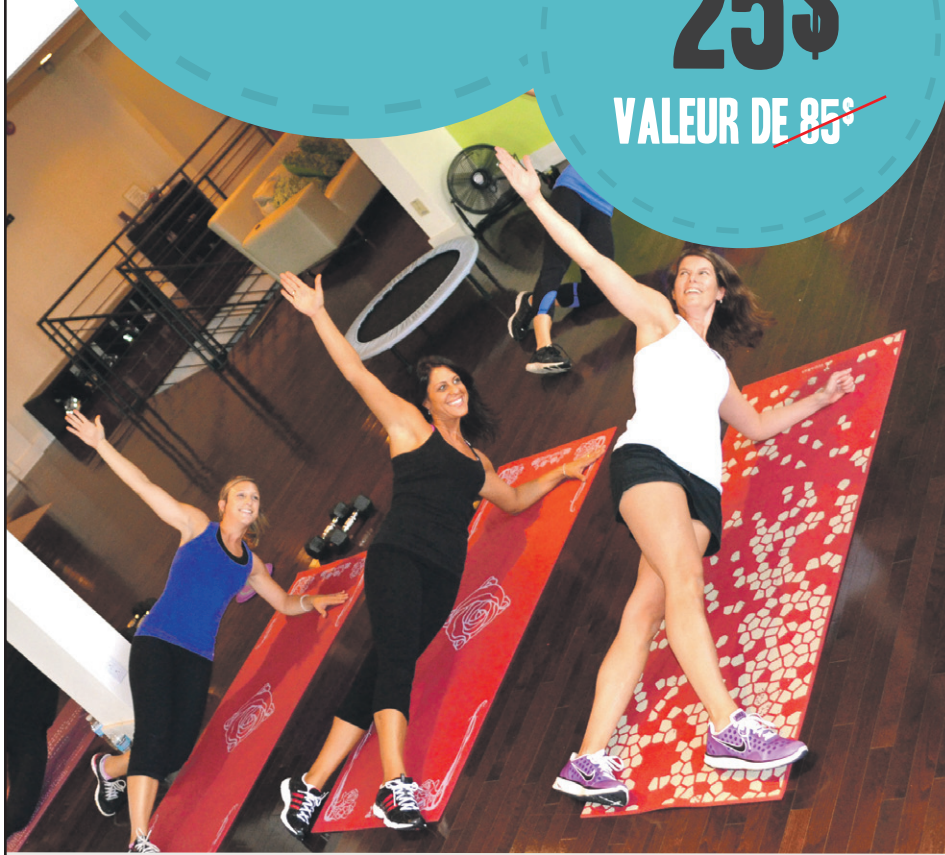
1 MOIS DE COURS DE GROUPE ILLIMITÉS CHEZ ATHLETICA STUDIO

ÉCONOMISEZ

71%

25\$

VALEUR DE 85\$



COMMENT **LERENARD.CA** PEUT VOUS FAIRE ÉCONOMISER JUSQU'À 75%

VISITEZ www.lerenard.ca

DÉCOUVREZ nos offres

ACHETEZ en toute sécurité

LE RENARD.CA

LE SITE DES ACHATS FUTÉS

une exclusivité **cyberpresse.ca**

OBTENEZ CETTE OFFRE DÈS MAINTENANT SUR WWW.LERENARD.CA

QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES



Phase 1 - 100% vendu
Phase 2 - quelques unités seulement
Phase 3 - 60% vendu



BUREAU DES VENTES 760 boul. Rosemont
☉ Rosemont, MTL, QC
Lun au Vend de 13h à 19h
Sam et Dim de 13h à 17h
Tél: 514 277-0990
www.quartier54.com



Rachel Julien



PHOTO VIOLAINE BALLIVY, LA PRESSE.

LE RAPPORT DUCHESNEAU



C'EST GRANDIOSE ET C'EST DE RETOUR.

RECYCLEZ VOTRE VÉHICULE EST DE RETOUR D'UN BOUT À L'AUTRE DU PAYS.
MAIS SEULEMENT POUR UN TEMPS LIMITÉ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD.



Chez Ford, nous croyons au pouvoir du recyclage. Voilà pourquoi notre programme *Recyclez votre véhicule* est de retour à la grandeur du pays.

Depuis 2009, plus de 50 000 Canadiens ont déjà recyclé leur véhicule chez Ford. C'est suffisamment de véhicules pour faire deux fois le tour de la terre, en plus d'éliminer environ 474 308 tonnes métriques d'émissions génératrices de smog équivalant à 260 000 sacs pleins de rebuts.

Aujourd'hui, animé du désir de recycler davantage, le programme a été élargi de façon à inclure tous les modèles de 2005 ou plus anciens. Ainsi, encore plus de personnes peuvent recevoir une prime pouvant aller jusqu'à 3 000 \$* applicable à l'achat ou à la location de nos véhicules Ford les plus intelligents, les plus sécuritaires et les plus éconergétiques comme la Focus, la Fusion, le F-150 et même les Fiesta et Edge, tous deux primés.

Notre objectif consiste à remplacer le plus grand nombre possible de vieux véhicules toujours sur la route avec des voitures, VUS, VUM et camions Ford plus éconergétiques et moins polluants. Si c'est le moment pour vous de recycler votre véhicule, passez chez un des concessionnaires Ford du Canada et contribuez ainsi à la réussite de cet objectif. Hâtez-vous, car le programme *Recyclez votre véhicule* est de retour, mais uniquement pour une durée limitée.

Pour plus de détails, visitez ford.ca dès aujourd'hui.

Recyclez votre véhicule et obtenez jusqu'à

3 000 \$*

en primes additionnelles.

Recyclez votre véhicule datant de 2005 ou avant et obtenez jusqu'à 3 000 \$ en primes applicables à l'acquisition de la plupart des véhicules Ford neufs.



Montez à bord.

* Le programme sera en vigueur du 1er octobre 2011 au 31 janvier 2012 (la « période du programme »). Pour se qualifier pour le programme, le client doit amener un véhicule de l'année-modèle 2005 ou plus ancien qui est en état de fonctionner (capable de démarrer et de rouler et auquel aucune pièce ne manque), était immatriculé et assuré au cours des 3 derniers mois (les « critères »). Les clients admissibles obtiendront une remise de 500 \$/1 000 \$/2 500 \$/3 000 \$ applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule Ford 2011-2012, neuf parmi les modèles suivants : Fiesta (à l'exception de la version S), Focus (à l'exception de la version S)/Fusion (à l'exception de la version SE), Taurus (à l'exception de la version SE), Mustang (à l'exception de la version XL équipée du moteur V6 ultra-avantageux), Escape (à l'exception de la version XLT 4 cyl. à boîte manuelle), Transit Connect (à l'exception de la version EV), Ranger (à l'exception de la version XL 4x2 à cabine simple), Edge (à l'exception de la version SE), Flex (à l'exception de la version SE), Explorer (à l'exception de la version de base)/F-150 (à l'exception de la version XL 4x2 à cabine simple), Expedition, Série E/F (F-250-550) – toutes les versions du Raptor, de la Mustang GT 500 et de la Boss 302 et des camions moyens étant exclues (chacun étant un « véhicule admissible »). Les taxes sont exigibles avant la déduction de la remise. Pour se qualifier : (i) le client doit, au moment de la vente du véhicule admissible, fournir au concessionnaire (a) un preuve suffisante qu'il satisfait aux critères, et (b) le formulaire signé autorisant le transfert de propriété du véhicule au recycleur autorisé; et (ii) le véhicule admissible doit être acheté, loué ou commandé à l'usine au cours de la période du programme. Cette offre est réservée aux résidents du Canada et payable en dollars canadiens. Cette offre est transférable aux personnes domiciliées avec le propriétaire du véhicule recyclé. Cette offre peut être combinée avec la plupart des offres aux consommateurs faites par Ford au moment de la commande à l'usine ou de la livraison, mais non dans les deux cas. Cette offre ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant de l'assistance-compétitivité des prix, de la réduction de prix aux gouvernements, des primes à la location quotidienne et du programme de primes aux parcs commerciaux. Offre d'une durée limitée, consultez votre concessionnaire pour tous les détails ou appelez le Centre des relations avec la clientèle Ford au 1 800 565 3673. ©2011 Ford du Canada Limitée. Tous droits réservés.

